

# MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE  
D'ACRIMED

MÉDIAS :  
RIEN NE VA PLUS

ON SE RETROUVE  
APRÈS LA PUB!



# OCTOBRE-DÉCEMBRE 2020

## LE GÉNÉRAL DE VILLIERS CRÈVE L'ÉCRAN!



C'est peu dire que l'année 2020 n'a pas été de tout repos: épidémie mondiale, crise économique et sociale, attaques terroristes et surenchère sécuritaire... L'occasion de salutaires remises en cause? Rien de tel en tout cas sur le terrain médiatique, où les mêmes routines délétères sont toujours bel et bien à l'œuvre.

L'information médicale a tout particulièrement fait les frais des logiques de *scoop* et des effets d'annonce. Rares sont les médias à avoir fait preuve d'un recul élémentaire face aux déclarations à l'emporte-pièce «d'experts» en quête de visibilité et à des études aux méthodologies contestables. Ou comment le journalisme scientifique a trop souvent cédé le pas au sensationnalisme (p. 4).

La période du premier confinement (de mi-mars à mi-mai 2020) s'est également traduite par un grand déséquilibre dans le débat médiatique. Dans les émissions phares que sont les matinales radiophoniques, la sélection des invités jugés légitimes pour s'exprimer sur l'actualité est affectée de plusieurs biais structurels: la surreprésentation des hommes et l'absence de pluralisme, notamment politique (p. 8).

Une autre séquence médiatique s'ouvre à la rentrée de septembre, caractérisée par une surenchère sécuritaire qui culmine après l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine. Sur les chaînes d'information en continu (mais pas seulement), on assiste à un déferlement d'amalgames et de propos racistes. Un mot d'ordre résonne tout particulièrement: haro sur les «islamo-gauchistes»! (p. 14)

Une observation attentive des matinales audiovisuelles et de la presse confirme l'absence des voix de gauche (ou simplement dissonantes) dans le chœur médiatique, sécuritaire et droitier (p. 17). Et lorsque les ténors du gouvernement sont invités, la brosse à reluire est de sortie. À l'instar de cette interview

de Bruno Le Maire sur France Inter, où le ministre de l'Économie déroule sans difficulté ses éléments de langage, accueilli en toute complaisance par Léa Salamé et Nicolas Demorand (p. 38).

Si certains solistes (Manuel Valls, Pascal Bruckner) font la tournée des médias, le cas le plus emblématique est sans doute celui de l'ex chef d'état-major des armées, Pierre de Villiers. Sur les télévisions, dans la presse et à la radio, les éditocrates lui déroulent le tapis rouge. L'occasion de donner un nouvel écho aux thématiques qu'affectionne le militaire de carrière: l'ordre, bien sûr, la sécurité, le nationalisme (p. 25).

Le tableau ne serait pas complet sans un hommage appuyé à Jean-Pierre Pernaut, à qui nous ne devons rien de moins que 32 ans de bons et loyaux services aux commandes du JT de 13h de TF1, vitrine dépolitisée et réactionnaire de la «France éternelle» (p. 32).

Dans cette année bien terne, la mobilisation contre la loi «Sécurité globale» donne une note d'espoir. Alliant syndicats et sociétés de journalistes, associations, collectifs (cinéma, quartiers populaires, etc.), comités luttant contre les violences policières, exilés et Gilets jaunes, le mouvement se fait large face à cette nouvelle attaque contre le droit d'informer, dont la présidence Macron est coutumière (p. 22).

Si le traitement de cette loi par les grands médias laisse à désirer, de nombreux journalistes cherchent néanmoins à se mobiliser. De quoi rappeler la grande hétérogénéité de cette profession, fragmentée entre reporters précaires et présentateurs-vedettes (p. 40). La défense du droit d'informer et la transformation des médias sont l'affaire de toutes et tous, et *a fortiori*... celle des journalistes.

À nos lecteurs et lectrices, nous souhaitons une heureuse année 2021! ■

## ours

### Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

### Acrimed

39, rue du Faubourg-Saint-Martin  
75010 Paris

### Directeur de la publication

Mathias Reymond

### Secrétaires de rédaction

Frédéric Lemaire et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

### Ont collaboré à ce numéro

Vivien Brunel, Bruno Dastillung, Jérémie Fabre, Maxime Friot, Lucile Girard, Benjamin Lagues, Frédéric Lemaire, Blaise Magnin, Philippe Merlant, Florent Michaux, Patrick Michel, Olivier Moreau, Antonin Padovani, Denis Pérails, Jean Pérès, Pauline Perrenot, Mathias Reymond, Thibault Roques, Kahina Seghir

### Illustration de Une

Willis from Tunis

### Dessins

Colloghan

### Conception graphique et Mise en page

Adrien Labbe

### Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio, Minimum

Achevé d'imprimer en 01/2021 par Corlet Imprimeur

14110 Condé-en-Normandie

n° d'imprimeur: 2012.0479

Imprimé en France

Dépôt légal: janvier 2021

Commission paritaire: 1223 G 91177

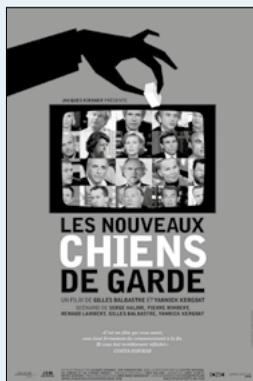
ISSN: 2256-8271



MAPRIM'VERT

# MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour. Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



**S'ABONNER  
ADHÉRER  
EN LIGNE**  
[boutique.acrimed.org](http://boutique.acrimed.org)

► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de .....€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

Cotisation de base: **40 €**

Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

Revenus > 2000€ mensuels: **70 €**

Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n° .....€

Tarif adhérent: **10 €**

Tarif normal: **20 €**

Union européenne et Suisse: **25 €**

Reste du monde: **32 €**

► **Je commande**

Le DVD des «Nouveaux Chiens de garde»: **18,40 €**

Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

Le livre *«Au nom de la démocratie votez bien!»*, aux éditions Agone: **15 €**

Nom: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

Code postal: ..... Ville: .....

Courriel: .....

Signature: .....

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris  
Tél.: 09 52 86 52 91 – Courriel: [info@acrimed.org](mailto:info@acrimed.org)

# ILS NOUS MANQUENT DÉJÀ...

L'année 2020 laisse incontestablement un goût d'inachevé: non pas que les intellectuels médiatiques aient disparu des écrans – il s'en faut – mais, virus oblige, il a fallu faire sans certains petits bonheurs habituels. Ainsi, point de «croisière culturelle» cette année avec Luc Ferry ou Franz-Olivier Giesbert à la barre; pas non plus de pièce de théâtre signée BHL, dressant un état des lieux aussi lucide qu'impitoyable sur le monde comme il va; pas – encore – de conférence sur les heurs et malheurs de la civilisation contemporaine par Pascal Bruckner dans le prestigieux écrin parisien de la salle Gaveau. Qu'on se rassure néanmoins, elle a été reprogrammée en janvier au tarif toujours modique de 20 euros. Comme chacun sait, une soirée à écouter deviser un de nos phares de la pensée n'a pas de prix.

En bon *fast thinkers* capables de penser plus vite que leur ombre, la plupart de nos athlètes intellectuels ont quand même commis des ouvrages ces derniers mois qui leur ont permis de conserver leur quasi-monopole sur les plateaux TV, antennes radio

et dans les colonnes de journaux. Disons-le tout net: nous ne fûmes jamais déçus. Parions qu'ils sauront encore trouver des ressources insoupçonnées au cours de l'année qui vient. Quoi de mieux, en attendant, qu'un florilège de leurs plus belles saillies récentes?

À tout seigneur tout honneur: remercions d'abord un BHL courroucé d'avoir trempé la plume dans la plaie et de s'être élevé le premier contre *Ce virus qui rend fou...* notamment son compère Michel Onfray, visiblement atteint, comme d'autres, sur le plateau de CNews au lendemain du premier confinement: «*On se dit, bon, "Covid-19", c'est qu'il y en a eu 18 précédemment*». Téméraire, celui qui en toute modestie animait jadis une émission nommée «Le monde selon Michel Onfray» publiée dans la foulée un ouvrage, *La vengeance du pangolin*, consacré à la question du moment, dont le sous-titre ne laisse aucun doute sur la profondeur et l'humilité du bonhomme: «Penser le virus».

S'emportant comme ses frères d'armes contre «*le sanitaire correct*», André Comte-Sponville a signé un retour fracassant à la faveur de l'épidémie, tant il est vrai que son verdict sans appel «*Je préfère attraper la Covid-19 dans une démocratie que de ne pas l'attraper dans une dictature*» rivalisait avec ses considérations coutumières mais toujours lumineuses sur la liberté, l'amour et la démocratie.

Dernier rempart de (à?) la pensée, Pascal Bruckner s'est lui aussi particulièrement dis-

tingué en 2020: non content d'éructer à longueur d'entretiens et de chroniques – innombrables – contre «*le maccarthysme néoféministe*», il n'a cessé de dire tout haut ce que même les éditocrates les plus réactionnaires osent à peine penser tout bas, évoquant entre (beaucoup d') autres, «*l'avantage moral que nous avons gagné en tant que nation victime du terrorisme islamiste*» (France Inter, le 22 octobre dernier).



Ne rechignant pas à se poser en «vieux mâle blanc hétérosexuel», on ignore si notre intellectuel de parodie est réellement *Un coupable presque parfait*; c'est en tout cas un essayiste qui ne manque jamais une occasion de vociférer contre les nouveaux censeurs, sur les plateaux qu'il accapare et dans les chroniques qu'il multiplie. Signe, peut-être, que la «cancel culture» n'est pas forcément où l'on croit...

Les amateurs de valeurs sûres en ont aussi eu pour leur argent: dans un papier tout en nuances daté du 6 décembre

sur «le grand déclassement: la France en miettes» (FigaroVox), l'historien de salon Jacques Julliard s'est surpassé, déplorant pêle-mêle «*la fin de la classe ouvrière*», «*la fin de l'ambition intellectuelle*», la «*fin du primat de l'intelligence*» dans une version ripolinée d'une «fin de l'histoire» aux contours toujours aussi flous.

Où l'on revient à Luc Ferry, toutologue notoire, capable d'expliquer doctement «*pourquoi le véganisme est intenable*» le matin, de disserter sur «*la mondialisation salvatrice*» le soir, tout en livrant «*les leçons du Covid*» entre deux confinements. Laissons-lui donc le dernier mot, à peine altéré, lui qui dans un éditto paru le 7 octobre dans *Le Figaro* et sobrement intitulé «L'insoutenable finitude humaine», s'inquiétait du «*miracle de la notoriété (médiatique) qui transforme en vérités les sornettes les plus niaises*». Qu'on se le dise, les alchimistes de la pensée tiendront encore le haut du pavé en 2021. Et les intellos de demain ont toutes les chances de ressembler furieusement à ceux d'hier.

Merci à Monsieur Phi (youtubeur «philo» et auteur de la vidéo «*Pourquoi les philosophes médiatiques disent de la merde*», 20 nov.) et au fil Twitter pertinent et percutant (réellement, en l'occurrence...) de Sébastien Fontenelle, auxquels nous empruntons certaines citations. ■

# MISÈRE DE L'INFORMATION MÉDICALE EN TEMPS DE CRISE

Retour sur la question de la médiatisation (souvent problématique) de la parole scientifique – et en particulier des études et essais cliniques sur les différents traitements potentiels du Covid-19.<sup>1</sup>

1. Cet article s'inscrit dans une série. Voir notamment, sur le site d'Acrimed, «Chloroquine: une saga médiatique» (27 juill. 2020), «Didier Raoult et les éditocrates, le grand néant du débat médiatique» (3 août 2020) et «Chloroquine et Didier Raoult: la mauvaise foi de Patrick Cohen» (10 août 2020).

2. Voir «Docteur Cymes et Mister Michel, experts en coronavirus», *Médiacritiques* n°35, avril-septembre 2020.

3. Voir «Le tabac protège du Covid? Gare à l'enfumage...», *Médiacritiques* n°35, avril-septembre 2020.

4. «Tocilizumab: l'emballage était prématuré», *Arrêt sur images*, 11 mai 2020.

Dans le contexte de la crise sanitaire, l'appel d'air produit par la demande d'information a conduit bien des chercheurs et/ou représentants d'institutions à court-circuiter le temps long de la recherche, en faisant des déclarations précipitées. Des propos avidement relayés par les médias... sans toujours faire preuve du recul nécessaire face à la parole de celles et ceux qui se prévalent de l'autorité scientifique.

Cela avait en réalité commencé avant la mise en œuvre du confinement le 17 mars, avec de confiantes annonces sur le caractère jugé sans gravité de la situation. Nous avons déjà évoqué dans un précédent article les affirmations de Michel Cymes<sup>2</sup> balayant d'un revers de main la «grippette» qui s'annonçait selon lui. D'autres personnalités du monde médical (moins médiatiques à l'époque) prenaient le même type de position, à l'image de Yazdan Yazdanpanah, chef du service de maladies infectieuses à l'hôpital Bichat, directeur de recherche en infectiologie à l'Inserm et expert auprès de l'OMS. Il déclarait ainsi à la fin du mois de janvier dans «C dans l'air»: «Il n'y aura

pas d'épidémie en France». Ou encore du professeur Raoult, interviewé par le JDD dans un article paru le 1<sup>er</sup> février et titré «Le professeur Didier Raoult: "Ce coronavirus n'est pas si méchant"».

À ces premières annonces aussi péremptoires que mal avisées en succédèrent d'autres, en particulier s'agissant des traitements potentiels de l'infection. Outre le cas de l'hydroxychloroquine, combien de titres sur différents «remèdes miracles» avec à l'appui de simples hypothèses? Nous avons noté un exemple dans un précédent article consacré aux

annonces quant à un éventuel effet protecteur de la nicotine<sup>3</sup>. Autre exemple, celui que relate un article<sup>4</sup> d'Arrêt sur images sur «l'emballage prématuré» autour du Tocilizumab, et dont voici un extrait:

*En une journée, le 27 avril, les médias se sont enflammés. Et si l'APHP, la structure hospitalière de Paris et Ile-de-France, venait de trouver un traitement pour ralentir le passage en réanimation de patients sévèrement atteints? En une après-midi, le tocilizumab a débarqué sur tous les sites d'infos et sur les chaînes de télé... le tout sur la base d'un communiqué vague sans aucune donnée précise.*

“Il n’y aura pas d’épidémie en France”

Ce jour-là, *Le Parisien* publiait un article<sup>5</sup> à ce sujet qui commençait ainsi:

*Au téléphone, il y a de l'enthousiasme dans la voix de Martin Hirsch. En ce moment, ce n'est pas tous les jours qu'il a de bonnes nouvelles à annoncer. Alors, le patron de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) et ses 39 établissements multiplie adverbes et adjectifs. Les résultats sont «suffisamment» importants pour qu'il les communique. Ils sont «probablement» la première démonstration scientifique «encourageante»*

Le plaisir d'annoncer une bonne nouvelle... alors même que, comme le note l'article, «les résultats complets de l'essai n'ont pas été détaillés». Deux jours plus tard, dans un article paru sur le site de France Info<sup>6</sup>, le ministre de la Santé Olivier Véran prend tout de même soin de préciser que l'étude n'est pas «suffisamment étayée», avant de saluer «un signe d'espoir».

Las, comme le rapporte le *Canard Enchaîné* du 6 mai 2020:

*Ces cocoricos ont fait tomber de l'armoire les membres du comité de suivi indépendant qui surveillait l'essai. [...] Pour ces experts, non seulement il était trop tôt pour tirer des conclusions et annoncer des résultats positifs, mais la "conduite de cette étude" est "entachée de nombreux dysfonctionnements" tels que des changements de critères en cours de route. [...] Résultat des courses: le 30, les scientifiques ont démissionné en bloc.*

Répondre aux attentes supposées du public (ou à celles des journalistes) peut faire partie d'une stratégie de communication de la part de chercheurs, de médecins et/ou de responsables politiques en période de crise sanitaire. Au mépris, parfois, de la prudence ou de la précision la plus élémentaire. D'où la nécessité d'un journalisme scientifique qui soit en mesure de remettre en contexte, voire de critiquer les déclarations des uns et des autres. Une démarche trop souvent négligée dans la couverture de la crise sanitaire. C'est tout particulièrement le cas s'agissant de la médiatisation des études et travaux scientifiques.

## DES ÉTUDES MAL TRAITÉES DANS LES MÉDIAS

Au cours de ces derniers mois, on a assisté à la médiatisation, parfois sans aucun recul, de résultats d'études pris comme autant d'arguments d'autorité. Tels travaux de recherche établissant l'efficacité d'un «traitement miracle», tels autres l'infirmant. Un phénomène qui ne date pas de la crise du Covid, et qui n'est pas sans conséquence: le journaliste scientifique

**«Plus de la moitié des études scientifiques mises en avant dans la presse ont été ultérieurement réfutées»**



Florian Gouthière affirmait en 2017 que «plus de la moitié des études scientifiques (initiales ou secondaires) mises en avant dans la presse ont été ultérieurement réfutées»<sup>7</sup>. Pour éclairer les débats et controverses, il est nécessaire d'explicitier les limites des travaux publiés, liées notamment au processus de publication des études. Ce qui est loin d'être toujours le cas.

Tout d'abord, de nombreuses études ont été médiatisées sans nécessairement avoir été soumises au processus de relecture mis en œuvre par les revues pour garantir la qualité des articles publiés<sup>8</sup>. Le processus de relecture des articles impose en effet des contraintes importantes et notamment des délais (de relecture, de corrections) entre la réalisation des recherches et la publication de leurs résultats. En période de crise sanitaire, ces contraintes ont favorisé une pratique déjà existante: la publication en ligne d'articles encore en attente de révision par le comité de lecture d'une revue (la publication en ligne est appelée «pre-print»).

Cette pratique a l'avantage de permettre la diffusion au sein de la communauté scientifique (et aussi la médiatisation) des études avant une validation dont les délais sont parfois très longs. Et de s'affranchir du contrôle du petit monde de l'édition scientifique, qui constitue un oligopole largement acquis aux logiques marchandes, veillant jalousement sur

5. «Coronavirus: la piste du tocilizumab pour soigner les cas sévères», *Le Parisien*, 27 avril 2020.

6. «Coronavirus: le tocilizumab est "une piste sérieuse" mais "pas suffisamment étayée encore", affirme Olivier Véran», France Info, 29 avril 2020.

7. Florian Gouthière, *Santé, science, doit-on tout goberc?*, Belin, 2017.

8. Ces revues sont dites «à comité de lecture» – comité composé de chercheurs et chercheuses. En matière de recherche biomédicale (c'est-à-dire sur les maladies et leurs traitements), il existe une poignée de revues jugées «sérieuses» dans lesquelles publier un article constitue en soi une réussite professionnelle.



la diffusion des travaux qu'il publie<sup>9</sup>. La pratique du «pre-print» permet ainsi à certains travaux de bénéficier de puissants effets d'annonce médiatiques... malgré des résultats provisoires et/ou une méthodologie parfois discutable.

Autre pratique permettant d'éviter de passer sous les fourches caudines des grandes revues: la publication d'articles dans des revues de moindre «standing», voire plus «accueillantes». C'est par exemple le choix qui a été fait par l'équipe du professeur Raoult, qui a publié son étude dans *The International Journal of Antimicrobial Agents*, une revue dont l'éditeur en chef est Jean-Marc Rolain, un des membres de l'équipe de Didier Raoult et co-auteur de l'étude (une pratique loin d'être rare dans le domaine de la littérature scientifique). Enfin, il est également possible de publier dans une des «revues prédatrices» qui prolifèrent

9. À ce sujet, lire, sur le site d'Acrimed, «L'édition scientifique (1): un oligopole profitable» (4 août 2011), «L'édition scientifique (2): le temps de la révolte» (10 août 2011) et «La révolte contre l'oligopole de l'édition scientifique s'intensifie» (14 mai 2012).

10. Un exemple récent montre l'absence totale de contrôle des publications dans certaines revues: la publication d'un canular dans la revue *Asian Journal of Medicine and Health* intitulé: «Contrairement aux attentes, SARS-CoV-2 plus léthal que les trottinettes: est-ce que l'Hydroxychloroquine pourrait être la seule solution?»

11. «Hydroxychloroquine ou chloroquine avec ou sans macrolide comme traitement du COVID-19: une analyse de données plurinationales».

12. «Lancet et chloroquine: les journalistes à la dérive», Arrêt sur images, 30 mai 2020.

13. Lire à cet égard «Derrière les profits des labos, un soutien financier multiforme des pouvoirs publics», Basta, 16 janvier 2019.

14. En témoigne, par exemple, l'article «Coronavirus: pourquoi les études sur l'hydroxychloroquine n'ont pas clos le débat», *Le Parisien*, 15 mai 2020.

sur la promesse d'une publication rapide moyennant des frais de publications à payer par les chercheurs<sup>10</sup>.

## LE SCANDALE DU LANCET

Si les résultats des études publiées en «pre-print» doivent être examinés avec précaution, il serait trompeur de considérer que la validation par un comité de lecture d'une revue prestigieuse vaut vérité scientifique. Preuve en est, parmi d'autres, l'étude publiée le 22 mai par la prestigieuse revue médicale *The Lancet*, reprise largement dans les médias<sup>11</sup>. Cette étude prétendait trancher une importante controverse scientifico-médiatique. Problème: l'article en question n'a pas manqué de soulever les doutes de nombreux chercheurs en biostatistiques dans la journée même de sa publication, avant d'être finalement retiré par la revue dès le 4 juin – un désaveu majeur pour une revue. Les auteurs finiront par admettre avoir truqué et parfois même inventé les données utilisées dans leur étude (qui prétendait analyser les dossiers médicaux de 96 000 patients dans près de 70 pays, collectés par une entreprise mystérieuse du nom de «Surgisphère»).

La précipitation coupable des éditeurs du *Lancet* peut s'expliquer par différents facteurs: premièrement, la menace que représente la pratique du «pre-print», alors même que les (immenses) profits générés par les revues médicales dépendent de l'exclusivité des résultats qu'elles publient; menaces de la concurrence des «petites revues», compte tenu de l'abondance des travaux de recherche au cours de la crise sanitaire du Covid-19; menaces personnalisées par le professeur Raoult, dont la force de frappe médiatique a permis la mise en Une des journaux du monde entier de résultats non validés par une prestigieuse revue; opportunité enfin – dans ce contexte de remise en cause de la position dominante du *Lancet* du fait de la circulation plus fluide des résultats des recherches en cours – de publier une étude présentant toutes les apparences du «sérieux», et à même de «faire autorité».

Un article d'Arrêt sur images<sup>12</sup> revient en détail sur la médiatisation de cette étude, dans un premier temps largement relayée... avant que plusieurs journalistes scientifiques n'en remettent en cause la méthodologie. Et de pointer la marginalisation de l'information scientifique au sein des médias généralistes, ainsi que le «biais d'autorité» vis-à-vis de celles et ceux censés exprimer la «parole scientifique». L'endocrinologue Philippe Froguel, cité dans l'article, est particulièrement critique à l'égard de la presse française:

**Les auteurs finiront par admettre avoir truqué et parfois même inventé les données utilisées dans leur étude.**

Ce qui m'a beaucoup frappé a été la déférence pour *The Lancet*, totalement naïve de la part de la presse française, il n'y a d'ailleurs pas eu un tel déferlement d'articles chez les anglo-saxons [...] Dans 80 % des cas, c'est sérieux, mais parfois, ils (les éditeurs du *Lancet*, NdA) se comportent comme les pires tabloïds! Par exemple, ils peuvent envoyer l'étude à des évaluateurs sympathiques s'ils tiennent à la publier.

Autre aspect important: les grands groupes pharmaceutiques, bien que bénéficiant largement des recherches et fonds publics<sup>43</sup>, sont parfois les seuls à mettre en œuvre les sommes colossales nécessaires au financement des études de grande envergure qui évaluent l'efficacité de leurs nouveaux médicaments. Cela peut placer chercheurs et chercheuses en position de conflit d'intérêt structurel: pour publier une étude d'ampleur dans une revue prestigieuse, il faut souvent travailler avec (et en fait, pour) un grand groupe pharmaceutique.

Promouvoir les résultats d'une ou plusieurs études scientifiques comme l'expression incontestable de la science, sans prendre en compte le contexte ou les limites de ces études, peut par ailleurs conduire certains journalistes, selon le physicien Bruno Andreotti, à se poser «comme des compétiteurs de la légitimité à dire

## Une information scientifique, critique et rigoureuse était pourtant possible.

ce qui est vrai au nom de la science par rapport aux scientifiques de professions». Le chercheur appelle pour sa part à «réarmer un rationalisme qui connaisse les limites laissées à la science». Prendre en compte les conditions de production des études scientifiques doit ainsi conduire, non pas à une défiance généralisée à l'égard de la production scientifique, mais à la plus grande prudence dans la médiatisation de ces travaux.

\*\*\*

Les médias ont contribué, ces derniers mois, à la confusion du débat sur les enjeux sanitaires. Une information scientifique, critique et rigoureuse était pourtant possible. Une information qui rende compte des contraintes et du contexte de l'expression de la parole scientifique – ou encore des conflits d'intérêts et des pratiques, souvent douteuses, des revues médicales et des entreprises pharmaceutiques.

Une telle approche n'a pas été totalement absente<sup>44</sup>. Pourquoi est-elle restée marginale – et ce malgré la surface inédite réservée à l'information médicale en cette période de crise sanitaire?

Plusieurs hypothèses sont plausibles: choix des programmeurs et journalistes, imputant au grand public un désintérêt pour des sujets compliqués; incompatibilité notoire entre les pratiques médiatiques (effets d'annonce, scoops, polémique-spectacle, etc.) et les termes du débat scientifique (prudence, nuances, temps long, etc.); ou encore réticence à aborder des sujets potentiellement catalyseurs de critiques du fonctionnement ordinaire d'un secteur important du capitalisme financier: celui de l'industrie pharmaceutique.

Autant de raisons structurelles qui peuvent expliquer la grande difficulté que rencontrent les médias dominants pour traiter convenablement une question scientifique complexe – difficulté dont la crise du Covid a fait la démonstration. ■



# MATINALES RADIO: À LA RECHERCHE DU PLURALISME

## Mars-avril 2020: la diversité en confinement.

**L**es matinales radio sont des lieux stratégiques de l'espace médiatique. En témoignent leurs audiences: selon les chiffres publiés par Médiamétrie concernant la période janvier-mars 2020, les plus écoutées cumuleraient 5 719 000 auditeurs<sup>1</sup>. Les interviews matinales jouent en particulier un rôle prescripteur: produit d'appel à même de doper l'audience d'un programme, elles sont mises en avant et parfois commentées tout au long de la journée<sup>2</sup>. Compte tenu de leur importance dans l'espace médiatique, nous avons étudié en détail les invitations passées pour les interviews matinales des principales radios nationales pendant la période de mars-avril 2020 – caractérisée par une crise à la fois sanitaire, économique, sociale et politique. Le panorama ainsi dressé révèle d'écroulantes inégalités de genre, et donne à voir la misère du pluralisme politique, économique et social à l'antenne.

Avant de revenir sur les principaux résultats de notre étude, nous proposons de rendre compte de notre méthodologie et des données recueillies. Notre étude repose sur une recension allant du 17 mars au 30 avril. Elle concerne un ou plusieurs entretiens des cinq principales matinales radios nationales (France Inter, RTL, RMC, France Info et Europe 1)<sup>3</sup>.

Une remarque préliminaire: au total, notre base de données compile 287 invitations. Le choix des émissions répertoriées, diffusées quotidiennement (hors week-end) entre 7h30 et 8h45, comporte toutefois un biais: Europe 1 totalise un nombre bien plus important d'invités (112), devant France Inter (73). Les chiffres des trois autres radios sont plus homogènes (33 invités pour France Info et RMC; 36 pour RTL). Compte tenu de cette disproportion, nous limiterons les remarques transversales à quelques traits saillants pour davantage privilégier une analyse par chaîne et/ou catégorie.

Les différents invités ont été répartis en dix familles (voir le graphique ci-contre).

Premier constat: les représentants politiques sont les plus présents (35%), avec les professionnels de la santé (22%), auxquels nous avons consacré une analyse à part entière dans un autre article<sup>4</sup>. Les chefs d'entreprises (« Business ») représentent quant à eux 16% des interviewés. Ces trois catégories écrasent les autres invités, représentés de manière résiduelle: entre 4% et 6% pour les universitaires, les syndicalistes (tous confondus), les représentants d'établissements publics ou parapublics. Les catégories restantes représentent moins de 3% des invités: « Culture », « ONG », « Institutions européennes », « Autres ».

1. 2 095 000 sur France Inter, 1 714 000 sur RTL, 807 000 sur Europe 1, 628 000 sur RMC et 475 000 sur France Info. Nous n'avons pas inclus la matinale de France Bleu dans notre décompte (faute d'interview « nationale », la radio proposant des déclinaisons locales de ses programmes).

2. Lire, sur le site d'Accrimed, « L'entretien audiovisuel: information ou spectacle? », octobre 2016.

Afin de rentrer plus avant dans l'analyse des choix des « grandes » matinales radiophoniques, nous proposons de revenir sur plusieurs aspects: la question du genre, celle du pluralisme politique, la représentation du patronat en comparaison de celle des travailleurs, ainsi que la place réservée aux milieux universitaire et culturel.

## DE FLAGRANTES INÉGALITÉS DE GENRE

Un des résultats les plus flagrants de l'analyse des invités des interviews matinales est sans doute l'inégalité entre les hommes et les femmes: sur l'ensemble des radios, **les premiers constituent en effet 81% des invités, soit plus de quatre invités sur cinq.** Une tendance qui se vérifie chaîne par chaîne: les hommes cumulent 73% des fauteuils sur France Inter, 76% sur France Info, 84% sur Europe 1 (94 hommes et 18 femmes!), et même 88% et 89% sur RMC et RTL.

Ce fossé s'accroît dans certaines catégories: ainsi, sur 45 invitations passées au secteur « Business », 44 l'ont été à des hommes. Idem chez les universitaires, où les hommes ont occupé 12 des 14 fauteuils. La catégorie « Culture », rassemblant des écrivains, artistes, etc. ne compte quant à elle strictement aucune femme! Un secteur pourtant loin d'en être dépourvu... Quant aux 101 fauteuils accordés aux politiciens sur les différentes chaînes, 67 furent occupés par des hommes, et 34 par des femmes – soit presque moitié moins.

Dans un rapport daté de mars 2020<sup>5</sup> concernant l'année 2019, le CSA note que « pour la première fois, la part des femmes présentes à l'antenne – télévision et radio confondues – dépasse la barre des 40% (41% contre 59% d'hommes). » Force est de constater qu'avec une part ridiculement basse (19%), les interviews mati-



3. Ont été comptabilisées les deux interviews du « 7/9 » de France Inter, conduites par Nicolas Demorand et Léa Salamé – également diffusées sur France Culture pendant la période étudiée; « L'invité de RTL » animée à 7h45 par Alba Ventura, tête d'affiche de la station en binôme avec Yves Calvi; « L'invité de Bourdin direct », diffusée à 8h30 simultanément sur RMC et BFM-TV; le « 8h30 » de France Info, par le tandem Marc Fauvelle et Renaud Dély; et enfin, sur Europe 1, « L'interview d'actualité » suivie de « L'interview politique », conduites respectivement à 7h40 par Matthieu Belliard et 8h20 par Sonia Mabrouk.

4. « Matinales radio (2/2) : les angles morts de l'information médicale », 8 octobre 2020.

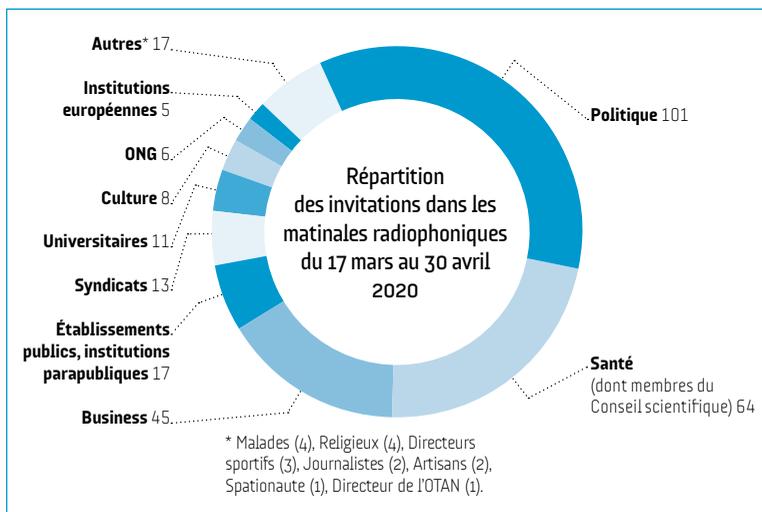
5. « Présence des femmes dans les médias audiovisuels : Le CSA relève des progrès dans son rapport 2019, notamment à la radio ».

nales de mars-avril 2020 sont bien en deçà d'une telle moyenne, et explosent même les inégalités de genre dans le choix des invités que leurs rédactions choisissent de mettre en valeur.

## LE TROU NOIR DU PLURALISME POLITIQUE

Autre résultat important de notre analyse: la grande pauvreté du pluralisme politique dans les matinales radio. La République en marche cumule plus de la moitié des fauteuils (55 sur 101, dont 4 fois un député... et 51 fois un membre du gouvernement!) S'y ajoutent 3 invitations de représentants politiques étiquetés UDI ou Modem, alliés à la majorité. Les Républicains (membres actuels ou ex) cumulent quant à eux 24 passages, soit un quart des invitations, et le Rassemblement national, 5 invitations. Au total, les libéraux et l'extrême droite auront donc, un mois et demi durant, capté 86% des invitations politiques des cinq principales interviews matinales de ce pays!

Reste, évidemment, fort peu de place... Le Parti socialiste et Europe Écologie les Verts totalisent respectivement 2 et 1 invitations. La France insoumise, quant à elle, sera représentée à seulement trois reprises (Jean-Luc Mélenchon est invité une fois sur Europe 1, une autre sur France Info et Alexis Corbière est intervenu dans la matinale de France Inter). Le Parti communiste est inexistant, de même que le Nouveau Parti anticapitaliste et Lutte ouvrière. Un oubli, sans doute. Un tel palmarès confirme la petite musique (de droite) qui, chaque semaine, s'impose aux auditeurs. De fait, il fut impossible de trouver deux jours consécutifs sans un représentant du gouvernement



ou de la majorité à la radio<sup>6</sup>. La norme fut plutôt une, et même deux voix gouvernementales par jour<sup>7</sup>.

Et, en prime, quelques doux réveils! Le 14 avril par exemple, la diversité radiophonique nous laissait le choix entre Christophe Castaner sur France Inter, Bruno Le Maire sur RMC, Gérald Darmanin sur France Info, Olivier Véran sur RTL ou Marion Maréchal Le Pen sur Europe 1. De quoi écraser l'oreiller! Le lendemain, Le Maire et Darmanin étaient de nouveau présents (respectivement sur RTL et Europe 1), mais on pouvait aussi choisir l'extrême droite grâce à France Info, qui conversait cette fois-ci avec

Louis Aliot. Quelques jours plus tôt, le 9 avril, Cédric O était sur France Inter, Muriel Pénicaud sur RMC, Sibeth Ndiaye sur France Info; ne restait qu'Europe 1 pour trouver l'introuvable, puisque micro fut tendu à... Manuel Valls! Mais le 29 avril reste le jour du quinté-plus pour le gouvernement: Gérald Darmanin (RTL), Jean-Baptiste Djebbari (Europe 1), Olivier Véran (France Info), Jean-Michel Blanquer (RMC) et Muriel Pénicaud (Inter) saturent l'espace.

Les matinales ont bien sûr leurs habitués: Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, Olivier Véran et Christophe Castaner cumulent ainsi à eux seuls 22 passages sur la période<sup>8</sup>, soit un tiers des invitations masculines... Chez les femmes, Muriel Pénicaud, Valérie Pécresse, Sibeth Ndiaye et Marine Le Pen raflent respectivement 5, 4, 3 et 3 invitations: 15 passages au total donc, sur les 34 invitations passées à des femmes politiques...

À noter, également, l'ouverture quasi nulle des matinales à l'international: hormis une ministre allemande et une seconde, espagnole, les radios ont très peu tendu le micro à des personnalités étrangères pendant la période étudiée, alors que le contexte de pandémie mondiale le justifiait d'un point de vue journalistique. Quand des points de vue extra-hexagonaux ont été représentés, ce furent exclusivement ceux des hauts responsables libéraux des institutions européennes: Charles Michel, président du Conseil européen, est intervenu sur France Inter (17 mars), de même que la présidente de la Banque centrale et le Commissaire européen pour le marché intérieur, Christine Lagarde (9 avr.) et Thierry Breton (2 avr.), ce dernier ayant également fait un passage sur RMC (21 avr.). Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a quant à elle été reçue sur Europe 1 (3 avr.).

## Les matinales ont leurs habitués: Le Maire, Darmanin, Véran et Castaner cumulent 22 passages sur la période.

**6.** Seuls les 23 mars, 8, 13, 17 et 28 avril ont été épargnés (en ce sens uniquement!)

**7.** On compte en effet 12 jours sur 33 avec un seul représentant du gouvernement et 12 autres jours où deux d'entre eux furent présents.

**8.** 8 pour Le Maire, 5 pour Darmanin et Véran, 4 pour Castaner.

**9.** 45 invités «business» auxquels on ajoute 5 invitations passées au Medef, à la FNSEA et à la CPME, soit 50 invitations sur 287.

**10.** Le Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale (SNPDEN) et la FCPE firent une apparition sur Europe 1, mais ne sont pas représentatifs des enseignants, sinon des cadres supérieurs pour le premier et des parents d'élèves pour la seconde.

**11.** «France Inter, écoutez leurs préférences», *Le Monde diplomatique*, août 2020.

**12.** Voir «Les charmes (très) discrets de la bourgeoisie confinée», *Médiacritiques* n°35, avril-septembre 2020.

**13.** À ce sujet, lire «Confinement: l'inégale répartition des tâches domestiques nuit au travail des chercheuses», *Le Monde*, 4 mai 2020.

**14.** Les deux autres ayant eu lieu sur Europe 1, qui rappelons-le a le plus grand nombre d'invités. RTL, France Info et RMC n'en inviteront aucun.

Bref, le constat est sans appel: les voix de gauche ont littéralement été écrasées pendant la période étudiée. Offrant ainsi une démonstration de l'anémie du pluralisme politique dans les lieux clés de l'espace médiatique que sont les matinales radiophoniques.

## DÉSERT MÉDIATIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

L'anémie du pluralisme ne s'exprime pas seulement sur le plan de la représentation politique: la représentation du patronat en comparaison de celle des salariés en donne une autre illustration. **Les chéferies entrepreneuriales (catégorie «Business») et leurs représentants syndicaux (FNSEA, CPME, Medef) représentent en effet à elles seules 17% des invités<sup>9</sup>... contre 1% pour les représentants de salariés (CGT et CFDT).**

Le service public (France Inter et France Info) s'est particulièrement illustré dans cette affaire: si la seconde s'offre le Medef par le biais de Geoffroy Roux de Bézieux le 23 mars, elle «oublie» de convier le moindre syndicat de travailleurs sur toute la période. Sur France Inter, il semble également plus évident d'inviter la Confédération des petites et moyennes entreprises ou la FNSEA qu'un syndicat de travailleurs (même si la CFDT sera, certes, reçue une fois...) De même, il n'est venu à l'esprit d'aucune de ces deux stations (ni d'aucune autre d'ailleurs!) d'inviter un syndicat enseignant<sup>10</sup>, tant il est vrai que l'école fut une problématique mineure au cours de la période... Mais que l'on se rassure: Jean-Michel Blanquer n'a pas été oublié (trois invitations sur RMC, Europe 1 et RTL). On ne trouvera évidemment pas de travailleur *lambda*, ni le moindre inspecteur du travail. L'ex «patronne gouvernementale», en revanche, a été invitée à cinq reprises (Muriel Pénicaud fut reçue une fois sur chaque station).

Les patrons sont pour le moins sollicités: sur France Inter, six furent conviés (contre 0 représentant de la CGT). Et la première matinale de France se paye le luxe des «grands»: Dominique Schelcher (PDG de Système U; 24 mars), Augustin de Romanet (PDG d'ADP-Aéroports de Paris; 7 avr.), Sébastien Bazin (PDG du groupe hôtelier Accor; 16 avr.), Stéphane Richard (PDG d'Orange; 17 avr.), Nicolas Théry (Président du Crédit Mutuel Alliance Fédérale; 22 avr.) et Philippe Wahl (PDG de La Poste; 23 avr.). Même tendance sur RTL: on ne compte aucun syndicat de salariés, mais sept invitations passées aux patrons, dont 5 du CAC40: Stéphane Richard (PDG d'Orange; 20 mars), Emmanuel Faber (PDG de Danone; 26 mars); Florent Menegaux (PDG de

Michelin; 7 avr.), Jean-Dominique Senard (PDG de Renault; 10 avr.), et Guillaume Faury (PDG d'Airbus; 30 avr.).

Europe 1, qui accueillit 29 des 45 patrons présents dans notre base de données, affiche le déséquilibre le plus flagrant. Tout au long des mois de mars et avril, Matthieu Belliard a en effet offert aux PDG un boulevard radiophonique: Lidl, la Société générale, le Medef, EDF, la Fédération de l'hospitalisation privée, la BPI, Century 21, Orange, ADP, Sodexo, la Banque populaire, Korian, Amazon (deux fois!), Fnac/Darty, IDEX, Véolia, Crédit Agricole, etc. C'est un festival pour le capital. *A contrario*, le point de vue du travail, *via* les syndicats de salariés, est inexistant sur ce même créneau... à une invitation près: celle de la CGT (Catherine Perret, secrétaire confédérale), le 30 avril.

Une fois n'est pas coutume, remercions donc Europe 1, qui, du 17 mars au 30 avril, aura été la seule à recevoir la CGT, soit l'une des principales organisations syndicales. Et cette fois, ce n'est pas la CFDT qui aura permis d'équilibrer la balance, puisque le syndicat n'a été convié qu'à deux reprises... Ainsi les interviews des matinales confirment-elles la tendance: plébisciter le patronat; et ne laisser que quelques miettes médiatiques aux représentants de salariés. Dans une période où les droits de ces derniers furent largement mis à mal, où les travailleurs furent confrontés à de sérieux bouleversements, impactant à la fois leur travail mais également leur vie quotidienne et où les besoins élémentaires des plus précaires d'entre eux ont été menacés, il eût été logique de les voir représentés – eux et leurs problématiques – lors de ces moments importants d'antenne. *Que nenni!*

Une tendance, du reste, qui ne se cantonne ni aux seuls mois de mars-avril 2020, ni aux matinales... Dans un article spécifiquement consacré à France Inter<sup>11</sup>, le journaliste David Garcia pointe combien «*les cadres et professions intellectuelles supérieures monopolisent les micros de la radio publique.*» Et de poursuivre: «*Du 18 au 24 novembre 2019, les studios de la chaîne ont accueilli 177 invités. Tous issus de classes moyennes supérieures, culturellement et économiquement favorisées. À deux petites exceptions près, à des heures de faible écoute.*» La messe est dite.

## UNIVERSITAIRES ET MILIEU CULTUREL: LA VOIX DES MAÎTRES?

La culture reste, comme c'est souvent le cas dans les médias dominants, le parent pauvre. Ainsi, sur toute la période, et toutes matinales confondues, on ne compte que cinq représentants d'un



milieu pourtant ravagé par la crise sanitaire. Et si l'on regarde dans le détail, on constate qu'il s'agit de cinq hommes... et cinq «pontes» du secteur: Luc Barruet et Olivier Py, respectivement directeurs des Solidays et du festival d'Avignon; le violoniste Renaud Capuçon, invité pour ses vidéos postées sur les réseaux sociaux; et deux écrivains très médiatiques. Philippe Lançon (France Inter, 7 avr.) est intervenu en tant que... président du Prix du livre Inter; Sylvain Tesson (20 mars), «*ayant fait plusieurs expériences de moment de solitude, choisies ou non*», livrait sur la même antenne ses réflexions métaphysiques, énième épisode des feuilletons de la bourgeoisie confinée<sup>12</sup>, que les médias ont donnée en spectacle des semaines durant.

Notons que Sylvain Tesson est lui aussi en lien étroit avec France Inter, ayant été programmé tout l'été du lundi au vendredi pour y animer la série «Un été avec Rimbaud». Si, parmi ces cinq personnalités, certaines ont pu avoir un mot pour les intermittents et les travailleurs précarisés de la culture, force est de constater que ces derniers – pourtant premiers concernés et qui plus est en poste dans les médias en tant que techniciens, monteurs, etc. – n'auront pas eu eux-mêmes voix au chapitre.

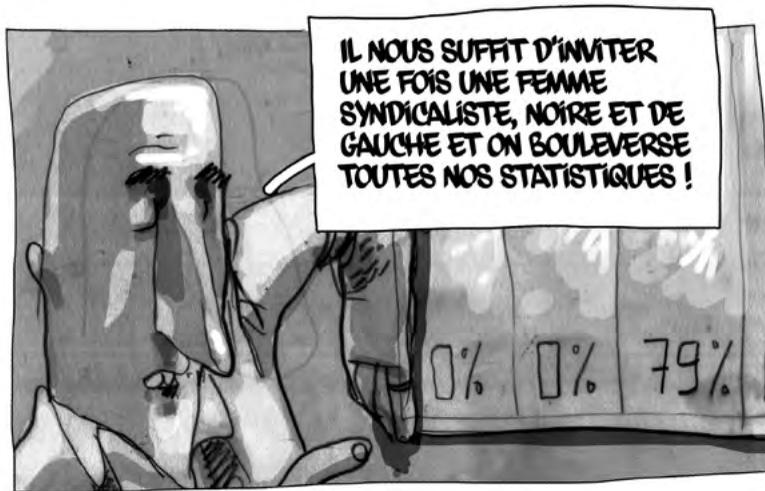
L'originalité et la diversité ne sont guère de mise non plus du côté des universitaires, et des «intellectuels». Sur les 287 interviewés, seules 14 invitations, toutes matinales confondues, entrent dans cette

## «Les cadres et professions intellectuelles supérieures monopolisent les micros de France Inter»

15. L'éternel Daniel Cohen, Éric Heyer, Esther Duflot, Laurence Boone et Thomas Piketty.

16. Bruno Latour, également sociologue, Dominique Bourg et Frédéric Worms.

17. C'est également le cas de l'un des deux universitaires invités sur Europe 1: Jean Viard, sociologue, directeur associé au Cevipof... et candidat En marche, aux législatives de 2017 dans le Vaucluse.



catégorie, et on compte à nouveau 12 hommes pour 2 femmes. Les matinales ont en ce sens été fidèles aux disparités sociales, puisque le confinement a eu tendance à pénaliser les chercheuses, impactées dans leur travail, comme les autres femmes, par l'inégale répartition des tâches domestiques<sup>13</sup>.

Remarquons que les intellectuels sont majoritairement présents sur France Inter, qui totalise 12 interventions sur les 14<sup>14</sup>. On trouve sur la station du service public des économistes (5 sur les 12<sup>15</sup>) et trois philosophes<sup>16</sup>. Mais également des personnalités évoluant dans les cercles de pouvoir, voire proches d'Emmanuel Macron<sup>17</sup> : ainsi de Daniel Cohn-Bendit (30 mars), Pierre Mathiot (30 avr.), directeur de Sciences Po Lille et rapporteur du projet de réforme du Bac, et du neuropsychiatre et ethnologue Boris Cyrulnik (25 mars)<sup>18</sup>.

Personnalités connues du grand public, dans leur immense majorité, et habituées des studios de France Inter : autant dire que la radio publique n'a pas fait chauffer les méninges plus que de raison pour donner à entendre d'autres voix afin de « penser la crise »...

\*\*\*

Ce premier tour d'horizon permet de tirer un certain nombre de bilans : exacerbation des inégalités de genre, misère du pluralisme politique, économique et social, et absence ou presque de représentants des secteurs culturels ou universitaires.

Comme de coutume, les matinales radiophoniques restent ainsi la chasse gardée des « têtes d'affiche » et des personnalités « légitimes », toutes catégories confondues. Haut lieu du pouvoir médiatique, pensée comme tel par ses dirigeants, cette tranche d'antenne s'en tient en effet à ne convoquer que

les « importants », au détriment des travailleurs et des classes populaires, plus généralement, dont les paroles seront (au mieux) reléguées à la marge dans les grands médias, entendues principalement au titre de « témoignages » descriptifs, ou imposées par certains auditeurs lorsque ces derniers sont gracieusement conviés à l'antenne. Les journalistes eux-mêmes ne s'y trompent pas...

Dans l'article précédemment évoqué, David Garcia cite un Yann Gallic (grand reporter à France

Inter) à la pointe du cynisme (ou du mépris) :

*On a tendance à inviter les « bons clients », des professionnels du discours aptes à tenir le micro pendant sept à huit minutes [...]. Ce n'est pas donné à tout le monde, et encore moins sans doute à une femme de ménage ou un ouvrier, peu familiers de ce type d'exercice. Un agriculteur sera plus à l'aise pour répondre aux questions d'un journaliste dans son champ.*

Découle de cette logique un manque cruel d'originalité dans les invitations, qui contribue lui-même

à la (relative) dissolution des identités des stations radiophoniques – à l'œuvre depuis de nombreuses années – au profit d'un paysage globalement uniforme<sup>19</sup>, occupé essentiellement par les personnalités politiques les plus en vue, majoritaires sur chaque matinale<sup>20</sup>. Dans le cas du « 8h30 » de France Info, elles représentent même près des trois quarts des invités (70%). Le tout pour beaucoup de communication, et bien peu de journalisme...

Routine légitimiste s'il en est, contribuant à transformer les studios des matinales en vases clos, espaces de pouvoir symbolique, économique et social de plus en plus déconnectés. Car en effet, il est extrêmement rare d'entendre un invité qui ne bénéficierait pas d'une visibilité médiatique préalable, et plutôt courant de voir les mêmes personnalités (surtout si elles sont membres du gouvernement) se succéder, d'un jour à l'autre, sur les différentes chaînes. Les mécanismes de mimétisme – qui s'accroissent à l'occasion d'un bon mot, d'une « passe d'armes » ou d'un « buzz » – jouent à plein et entretiennent le commentaire, pièce maîtresse du grand jeu médiatique. ■

## Les matinales fonctionnent en vases clos, espaces de pouvoir symbolique, économique et social déconnectés.

**18.** Comme le rapportait *Ouest France* (7 janv. 2018), les « Assises de la maternelle » de 2018, lancées par Jean-Michel Blanquer, furent coordonnées avec Boris Cyrulnik.

**19.** Cette uniformisation peut toutefois, par certains aspects, être relativisée : comme vu plus haut, et malgré de nombreux biais, France Inter reste par exemple la matinale qui donne aux « universitaires » un minimum de visibilité – là où ils sont inexistantes (ou presque) dans les autres matinales. De même qu'Europe 1 confirme son statut de radio patronale : les dirigeants d'entreprise y sont surexposés (26%), plus encore que sur RTL (20%).

**20.** Exception faite du créneau de Jean-Jacques Bourdin (RMC), où ont dominé les professionnels de santé (à 42% contre 36% pour les représentants politiques).

# « INCONTOURNABLE »

« Incontournable » : « *Ce dont il est impossible de ne pas tenir compte* ». « Inévitable » : « *Qu'on ne peut éviter, fatal* ». « Inéluctable » : « *Contre quoi on ne peut lutter* ». À lire le *Larousse*, on comprend que les trois mots, même s'ils ne sont pas synonymes, naviguent dans des eaux très voisines : tous trois décrivent une réalité à laquelle il est impossible d'échapper. Les médias ont d'ailleurs tendance à en user indistinctement, sans trop se soucier des nuances entre les uns et les autres. À leur lecture, on est frappé par l'avalanche de situations « incontournables » qui auront marqué 2020.

Tout commence avec la réforme des retraites. Le 19 février, jour du début de l'examen du texte par les députés, *L'Opinion* évoque juste « La tentation du 49.3 ». Quatre jours plus tard, *Le Progrès* se fait plus précis : « *Plus les débats avancent, plus l'hypothèse du recours à l'article 49.3 [...] devient incontournable* ». Si bien que le 29 février, quand, à la suite d'un Conseil des ministres consacré au coronavirus, Édouard Philippe annonce le recours au 49.3, cela passe presque inaperçu : au JT du soir de TF1, dont le Premier ministre est l'invité, il faut attendre la 24<sup>e</sup> minute pour que le sujet soit évoqué<sup>1</sup>.

Si le 49.3 est ainsi relégué au second plan, c'est que la séquence suivante – celle du Covid – occupe déjà le devant de la scène. C'est sous une forme interrogative que *L'Express* lance le 13 mars, après l'annonce par Emmanuel Macron de la fermeture des établissements scolaires : « *Le confinement de la France est-il inéluctable ?* ». Plus catégorique, *L'Est républicain* nous avertit dix jours plus tard de l'« *inévitabilité durcissement du confinement* ».

Au fil des mois, chaque étape de la crise sanitaire donne lieu à un traitement similaire. Avant même leur annonce, les mesures prises pour com-

battre l'épidémie sont détaillées par le menu dans les médias *mainstream*. Et dans les journaux ou sur les plateaux des chaînes d'info en continu, certains « experts » ne se contentent pas d'anticiper ou d'accompagner la communication du gouvernement... ils balaisent d'un revers de main les « polémiques » sur sa gestion de l'épidémie.

Le maintien du premier tour des municipales, ou encore la gestion du stock stratégique de masques posent question ? Mauvais procès, selon Alain Finkielkraut, qui fustige « *le tribunal de la bêtise surinformée* » le 27 mars dans *Le Figaro*. Interpellé sur le manque de moyens des hospitaliers, Christophe Barbier appelle à ne surtout pas « *chercher des coupables* » sur BFM-TV le 29 mars. Même chaîne, deux

jours plus tard, Alain Duhamel sermonne à son tour : « *On est dans la bataille [...] ce n'est pas le moment de vouloir commencer des procès* ».

Rebelote à la rentrée : le 20 octobre, l'interview d'Emmanuel Macron par Anne-Sophie Lapix et Gilles Bouleau fait l'objet d'un

intense battage médiatique. Quelles seront les nouvelles mesures de lutte contre la propagation du coronavirus ? Les conjectures et autres pronostics étouffent les « sujets qui fâchent » qui ne manquent pourtant pas, comme la question des tests, de l'échec de l'application « Stopcovid », ou de l'impréparation dans les établissements scolaires. L'interview est à l'avenant : les deux journalistes se contentent peu ou prou de dérouler un tapis rouge au président<sup>2</sup>.

Ainsi le constat de l'« inéluctabilité » de l'épidémie, des faits, des mesures prises, de leur enchaînement automatique, presque mécanique, n'a eu d'égal que le fatalisme avec lequel les grands médias ont accueilli la communication du gouvernement... passant ainsi, une fois de plus, par pertes et profits toute critique. ■



1. Lire sur le site d'Acrimed : « Coronavirus et 49.3 : Édouard Philippe déroule sur TF1 » (3 mars 2020).

2. Lire sur le site d'Acrimed : « Anne-Sophie Lapix et Gilles Bouleau, chargés de com' de l'Élysée » (20 oct. 2020).

# «ISLAMO-GAUCHISTES» : UNE CHASSE AUX SORCIÈRES MÉDIATIQUE

Quelques jours après l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine et la mort de Samuel Paty, parmi le déferlement d'amalgames et de propos racistes, un mot d'ordre résonne: haro sur les «islamo-gauchistes»! Retour sur une séquence d'hystérie médiatique... aux allures de règlements de compte.

**L**undi 19 octobre 2020, la même petite musique se fait entendre dans de nombreux médias. Sur Europe 1, Patrick Cohen reçoit dans son interview de la mi-journée Pascal Bruckner. L'essayiste médiatique y livre un discours halluciné dénonçant une «hydre islamiste» qui aurait «pénétré tous les secteurs de la France: l'université, l'administration, peut-être la police, peut-être les services de renseignement, le monde du sport et le monde de l'école». Et d'appeler à ce qu'on «désigne les complices», en particulier la France insoumise, coupable selon Bruckner d'avoir participé à la manifestation de novembre 2019 contre l'islamophobie avec le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF). Edwy Plenel figure également parmi «les complices de gauche et d'extrême gauche» qui ont selon l'essayiste «du sang sur les mains et devraient rendre des comptes».

Autant d'accusations graves, sans fondement, reçues avec la plus grande complaisance par Patrick Cohen. Quelques jours plus tard, sur le plateau de «28 Minutes» d'Arte (21 oct.), Bruckner accuse cette fois Rokhaya Diallo d'avoir «armé le bras des tueurs» de l'attentat contre *Charlie Hebdo* en janvier 2015 – là encore sans aucune réaction de l'animatrice, Élisabeth Quin.

Le 19 octobre, après avoir reçu Pascal Bruckner sur Europe 1, Patrick Cohen est sur France 5 pour

sa chronique dans «C à vous». Le lancement d'Anne-Élisabeth Lemoine donne le ton: «*Le drame de Conflans-Sainte-Honorine est aussi la conséquence d'années de déni.*» Patrick Cohen acquiesce et dresse la liste de ceux qui se seraient rendus coupables de «lâchetés et les compromissions avec l'islam politique», citant pêle-mêle Edwy Plenel (encore lui), Jacques Chirac, Tariq Ramadan ou encore le CCIF.

Invité par Alba Ventura sur RTL (19 oct.), l'avocat de *Charlie Hebdo*, Richard Malka, tient un discours similaire, pointant du doigt «les mêmes qui depuis 20 ans, utilisent cette arme de destruction massive de notre République que sont les accusations d'islamophobie, la victimisation, la culpabilisation permanente». Même tonalité dans la matinale de France Inter (19 oct.), où Sophia Aram s'en prend d'abord aux «véritables promoteurs de ces attentats» qui «encouragent et organisent la posture victimaire [sic]»; puis aux «promoteurs du concept d'islamophobie»; ainsi qu'à «tous ces décérébrés, qu'ils soient militants, universitaires ou animateurs télé, venant dégouliner leur compassion morbide sur les musulmans pour leur expliquer qu'il est normal, compréhensible d'être bouleversé, meurtri, blessé par un putain de dessin.»

Sur BFM-TV, Alain Marschall ne réagit pas lorsque Julien Odoul (RN) qualifie les députés de

la France insoumise de «collabos» et de «cinquième colonne de l'islamisme» (19 oct.). Ni lorsque Tugdual Denis (*Valeurs actuelles*) évoque «une espèce d'ambiance culturelle qui permet ce genre de passage à l'acte». Plus tard, c'est l'éditorialiste de la chaîne Bruno Jeudy lui-même qui fustige les «responsables de gauche» et les «responsables de sites d'information comme Edwy Plenel».

Le même jour sur le plateau de «Face à l'info» (CNews), Éric Zemmour accuse Jean-Luc Mélenchon d'avoir manifesté avec ceux «qui ont armé intellectuellement le Tchétchène qui a tué le prof». Et il ajoute: «Un an après, il vient manifester pour cette jeune victime [...] c'est le collabo qui veut participer à la Libération». La veille, toujours sur CNews, Charlotte d'Ornellas n'hésitait pas non plus à cibler Jean-Luc Mélenchon, «plus qu'ami» avec «toute une nébuleuse qui a posé une cible sur la tête de ce prof».

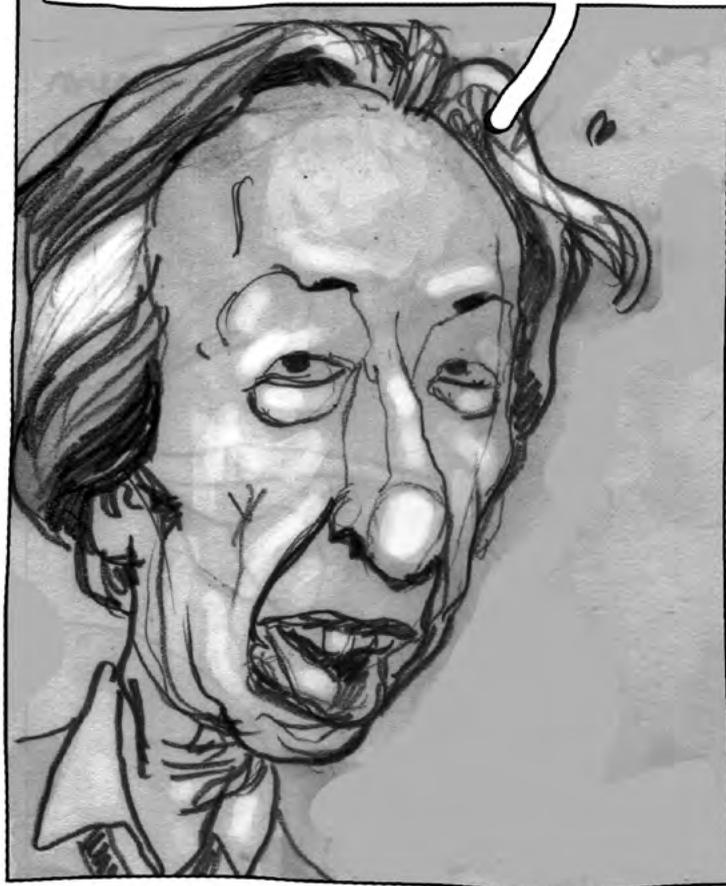
Les éditorialistes de la presse écrite ne sont pas en reste. Alexis Brézet s'en prend aux «compagnons de route» qui soutiendraient la cause des islamistes, citant tantôt Jean-Louis Bianco de l'Observatoire de la laïcité, Jean-Luc Mélenchon, Edwy Plenel, et «toute une nébuleuse islamo-gauchiste» regroupant pêle-mêle les mouvements décoloniaux, l'Unef, SOS-Racisme, la LDH, etc.

Dans *Le Point*, l'inénarrable Franz-Olivier Giesbert (21 oct.) éructe contre «le multimillionnaire» Edwy Plenel, «saint patron de l'islamo-gauchisme», avant de conclure: «Le martelage de cette engeance, sur fond de terrorisme intellectuel, ne contribue pas qu'un peu à notre délitement actuel». Fidèle au poste dans *Marianne* (23 oct.), Jacques Julliard est au diapason des âneries réactionnaires: «Pour la première fois depuis l'Occupation, la France n'est plus libre.» Et l'éditocrate d'espérer: «Si, au moins, l'indignation actuelle contribuait à nous débarrasser de l'islamo-gauchisme, sans lequel l'islamo-fascisme ne saurait prospérer.»

Ainsi des radios aux chaînes d'information en continu en passant par la presse, ce sont les mêmes accusations graves qui sont portées – comme celle de complicité avec le terrorisme – en l'absence de tout élément factuel. Les mêmes procès d'intention sont formulés à l'égard des participants à la marche contre l'islamophobie, fin 2019, pour mieux les discréditer sous un vocable épouvantail: «l'islamo-gauchisme». Il y aurait beaucoup à dire sur l'histoire et la «force des concepts faibles», comme l'analyse Samuel Hayat dans une tri-

**De la presse aux chaînes d'info, des accusations graves sont portées en l'absence de tout élément factuel.**

**ET SI LES ISLAMOGAUCHISTES NE S'AVÈRENT PAS À L'ORIGINE DU CORONAVIRUS - ET C'EST À VÉRIFIER- CELA DÉMONSTRERAIT SEULEMENT QU'EN PLUS, ILS NE SONT PAS EFFICACES !**



bune pour *L'Obs* (27 oct.). Pour comprendre l'omniprésence d'un tel concept dans la séquence qui nous occupe, et son infusion dans le débat public, il faut s'intéresser au rôle joué par un petit nombre de personnalités médiatiques ayant multiplié les interventions depuis l'assassinat de Samuel Paty. Et, dans un second temps, à celui des membres de gouvernement, ayant contribué – avec des journalistes, au choix: militants, suivistes ou complaisants – à la co-construction d'une telle chasse aux sorcières.

### **UN AGENDA MÉDIATIQUE, ÇA SE TRAVAILLE**

Comment en est-on arrivé là? Comment expliquer qu'à peine 48 heures après l'assassinat de Samuel Paty, l'agenda médiatique ait été à ce point orienté sur le lynchage des pseudo «intellectuels collabos»

et du fumeux «islamo-gauchisme» – en plus d'un déferlement de propos islamophobes et xénophobes ?

Dans notre article « Chaînes d'info: l'extrême droite en croisière »<sup>1</sup>, nous revenions sur les mécanismes propres aux chaînes d'info, à même d'expliquer tout à la fois la médiocrité du débat public et sa « radicalisation » à droite et à l'extrême droite. Ils ont évidemment ici joué à plein. Mais il faut signaler, dans ce moment particulier, un élément central et déterminant: la surface médiatique (bien au-delà des seuls médias ouvertement réactionnaires) occupée par le discours d'une série de journalistes, de polémistes ou d'essayistes, proches du Printemps républicain et de Manuel Valls. Malgré des tons différents, tous ont contribué à mettre en avant, dans les grands médias dont ils sont familiers, une obsession et un agenda communs: la stigmatisation des « complices de l'islamisme ».

À 23h16 le 16 octobre, soit seulement quelques heures après l'assassinat de Samuel Paty, Pascal Bruckner, en campagne médiatique pour vendre son dernier livre, dégage le premier dans un entretien au FigaroVox: « On aura une petite pensée émue pour tous ceux, des Indigènes de la République jusqu'à une certaine presse de "gauche" – je pense au délicat Edwy Plenel – qui, patiemment, minutieusement, au nom de l'anti-racisme, ont construit une haine inexpiable contre l'équipe de Charlie. » Le philosophe médiatique n'a pas perdu de temps. Pas plus que Manuel Valls, sur le pont dès 8h30 le lendemain matin dans la matinale de France Info pour à son tour dénoncer Edwy Plenel et « les ambiguïtés [...] présentes pas seulement parmi les politiques, [mais aussi] dans la société française, [...] à l'école. » Une tirade savamment introduite par la journaliste du service public: Richard Malka, l'avocat de Charlie Hebdo, a dit récemment que la gauche a abandonné ce combat pour la laïcité et la liberté d'expression. Philippe Val, l'ancien patron de Charlie Hebdo, a lui parlé de la complaisance de certains milieux intellectuels. Est-ce que vous partagez leurs constats ?

Le même jour, c'est « l'essayiste » Céline Pina qui menait campagne sur LCI, jetant cette fois-ci l'anathème sur l'université toute entière: « Aujourd'hui, allez écouter ce qui se dit à l'université. Ce n'est pas que les islamistes qui tiennent ce discours. Ils sont alliés avec qui? Avec tous les racistes, tous ceux qui voient tout par la couleur de la peau. Ils sont alliés avec qui? Avec les Geoffroy de Lagasnerie. Ils sont alliés avec qui? On les a vus! »

---

## Tous ont contribué à mettre en avant un agenda commun: la stigmatisation des "complices de l'islamisme".

---

Au soir du samedi 17 octobre, encore, c'est au tour du *Parisien* de mettre en ligne un entretien avec Bernard Cazeneuve, qui paraîtra le lendemain dans la version papier. L'ancien Premier ministre y dénonce des « petites lâchetés et concessions médiocres face au communautarisme » avant de mobiliser les grands mots, relancé sur la question par le journaliste politique Alexandre Sulzer: « Il y a aussi l'islamo-gauchisme qui regarde avec les yeux de Chimène certaines organisations communautaristes qui ont en elles une défiance, pour ne pas dire une forme de haine de la République. » Invité deux jours plus tard dans le « 7/9 » de France Inter (19 oct.), il pointe à nouveau les « groupes gauchistes » et « les parlementaires » ayant manifesté le 10 novembre 2019 contre l'islamophobie. À Nicolas Demorand – en mal de cibles plutôt que d'arguments (« Vous parlez des insoumis? De la France insoumise? ») – Bernard Cazeneuve répand un semi-flou: « Ils se reconnaîtront, je parle bien entendu d'un certain nombre de députés insoumis, mais pas seulement. »

Mais n'allons pas si vite... Car c'est sans doute le dimanche 18 octobre que les saillies contre « l'islamo-gauchisme » ont pris toute leur ampleur. À la faveur, notamment, d'agitateurs réactionnaires ou d'extrême droite ayant revendiqué, dans les médias, leur refus de se rendre au rassemblement pour Samuel Paty (place de la République à Paris), en raison de la présence de la France insoumise (entre autres). Dans *Causeur*, Céline Pina repart ainsi à l'offensive: « Les organisateurs appartiennent pour l'essentiel à la gauche qui a sombré dans l'islamo-gauchisme. [...] Je ne défilerais pas aux côtés de ceux qui tiennent la porte à l'idéologie des assassins. [...] Et surtout je refuse de défilier auprès des syndicats enseignants. Ceux-là mêmes qui par lâcheté ont laissé la situation dériver. » Avant de lister les « traîtres » un à un, de la FCPE à SOS Racisme en passant par la Ligue des droits de l'homme, la FIDL et l'Unef, tous « comptables [...] de toute cette horreur », accusés de « légitimer la sauvagerie ».

Présent au rassemblement, Manuel Valls remet dix pièces dans la machine dans un duplex sur BFM-TV, ciblant une nouvelle fois la « très grande complicité » et la « très grande responsabilité » de Jean-Luc Mélenchon. Une intervention qui lui vaut d'être propulsé en plateau, quelques heures plus tard, en tant qu'invité principal de l'émission « BFMTVSD »: Jean-Baptiste Boursier: « Pardon je m'arrête là-dessus c'est très important parce que tout à l'heure je vous ai écouté avec attention. Vous étiez place de la République, vous avez eu des mots extrêmement durs, et notamment à l'endroit de la France insoumise, de Jean-Luc Mélenchon. Vous avez dit ils ont une forme de responsabilité dans cette lâcheté ?

1. Lire « L'extrême droite en croisière », *Médiacritiques* n°36, oct.-déc. 2020, p.27.

# Après Conflans, toujours moins de pluralisme

**Les jours qui ont suivi l'assassinat de Samuel Paty, les représentants politiques de droite et d'extrême droite se sont imposés sur les plateaux des télévisions et des radios. Nous avons réalisé plusieurs observations qui en témoignent<sup>1</sup>.**

Notre première étude concerne plusieurs émissions emblématiques du week-end ayant suivi l'évènement (17 et 18 octobre)<sup>2</sup>. Nous avons recensé 18 invitations sur l'ensemble de ces émissions, dont 10 ont été accordées à des représentants politiques (actuels ou anciens). Cinq d'entre eux sont des membres du gouvernement, auxquels on peut ajouter Laurent Nuñez, ancien secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur et désormais coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme.

**Ainsi la majorité a-t-elle cumulé presque deux tiers des interventions.** Deux autres fauteuils sont dévolus à d'éminents représentants des Républicains (Valérie Pécresse et Xavier Bertrand). Les deux invitations restantes vont quant à elles à... Manuel Valls (France Info, 17 oct. et Europe1/CNews, 18 oct.)!

Dans une seconde observation, nous nous sommes intéressés aux invités politiques des principales interviews des matinales de onze médias au total, du 19 au 23 octobre: France 2, CNews, LCI, France Inter, France Info, RTL, Europe 1, RMC/BFM-TV, Sud Radio, Radio Classique et Public Sénat. Nous décomptons 46 hommes et femmes politiques à s'être exprimés sur l'assassinat de Samuel Paty et sur le terrorisme. Ils se répartissent comme suit:

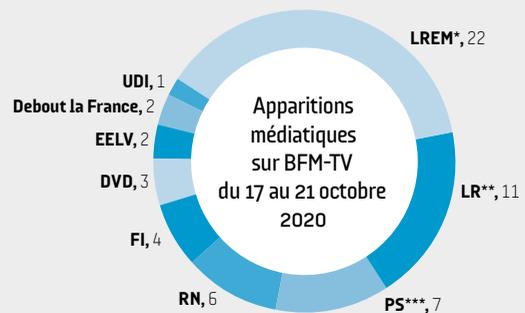


**Les représentants du gouvernement ou LREM (35%), de LR (33%), du RN (11%) et du centre-droit (9%) représentent donc pas moins de neuf invités sur dix!** Quant à la France insoumise, au Parti communiste et au Parti socialiste, ils cumulent à peine 13% des invitations. Quand on sait, en outre, qu'un des représentants pour le PS est Bernard Cazeneuve – un des premiers instigateurs de la campagne contre «l'islamo-gauchisme» dans les colonnes du *Parisien* – les voix critiques se comptent en réalité sur les doigts d'une main (à peine). Vous avez dit «misère»?

Notre troisième observation résulte de la lecture de quatre journaux d'information politique et générale, à savoir *Le Parisien*, *Le Monde*, *Le Figaro*, et *Libération* du 17 au 25 octobre. Nous avons compté les «invités» de ces quotidiens, c'est-à-dire les personnes interviewées ou celles qui ont eu droit à des tribunes. Sur les 52 personnes invitées à s'exprimer, 18 sont des représentants politiques au sens strict d'appartenance à un parti

politique. Parmi elles, seuls ont été accueillis des membres de La République en marche, des Républicains, et du Parti socialiste (contrairement à l'audiovisuel, le RN n'a pas été représenté). **Absence complète, donc, de représentants d'Europe Écologie Les Verts, de La France insoumise et du PCF.** La presse ne relève donc pas vraiment le niveau...

Notre quatrième observation concerne la chaîne d'information la plus regardée selon Médiamétrie: BFM-TV. Du samedi 17 au mercredi 21 octobre inclus, nous avons recensé, chaque jour, les hommes et les femmes politiques auxquels la première chaîne d'info a tendu le micro sur le même sujet. Résultat: 77% d'entre eux sont des voix de la majorité (et de ses alliés de centre-droit), de la droite et de l'extrême droite.



\*Députés et membres du gouvernement  
\*\* Actuels, ex ou affiliés  
\*\*\* Dont M Valls (3), F Hollande (1); et une sénatrice RDSE (1)

Dans notre article consacré aux mécanismes médiatiques favorables à l'enracinement de l'extrême droite sur les chaînes d'info<sup>3</sup>, nous écrivions: *Lorsque le débat médiatique se change en logorhée sécuritaire (à l'occasion d'une manifestation, d'un projet de loi, d'un fait criminel d'ampleur, etc.), les grands médias patient en masse sur les «spécialistes de l'ordre»: sont ainsi conviés, de façon ultra majoritaire, des politiciens de droite et d'extrême droite, visiblement seuls à même de fournir les «réponses pragmatiques» attendues par des chefferies éditoriales acquises au maintien de l'ordre. Autant de séquences télévisuelles qui, là encore, font les beaux jours de l'extrême droite médiatique et politicienne.*

On aurait ainsi bien peu de choses à ajouter pour qualifier la semaine médiatique ayant suivi l'assassinat de Samuel Paty – mais également l'attentat de Nice, survenu quelques jours plus tard. Ou comment les médias dominants ont (une nouvelle fois) écrasé toute voix jugée «dissidente». Les mêmes médias qui, «en même temps», brandissaient l'étendard de la liberté d'expression... ■

1. Pour plus de détails, voir les deux articles exhaustifs sur le site d'Acrimed: «Après Conflans, toujours moins de pluralisme» (9 déc. et 17 déc.)
2. Pour le samedi 17 octobre: le 6/9 de France Inter, le 8h30 de France Info, «l'interview politique du week-end» sur Europe 1 et «l'invité RTL du week-end». Idem pour le dimanche, en ajoutant les interviews de la mi-journée: «Questions politiques» (France Inter/France Info/Le Monde).
3. Lire «L'extrême droite en croisière», *Médiacritiques* n°36, oct.-déc. 2020, p.27.

Il n'en fallait guère plus à Manuel Valls pour renouveler et compléter le listing des complices: «*La France insoumise, la gauche journalistique – Edwy Plenel, la gauche syndicale bien sûr – l'Unef, mais aussi la Ligue de l'enseignement, la Ligue des droits de l'homme.*» Quasiment à la même heure, la «camarade de barricade» de Manuel Valls<sup>2</sup>, Caroline Fourest, se livre au même procédé sur le plateau de «C politique» (France 5), dénonçant l'Observatoire de la laïcité et appelant solennellement à ce que «*les syndicalistes qui se disent à gauche arrêtent de tolérer d'être noyautés par des militants qui sont des militants obscurantistes.*» Là encore, aucune précision ni le début du commencement d'une contradiction ne seront apportés par les journalistes.

Invité le lundi 19 dans la matinale de RTL, Richard Malka, avocat de *Charlie Hebdo*, dénonce les manifestants du 10 novembre 2019 en désignant Jean-Luc Mélenchon et Esther Benbassa. Avant de conclure: «*On ne peut pas être en même temps Obono et Charlie Hebdo.*» Un plaidoyer qu'il renouvelle sur «C à vous» (France 5) le soir-même, en dénonçant à nouveau Jean-Luc Mélenchon et Éric Coquerel, «*qui trahissent tous les idéaux de la République [...] en allant manifester le 10 novembre dernier avec le CCIF.*» Là encore, la présentatrice Anne-Élisabeth Lemoine avait en amont bien labouré le terrain: «*C'est pour ça qu'il vous est insupportable de voir hier place de la République des responsables politiques, eux qui ont été longtemps dans le déni? Jean-Luc Mélenchon était présent [...].*»

Ces quelques exemples – concentrés sur les trois premiers jours ayant suivi l'assassinat – donnent une idée de la rapidité avec laquelle le thème des «complices intellectuels» et de «l'islamo-gauchisme» s'est imposé dans le débat médiatique. Ils donnent également un bon aperçu de l'absence totale de contradiction de la part des journalistes, suscitant ou relayant des anathèmes et des concepts pourtant fumeux, sans ressentir le besoin d'argumenter. Et surtout, en assurant une présence médiatique quotidienne à leurs auteurs, tout au long de la semaine.

Pour ne donner que quatre exemples: Caroline Fourest écrit un éditо dans *Marianne* le 17 octobre, passe sur France Inter et dans «C Politique» le 18, dans *Elle* le 19, dans *L'Express*, sur LCI et France 2 le 21 (entre autres!); Céline Pina écrit dans *Causeur* (les

---

## Une présence médiatique quotidienne, tout au long de la semaine.

---

17, 18 et 21 octobre), passe sur LCI les 17, 20 et 27, sur Sud Radio les 20 et 27, sur Public Sénat le 21, dans *Front populaire* le 24, *Atlantico* le 26, et fait même une apparition dans le «13h» de TF1 le 20.

Manuel Valls, lui, est bel et bien de retour: le 17 octobre sur France Info, le 18 sur Europe 1 et BFM-TV, le 21 sur Europe 1, BFM-TV et LCI, le 23 dans le talk du *Figaro* et sur TV5 Monde, le 27 sur Public Sénat... Quant à Pascal Bruckner, on peut le lire le 16 dans *Le FigaroVox*, l'entendre le 19 sur Europe 1, le 20 sur LCI, le 21 dans les «Grandes gueules» puis sur Arte, le 22 dans la matinale d'Inter et sur France Culture.

### UNE COPRODUCTION POLITICO-MÉDIATIQUE

Si l'agenda médiatique est donc très vite accaparé par les accusations de «complicité» d'une partie de la gauche, la chasse aux sorcières prend une ampleur supplémentaire avec les prises de position médiatiques de plusieurs membres du gouvernement.

Le 19 octobre sur Europe 1, le ministre de l'Intérieur fait part de son souhait de dissoudre des associations, notamment Baraka City et le CCIF. Face à lui, Sonia Mabrouk rappelle ses accusations préférées deux semaines plus tôt à l'Assemblée nationale: «*Vous avez dit à l'Assemblée, Gérald Darmanin, qu'il y a un islamo-gauchisme lié à la France insoumise qui détruit la République... qui détruit la République!*» Loin d'en interroger la pertinence, elle les reprend à son compte et s'interroge: «*Qu'est-ce qu'on fait pour empêcher cela?*» Au ministre, qui tempère («*Les mots de temps de peine ne sont pas les mots de temps de guerre. Moi je veux attaquer personne en particulier. Je suis très content que beaucoup de gens se réveillent*»), elle semonce: «*Est-ce qu'il n'y a pas des réveils tardifs?*»

Le lendemain soir (20 oct.), sur BFM-TV, le ministre de l'Intérieur s'aligne explicitement sur les mots de Patrick Cohen, tenus la veille dans «C à vous» («*M. Cohen en a témoigné*») et s'en prend à Sud Éducation et Edwy Plenel: «*Je me dis qu'il y a de la lâcheté intellectuelle évidemment, et qu'ils sont aussi entre guillemets responsables de cette ambiance, de température [sic], qui permet à des individus de passer à l'acte en excusant tout.*» La coproduction politico-médiatique de tels anathèmes ne fait que commencer...

À compter du 22 octobre, des ministres et membres de la majorité relayent ce discours dans les

---

## Des ministres et membres de la majorité relayent ce discours dans les médias.

---



médias ou à l'Assemblée nationale<sup>3</sup>. Mais c'est surtout l'interview du ministre de l'Éducation nationale par Sonia Mabrouk (décidément...) le 22 octobre sur Europe 1 qui remettra, à compter du jeudi et plusieurs jours durant, la question de l'«islamo-gauchisme» à l'ordre du jour médiatique. Et, plus précisément ce passage :

– Jean-Michel Blanquer: *Moi je pense surtout aux complicités intellectuelles du terrorisme. C'est ce point que je souhaite souligner en ce moment. Notre société a été beaucoup trop perméable à des courants de pensée.*

– Sonia Mabrouk: *Qui par exemple? Des milieux intellectuels, universitaires? Citons-les!*

– Jean-Michel Blanquer: *Oui on peut les citer, ce qu'on appelle communément l'islamo-gauchisme fait des ravages.*

Et le ministre de citer «l'université», «les rangs de la France Insoumise» ou l'Unef comme «complices intellectuels de crimes». L'AFP y consacre une dépêche le jour-même – reprise partout: sur les sites de *L'Obs*, *Le Parisien*, *Le Point*, *La Provence*, *Paris Match*, *Ouest-France*, *Nice Matin*, *L'Express*, *Challenges*, *La Voix du Nord*, *20 Minutes*, et ceux de BFM-TV, CNews, i24 News, France 24, RTL et encore celui de France Info. Le buzz est garanti, et la mécanique médiatique est relancée. *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *L'Opinion*, RT France, Atlantico publient également des articles sur ce passage de la

déclaration du ministre... Relayés, commentés ou critiqués, ses propos sont partout. Et bien sûr, également dans les talk-shows – c'est qu'ils donnent matière à débat: dès le 22 octobre sur CNews (dans «L'heure des pros 2» puis dans «Soir Info») et LCI («20h Darius

Rochebin»), le 23 octobre sur RMC («Les Grandes gueules»), le 24 sur CNews («Midi News Week-end») et France 5 («C l'hebdo»), le 26 sur LCI («24h Pujadas»).

Les chroniqueurs de «L'heure des pros», une des émissions phares de CNews, ne sont pas avares en outrances. Le 22 octobre, Gilles-William Goldnadel tranche à propos d'un syndicaliste cheminot: «[Anasse

**“Ce sont des islamo-fascistes, des nazislamistes, des totalitaristes appelez-les comme vous voulez.”**

Ivan Rioufol

*Kazib] c'est Sud Rail, et c'est largement autant l'islamisme que le gauchisme»*; le lendemain Ivan Rioufol (du *Figaro*) se lance dans une des tirades hallucinées dont il a le secret:

*Ce sont des fascistes, ce sont des islamo-fascistes, des nazislamistes [sic], des totalitaristes appelez-les comme vous voulez, ce sont des antidémocrates. D'ailleurs il est temps aujourd'hui de mettre un cordon sanitaire [...] pour tous ces partis, notamment d'extrême gauche, qui pactisent aujourd'hui avec ceux qui ont décidé de l'effondrement de la France.*

2. L'expression est de Manuel Valls, France Info, 17 oct.

3. Par exemple, la députée LREM Aurore Bergé exprime sa «colère face à ceux qui ont mis leurs pas dans ceux du CCFI.» Ou encore le ministre de l'Économie Bruno Le Maire dénonce dans *Le Figaro*, «l'attitude de certains partis politiques comme La France insoumise ou une fraction des Verts» et «la complaisance de certains syndicats étudiants comme l'Unef.» Il se répétera, le lendemain (23 oct.), chez Sonia Mabrouk.

## MAIS POURQUOI L'ISLAMO-GAUCHISME ?



**“On a été très loin quand même dans la légitimation de ces actes de guerre qui sont dirigés contre notre pays.”**

Jean-Michel Blanquer

Ce 22 octobre, Pascal Praud a senti le basculement : « C'est intéressant, parce que ce n'est pas Marine Le Pen qui le dit, ce ne sont pas des éditorialistes qui le disent, c'est le ministre de la République. Et cette phrase [...] n'aurait pas pu être dite il y a huit jours ». Il est suivi par sa bande :

Gilles-William Goldnadel : « L'expression "islamo-gauchiste", je l'ai employée à peu près depuis 20 ans, et pendant très longtemps, on ne parlait pas des ravages qu'il faisait, on disait que j'étais un ravagé moi-même ».

Ou Ivan Rioufol, le lendemain, toujours sur CNews : « Ça fait très longtemps que nous sommes quelques-uns à dénoncer l'islamo-gauchisme. Et jusqu'à alors effectivement nos paroles ne passaient pas... ne passaient guère les murs. Aujourd'hui les murs s'effondrent, tant mieux ». Un bilan que tirait aussi Marianne (en s'en réjouissant) le 22 octobre : « On voit les complaisants politiquement corrects de l'UNEF se faire huer comme collabos dans les manifestations - ; qui parle d'islamo-gauchisme, d'années d'aveuglement et de laxisme n'est plus à la droite d'Attila ».

Et on a vu sur les chaînes d'info en continu, dans les éditos de la presse hebdomadaire, sur l'audiovisuel public se poursuivre cette chasse aux sorcières<sup>4</sup>. Le dimanche 25 octobre sur France Culture, Brice Couturier reprend ainsi à son compte la « thèse » de Jean-Michel Blanquer :

*Je pense que Jean-Michel Blanquer a tout à fait raison de souligner qu'il y a tout un tissu intellectuel, tout un écosystème intellectuel et médiatique qui a couvert, qui a justifié, qui a légitimé en essayant de comprendre. [...] On a été très très loin quand même dans la légitimation de ces actes de guerre qui sont dirigés contre notre pays et contre nos concitoyens. Il faut que ça cesse ! Il y a des gens qui ont manifesté en novembre avec les islamo-gauchistes, avec les islamistes en criant « Mort aux juifs » dans les rues, et qui aujourd'hui retournent leur veste parce qu'ils ont compris que les Français étaient exaspérés.*

Avant de se faire le porte-parole de Manuel Valls en fustigeant, tout en nuance, une gauche « indigéniste, racialisante, qui déteste la laïcité et qui veut renverser la République. » Et de conclure, hargneux : « Ces gens-là sont en train de faire l'objet d'un rejet très violent de la part de la population, c'est bien fait pour eux. »

Valérie Toranian, directrice de la rédaction de la Revue des deux mondes, accrédite également les propos du ministre de l'Éducation nationale dans un éditorial publié sur le site du mensuel (26 oct.) : *Les collabos se recrutent à tous les étages de notre société. Dans les médias, à l'université, très justement accusée par Jean-Michel Blanquer d'être souvent le lieu d'un islamo-gauchisme qui fait des ravages.*

Le 26 octobre, c'est encore Alain Finkielkraut qui, seul sur le plateau de LCI pour répondre aux

« questions » de David Pujadas, s'en donne à cœur joie. Faut-il dénoncer l'islamo-gauchisme demande Pujadas ? Bien sûr, répond Finkielkraut :

*L'islamo-gauchisme n'est pas un fantasme droitier. C'est une triste réalité. [...] L'islamo-gauchisme, c'est Danièle Obono, députée de la France insoumise qui ne pleure pas pour Charlie, qui réserve ses larmes pour Dieudonné. L'islamo-gauchisme c'est Emmanuel Todd [...]. L'islamo-gauchisme c'est en effet Jean-Luc Mélenchon [...].*

La violence est telle que les (très rares) personnes accusées d'« islamo-gauchisme » qui furent invitées à « s'exprimer » ont en réalité été jetées en pâture et soumises à des interrogatoires journalistico-policiers en règle. Comme l'a signalé Laurence de Cock, ce fut notamment le cas de la présidente de l'Unef, Mélanie Luce, lors de l'émission « Signes des temps » (25 oct.) présentée par Marc Weitzmann sur France Culture.

Bref. Plus d'une semaine après l'assassinat de Samuel Paty, l'hystérie médiatique à propos des « islamo-gauchistes » continuait, appelant la surenchère d'une Marine Le Pen sur RTL ou celle d'un Alain Finkielkraut sur LCI (fustigeant l'« islamo-clientélisme » et l'« islamo-humanisme »). Le 22 octobre, *Le Figaro* rapportait d'ailleurs le désarroi du Rassemblement national, « à l'épreuve de la banalisation de ses idées ».

\*\*\*

La semaine de matraquage ayant suivi l'assassinat de Samuel Paty témoigne de l'emprise des obsessions réactionnaires, du degré d'hystérie du débat médiatique. Et de folles contradictions : ainsi certains journalistes peuvent-ils, dans le même temps, vanter les mérites de l'éducation et de la connaissance ; et contribuer à la misère du débat public en favorisant la circulation circulaire d'amalgames et d'anathèmes sans fondements qui neutralisent, par avance, toute discussion et toute réflexion.

Et les mêmes têtes d'affiches qui claironnent en chœur la défense de la liberté d'expression se livrent par ailleurs à une campagne de disqualification et de stigmatisation d'un pan toujours plus vaste de la société : associations, organismes publics, organisations de défense des droits humains, syndicats enseignants et étudiants, milieu de la recherche, intellectuels et partis politiques, accusés en bloc de

« complicité » avec le terrorisme. Le tout en marginalisant leurs prises de parole, ou plutôt en les excluant purement et simplement de l'espace du débat public, comme ce fut le cas en cette semaine.

Après les attentats de 2015, déjà, dans l'article « Avec nous, ou avec les terroristes » : les éditorialistes-faucons sont de retour », nous analysions le matraquage auquel se livraient les mêmes personnalités que l'on retrouve

aujourd'hui contre les voix dissidentes de l'époque :

*Au-delà de l'évidente condamnation de ces actes ignobles et de l'expression de la solidarité avec les victimes et leurs proches, certaines organisations et certains individus ont tenté de faire entendre une voix*

## Plus d'une semaine après l'assassinat de Samuel Paty, l'hystérie médiatique continuait.

*discordante, refusant de s'identifier de manière acritique à la politique française, qu'elle soit étrangère ou intérieure. [...] Ces voix discordantes ont-elles raison ? Là n'est pas la question. Il s'agit plutôt de savoir si elles ont le droit de s'exprimer dans l'espace public et, singulièrement, dans l'espace médiatique. Nous estimons que oui, car rien ne saurait justifier l'interruption du débat démocratique, a fortiori dans un moment où une population sous le choc a envie, et besoin, de réfléchir et de comprendre. [...] Réfléchir, comprendre, expliquer, ce n'est pas justifier. Il serait temps que certains le comprennent pour ne pas répéter éternellement les mêmes erreurs en faisant régner une terreur intellectuelle qui, sous couvert de défense de la liberté, tend à ruiner encore un peu plus les conditions élémentaires du débat démocratique.*

Nous assistons, cinq ans plus tard, à une réactivation amplifiée de ce moment médiatique. « Réactivation » car les raisons et les processus médiatiques de la disqualification sont identiques. « Amplifiée » car le matraquage est massif, irriguant désormais la quasi-totalité de l'espace médiatique. Et se traduit par la mise au ban par anticipation des « complices » supposés, auxquels certains journalistes vont jusqu'à dénier le droit du recueillement et de l'émotion.

« Contre le parti collabo » écrivait Jacques Julliard dans un édito de *Marianne* en septembre 2016, fustigeant les « arrières-greniers de la pensée collabo », leur « esprit de soumission » et les « intellectuels » au sens large. « Ce n'est pas ma faute à moi si dans le langage populaire intello rime avec collabo. » Contre ce niveau d'argumentation, contre le piétinement de la pensée, contre les verrouillages du débat et pour la liberté d'expression : voilà à quoi nous en appelons plutôt. ■

4. Dans le même temps, le défilé médiatique des membres du gouvernement et de la majorité se poursuit pour lister les « complices », par exemple Aurore Bergé sur LCP le 23 octobre, ou Jean-Michel Blanquer dans le *JDD* et Marlène Schiappa sur *CNews* le 25.

ET MÊME SI CETTE PRÉTENDUE "ÉTOILE NOIRE" EXISTAIT - CE QUE JE CONTESTE - LA FILMER AVEC MALVEILLANCE POURRAIT PORTER ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE OU PSYCHIQUE DU CÔTÉ OBSCUR DE LA FORCE.



# 2020: CHRONIQUE D'UN POUVOIR AUTORITAIRE

Depuis les premiers jours de la présidence Macron, Acrimed alimente une chronologie recensant les coups portés par le pouvoir politique à la liberté d'informer. «Meilleur du pire» de 2020.

## FRANCK RIESTER, À PROPOS DE LA GRÈVE À RADIO FRANCE, 7 JANVIER

«Jour anniversaire de la tuerie de Charlie Hebdo, quelques grévistes de Radio France font annuler sur les antennes du service public des émissions traitant de la liberté d'expression et de la presse. Incompréhension et indignation.» Une outrance doublée d'un mensonge: il ne s'agissait en plus que d'une seule émission, dans laquelle était conviée... le ministre lui-même!

## EMMANUEL MACRON, VŒUX À LA PRESSE, 15 JANVIER

«La multiplication des auteurs possibles de traces ou de simili journalistiques [sic] est une menace

pour votre profession et pour la démocratie. [...] Si chacun dans la rue peut faire du journalisme sans qu'on sache qui, comment, à quel moment... Il n'y aura plus de photographes de presse et plus de journalistes de presse.» L'art d'attribuer le «droit de filmer» aux seuls journalistes, encouragés de surcroît à faire le tri entre les «vrais» et les «faux» professionnels...

## INTIMIDATION CONTRE DISCLOSE, 22 JANVIER

L'enquête pénale qui visait le site d'information Disclose (usage des armes françaises au Yémen) a été classée sans suite. Mais dans un courrier du 22 janvier adressé aux journalistes, le procureur de

la République de Paris affirme que la procédure constituera... un «antécédant judiciaire», et leur enjoint, à l'avenir, de se «conformer [...] aux termes de la loi». (Mediapart, 29 janv.) Menace à peine voilée...

## Didier Guillaume arrache un micro, 26 février

Salon de l'agriculture: interrogé par «C à vous» au sujet des révélations de L214 (abattage des veaux dans l'entreprise Sobeval, Dordogne), le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume arrache violemment le micro du journaliste.

## «UN PRÉSIDENT QUI PRÉFÈRE LA COMMUNICATION À L'INFORMATION», 9 AVRIL

L'Association de la presse présidentielle (APP) dénonce les conditions de la visite du président à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre: aucune rédaction prévenue, images (flatteuses) fournies par l'Élysée. Un classique de la crise sanitaire, prétexte «d'un serrage de vis et d'un contrôle accru des images» selon Les Jours (13 avr.). Pas mieux...

## CONFÉRENCES DE PRESSE EN SOURDINE, 19 AVRIL

Une seule journaliste (TF1/LCI) autorisée au point presse d'Édouard Philippe et Olivier Véran. «Un

dispositif qui est également utilisé à l'Élysée, [...] lors du compte-rendu du Conseil des ministres. Même chose pour le point presse quotidien de Jérôme Salomon sur l'épidémie de Covid-19.» (Boris Kharlamoff, journaliste, 18 avr.) Dispositif garanti 100% complaisance.

### **LE CONSEIL DE L'EUROPE DISTINGUE LA FRANCE, 29 AVRIL**

«Touchez pas à la liberté de la presse! Les attaques contre les médias en Europe ne doivent pas devenir la règle»: dans le Rapport 2020 des organisations partenaires de la Plateforme du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes, la France est classée «dans le groupe des 10 pays "à suivre", en raison des violences policières à l'encontre des journalistes couvrant les manifestations» (L'Humanité, 2 mai). De son côté, RSF range la France en 34<sup>e</sup> position dans son classement mondial de la liberté de la presse. Bravo!

### **COUP DE PLUME DE L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES DE DÉFENSE, 7 MAI**

Dans une lettre ouverte, l'AJD met en cause le ministère des Armées: «Absence de réponse étayée en temps et en heure aux questions posées, sélection arbitraire des journalistes ayant accès à certaines sources, pressions exercées sur des journalistes, en particulier à la suite d'articles ayant "déplu", mensonges, délibérés ou non, de la part des communicants, traitement sur le même plan des journalistes professionnels et des influenceurs.»

### **ADOPTION DE LA LOI AVIA À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 13 MAI**

Consacrant le retrait total du juge pendant la procédure, la loi Avia prévoit de «privatiser le contrôle des publications sur internet en confiant à des opérateurs privés le soin de définir ce qui excède ou non la liberté d'expression.» (Syndicat des avocats de France, 24 janv.) Les principales dispositions seront

finalement censurées par le Conseil constitutionnel et la loi promulguée le 24 juin.

### **INVESTIGATIONS: L'IGPN TRAQUE LES SOURCES, 19 MAI**

Mediapart reçoit une convocation judiciaire visant Pascal Pascariello pour «recel de violation du secret professionnel». En cause: ses enquêtes pointant les mensonges gouvernementaux dans l'affaire Geneviève Legay, militante d'Attac blessée par la police lors d'une manifestation à Nice (mars 2019). «C'est la quatrième fois en moins de 18 mois que la justice essaye de s'en prendre aux sources de Mediapart à la suite d'enquêtes embarrassantes pour l'exécutif» (Mediapart, 26 mai).

### **EMMANUEL MACRON À GEORGES MALBRUNOT (LE FIGARO), 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE**

À propos de deux articles du journaliste (30 et 31 août), le premier rapportant les menaces de sanctions proférées par Emmanuel Macron à l'encontre des dirigeants libanais potentiellement «réfractaires aux

réformes» proposées; le second relatant l'entretien du Président français avec Mohammed Raad, le chef du bloc parlementaire du Hezbollah: «Ce que vous avez fait là, compte tenu de la sensibilité du sujet, [...] de ce que vous savez de l'Histoire de ce pays, est irresponsable. Irresponsable pour la France, irresponsable pour les intéressés ici, et grave d'un point de vue déontologique! [...] Vous m'avez toujours entendu défendre les journalistes. Je le ferai toujours. Mais je vous parle avec franchise. Ce que vous avez fait est grave, non professionnel! Et mesquin!» Tancer les journalistes: une seconde nature pour Emmanuel Macron...

### **DARMANIN ET LE NOUVEAU SCHÉMA DE MAINTIEN DE L'ORDRE, 16 SEPTEMBRE**

Dans les manifestations, les journalistes doivent se disperser après sommation, faute de quoi... interpellation. Selon la novlangue, le NSMO entend «favoriser le travail des journalistes» et «préserver [leur] intégrité physique [...] sur le terrain». Il enjoint aussi la «réalisation

## **Loi «Sécurité globale», le coup de trop**

La loi dite «Sécurité globale» (notamment initiée par Christophe Castaner et Jean-Michel Fauvergue, ancien commissaire de police et ancien chef du Raid) a été adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale le 20 novembre. Son article 24 prévoit de punir d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende «le fait de diffuser, par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support, dans le but manifeste qu'il soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique, l'image du

visage ou tout autre élément d'identification, autre que son numéro d'identification individuel, d'un agent de la police nationale, d'un militaire de la gendarmerie nationale ou d'un agent de police municipale, lorsque ces personnels agissent dans le cadre d'une opération de police.» Sur le terrain, de telles dispositions offrent un blanc-seing et un permis d'entraver et de réprimer à la police, seule en charge d'apprécier «l'intention» de la personne qui filme. Cette disposition (parmi d'autres) constitue une grave atteinte liberticide, portant un coup spécifique au droit d'informer (et à être informé). Droit qui n'est pas le monopole des journalistes, mais concerne toute la population. L'exécutif, qui cherchait de longue date à mettre les violences policières sous le tapis, en a ainsi finalement trouvé le moyen.

Fruit de la pression de certains syndicats policiers, la loi a provoqué un tollé, y compris dans les médias dominants. Syndicats de journalistes et SDJ, collectifs de familles de victimes, de réalisateurs, organisations de droits humains et de multiples associations (dont Acrimed) se sont au fil des semaines organisés en une large coordination («StopLoiSécuritéGlobale»), à l'origine de plusieurs manifestations partout en France depuis le 17 novembre. Tandis qu'une grande partie de la majorité continue de déployer partout ses éléments de langage, prétendant «protéger les journalistes», cantonnant la contestation à la seule «extrême gauche», les voix institutionnelles tirent la sonnette d'alarme, de l'Onu à la Défenseure des droits en passant y compris par... la Commission européenne! ■

d'exercices conjoints permettant aux forces d'intégrer la présence de journalistes dans la manœuvre.»

Le ministère aime le journalisme... aux ordres.

### **CENSURES CONTRE LA PRESSE ÉTRANGÈRE (OCT.-NOV.)**

Le 31 octobre, Politico Europe dépublie l'article du chercheur Farhad Khosrokhavar (autour des questions de laïcité et de radicalisation) et le remplace par une note... de Gabriel Attal, porte parole du gouvernement. Rebelote le 3 novembre au *Financial Times*: une tribune («La guerre de Macron contre le séparatisme islamique ne fait qu'accroître les divisions en France») est retirée avant d'être remplacée par une lettre d'Emmanuel Macron, attaquant l'article dépublié. Puis le 15 novembre: «J'ai horreur d'être décrit avec des mots qui ne sont pas les miens [...] Si vous avez des questions sur la France, appelez-moi.» (propos du Président de la République rapportés

par Ben Smith, «Macron contre les médias américains», *New York Times*, 15 nov.)

### **ESCALADE CHEZ LREM, 23 NOVEMBRE**

Alors que Jean-Michel Blanquer est pris dans un scandale impliquant le syndicat Avenir lycéen, tribune collective de députés LREM dans Atlantico. Sont attaqués la France insoumise, *Libération*, Mediapart et Edwy Plenel, qualifiés d'«ultra gauche», et de «caste sacrée intouchable»: «*Ces Gramsci aux petits pieds ont décidé de s'en prendre à ce qu'à son époque le théoricien italien défendait: l'armature idéologique de l'État (éducation, presse, culture, etc.) avec les méthodes des fascistes qu'ils combattaient alors (virulence dans leurs journaux, violences dans la rue, intimidations personnelles, discrédit, haine).*» Sans commentaire...

### **LE SECRETARIAT D'ÉTAT À LA BIODIVERSITÉ APPELLE DISCLOSE, 27 NOVEMBRE**

«Je vous encourage à faire surtout attention à comment vous travaillez. [...] Vous interpellez le chef de l'État, je trouve ça surprenant comme approche. Faudrait vous poser des questions sur la façon dont vous traitez les sujets.»

À propos d'une enquête de Disclose sur «le prix du soja français» (26 nov), révélant comment une partie des importations en provenance du Brésil «sont liées à des incendies volontaires et des exactions contre des habitants du Cerrado».

### **TAPIS ROUGE POUR SISSI À L'OMBRE DES CAMÉRAS, 7 DÉCEMBRE**

Alors que la répression fait rage en Égypte, où «plus de 60 000 prisonniers d'opinion» sont enfermés, où, «pour les seuls mois d'octobre et novembre, les autorités égyptiennes ont exécuté 57 hommes et femmes» (Amnesty International, 9 déc.), le

maréchal Abdel Fattah al-Sissi est reçu en grande pompe à l'Élysée et à la Mairie de Paris. Mieux: remise de la grand-croix de la Légion d'honneur, dîner de gala, et autres réjouissances furent soustraits à la couverture des médias français. «Aucune caméra française, aucune agence, rien. Voici les images que seuls les Égyptiens ont vues» annonce Yann Barthès («Quotidien», 8 déc.) en diffusant les images tournées par les autorités égyptiennes. «Pour la première fois, on a dû aller sur le site internet d'un régime autoritaire pour savoir ce qu'il se passe à l'Élysée.» Dont acte. ■

Retrouver le volet 2020 (et les précédents) dans leur intégralité sur le site d'Accimed et l'ice «Macron contre le journalisme», Médiacritiques n°33, oct.-déc. 2019, p.10.

## **Violences policières contre les journalistes: des entraves devenues ordinaires...**

«Selon les décomptes, c'est entre 121 et 200 journalistes qui ont été visés depuis novembre 2018 lors d'opérations de maintien de l'ordre en France. Certains ont été blessés gravement, d'autres empêchés dans l'exercice de leur métier; et plusieurs ont vu leur matériel brisé ou confisqué.» (SNJ, 21 fév.) Partout en France, les journalistes indépendants sont particulièrement ciblés, notamment quand ils couvrent des événements de contestation: manifestations de rue, ZAD, piquets de grèves, actions militantes sociales, politiques et écologiques (décrochage des portraits de Macron, pénétration dans les abattoirs, occupation de tarmacs, installation du

campement pour exilés place de la République, etc.). Pour certains, entraves et répression sont devenues quasi systématiques: c'est le cas d'Hannah Nelson, Gaspard Glanz, Taha Bouhafs, Rémy Buisine, Nnoman et bien d'autres, violentés, gardés à vue ou empêchés de travailler. Un harcèlement que certains syndicats de policiers pratiquent régulièrement sur les réseaux sociaux, s'entraînant jusque dans les commissariats: «Dans les vestiaires, les flyers anti-journalistes fleurissent de plus belle. On y voit, placardés, les têtes de reporters connus, d'indépendants, de patrons de médias dits "islamo-gauchistes". On y encourage les coups



portés à leur rencontre. Au milieu de la liasse, les prospectus de syndicats comme Alliance ou ceux du SCPN (Syndicat des commissaires de la police nationale) visent nommément Gaspard Glanz, David Dufresne, Taha Bouhafs, Nnoman Cadoret...» (Le Zéphyr, 24 nov.) ■

# “GÉNÉRAL, NOUS VOILÀ!”

Dans la séquence médiatique réactionnaire ayant suivi l’assassinat de Samuel Paty et l’attentat de Nice, on a assisté à un phénomène édifiant: la promotion médiatique quotidienne de l’ex chef d’état-major des armées, Pierre de Villiers.

**P**ierre de Villiers – frère de Philippe – a su entretenir une aura et un capital «sympathie» auprès des grands médias depuis sa démission de l’armée en juillet 2017. Il devient, à l’époque, le héros d’une saga qui ne cessera de fasciner les journalistes en mal de feuilletons et d’hommes à poigne. Rumeurs militaro-politiques, «passe d’armes» avec Macron, conférences multipliées dans les écoles de commerce, salons, entreprises, think tanks en tout genre, livres annuels faisant état de constats voire de propositions politiques... bref, le feuilleton avait tout pour être

garni. Et bien garni il fut, chaque année depuis: de novembre 2017 à aujourd’hui, et de France Culture à CNews en passant par la matinale de France Inter, le 20h de TF1, «Soir 3», France 2, Konbini ou encore toute la presse nationale voire régionale, aucun média n’a manqué à l’appel de l’interview ou du compte rendu des aventures du général.

À la faveur d’un livre publié le 14 octobre<sup>1</sup>, le militaire est de nouveau invité partout (voir ci-dessous).

Cette séquence mérite un traitement à part, tant elle fait figure d’exemple. Exemplaire, d’abord, de la circulation circulaire de l’information – qui s’explique

**16 OCT.** Article dans *L’Opinion*  
Article dans *Le Figaro Magazine*

**17 OCT.** Interview dans le *FigaroVox*  
Objet d’une chronique sur *Europe 1*

**20 OCT.** Invité sur le plateau de «C à vous»  
(France 5)

**21 OCT.** Invité dans la matinale de *RTL*

**22 OCT.** Invité dans les «Grandes gueules» (RMC)  
Article de *Valeurs actuelles* sur l’interview de *RTL*  
Recension de l’ouvrage dans *L’Obs*

**23 OCT.** Invité dans la matinale de *Radio classique*  
Nouvelle chronique du *FigaroVox*

**24 OCT.** Invité de «Ruth Elkrief, le rendez-vous» (BFM-TV)

Article de *Sputnik* sur l’interview de BFM-TV  
Portrait «embedded» de *Paris Match* dans les cités

**26 OCT.** Invité dans la matinale de *CNews*  
Article dans *Gala*

**27 OCT.** Invité dans la matinale de *Sud Radio*  
Objet d’un éditio du *Point*

**28 OCT.** Interview dans les neuf quotidiens régionaux du *groupe EBRA*

**29 OCT.** Interview dans *L’Express*

**1<sup>er</sup> NOV.** Interview dans *Nice Matin* et *Var Matin*

**2 NOV.** Article dans *Causeur* et *Sud Ouest*

**3 NOV.** Invité dans «L’heure des pros» (CNews)

**4 NOV.** Interview sur le site de *Famille chrétienne*

**5 NOV.** Article dans *L’Express*  
Tribune dans *Valeurs actuelles*

**8 NOV.** Interview dans *La Dépêche*

**11 NOV.** Invité dans le «7/9» de *France Inter*  
Invité dans «Votre instant politique» sur *Franceinfo*  
Un article et une enquête dans *Le Figaro*

1. *L’équilibre est un courage*, Fayard; après *Servic* (2017) et *Qu’est-ce qu’un chef?* (2018) chez le même éditeur.

par le fait que les intervieweurs partagent les mêmes centres d'intérêt et/ou simplement par leur propension à ne se lire qu'entre eux et à se plagier en conséquence leurs invités et les questions (médiocres) qu'ils leur adressent. Exemple, ensuite, de la trajectoire autoritaire et réactionnaire dans laquelle se sont inscrites la plupart des lignes éditoriales au moment de l'assassinat de Samuel Paty. Exemple, enfin, de la capacité des journalistes dominants à produire de l'idéologie à sens unique en dépolitisant la politique, que ce soit en la réduisant à des enjeux d'échéances électorales ou en «peopolisant» leur invité. Il suffit de parcourir les interviews audiovisuelles et les entretiens écrits de ce mois d'octobre pour constater que ces trois axes ont joué à plein partout, service public/privé confondus.

### «VOUS SEREZ CANDIDAT?» : DE L'OBSESSION AU SOUHAIT DES JOURNALISTES

Si la prochaine élection présidentielle a lieu dans 18 mois, les chefferies médiatiques sont déjà sur le qui-vive. Jour après jour, ils pensent «élection». Parce qu'ils appréhendent essentiellement la politique comme une course de petits chevaux électorale et parce que les crises politique, sanitaire, économique et sociale ébranlent l'autorité d'un pouvoir qu'ils ont (très) majoritairement promu, les médiocrates se mettent en quête de potentiels prétendants. Rien d'étonnant, dès lors, à les voir construire les uns après les autres dans leurs médias la «présidentialité» d'une personnalité publique qui vend des livres pour «réparer la France» (c'est là le bandeau accolé par un éditeur malin au dernier livre de Pierre de Villiers).

Que cette dernière soit un ancien militaire ne rend la tâche que plus affriolante. «*La France, la droite en l'occurrence, cherche un homme providentiel, a un besoin d'autorité, et vous pourriez formidablement les incarner*», résumait Laurence Ferrari dans un lapsus. Mais cette dernière n'est pas la seule à plébisciter, en fanfare, un potentiel candidat en 2022. Que Pierre de Villiers répète partout qu'il ne souhaite pas se présenter à l'élection présidentielle ne change rien à l'affaire: de Patrick Cohen (France 5) à Léa Salamé (France Inter) en passant par Ruth Elkrief (BFM-TV), Thomas Sotto (RTL) ou Bernard Poirrette (Radio Classique), les éditocrates interchangeables se bousculent, et posent

en boucle la même question, dans l'espoir d'arracher un scoop que n'auront pas décroché les précédents<sup>2</sup>.

Il faut dire que la plaisanterie avait commencé quelques semaines plus tôt. Dès le 6 octobre en effet, une première salve d'articles est publiée, cultivant le champ lexical du mystère pour faire exister l'inexistant... Exemples:



## Course des petits chevaux pour la présidentielle 2022: les chefferies médiatiques sont déjà sur le qui-vive.

Notable: le papier de *Marianne* est publié dans la rubrique «*Petites indiscretions/grosses révélations*». On en tremble!

Mais l'histoire est en réalité bien plus ancienne. Et les instituts de sondages sont de la partie, à commencer par l'Ifop: pour Europe 1, Public Sénat et *La Tribune*, l'institut invitait début juillet ses sondés à «indiquer la personnalité en qui ils auraient le plus confiance pour «réinventer la France»». Au milieu d'une sélection arbitraire de treize noms (des politiciens – onze, exclusivement membres de la majorité (actuels ou ex) ou des Républicains, plus Arnaud Montebourg – ainsi que... Didier Raoult!) figurait ainsi Pierre de Villiers<sup>3</sup>. L'Ifop remet le couvert le 19 octobre, en mesurant, pour *Valeurs actuelles*, son «potentiel électoral à la prochaine élection présidentielle de 2022». Dès 2019, Odoxa y allait aussi de sa manipulation: «*Si la France était confrontée à de nouveaux attentats terroristes, seriez-vous favorable à ce que l'on nomme, temporairement, un militaire à la tête du pays?*» Le 28 mars 2019, *Le Point* se chargeait alors «en exclusivité» du service après-vente<sup>4</sup>:

### EXCLUSIF. En cas de nouveaux attentats, un Français sur deux serait favorable à un militaire à la tête du pays

VIDÉO. Un sondage Odoxa confirme la montée en puissance de la popularité d'un recours aux militaires et aux mesures d'exception. Inquiétant.

2. Sur la chaîne Youtube d'Acrimed, voir le montage intitulé «"Un général à l'Élysée!" : les éditocrates avec Pierre de Villiers».

3. Recueillant, au passage, 71% d'avis «pas confiants»!

4. La seconde partie de l'article en question traite évidemment du cas de Philippe de Villiers.

Et quand ils ne disposent pas d'instituts à leur remorque, les journalistes créent leurs propres sondages sur Twitter. Ainsi de l'émission « Points de vue » (13 oct.) du *Figaro*:



**“Une des propriétés des sondages consiste à poser aux gens des problèmes qu’ils ne se posent pas.”**

Pierre Bourdieu

5. Extrait d'un cours au collège de France en 1990, à lire dans *Le Monde diplomatique*, janv. 2012.

6. J.-C. Lattès, 2019. Descriptif en couverture: «*Paris, 5h30, l'état de siège est déclaré, les militaires prennent les commandes.*»

7. Sur la chaîne Youtube d'Acrimed, voir le montage intitulé «*Pierre de Villiers, un général médiatique. Partie 2: l'ordre et l'autorité.*»

8. Ces trois citations sont issues du passage aux «*Grandes gueules*» (22 oct.). La première est de Johnny Blanc, chroniqueur et fromager. Les deux suivantes sont de Pierre de Villiers lui-même.

9. Sur le site [www.ebra.fr](http://www.ebra.fr), voir la surface occupée par la PQR du groupe EBRA (détenu à 100% par le Crédit Mutuel).

Quitte à faire mousser la mousse quand les résultats déçoivent, comme c'est le cas ici:

– **Présentateur**: Vous répondez «non» en majorité à 56% et vous étiez 300 à vous exprimer, ce qui est sur Twitter plutôt une fourchette haute [sic].

– **Alexis Brézet** (directeur des rédactions du *Figaro*): Attention hein, s'il faisait 44% au premier tour, c'est beaucoup!

Comment, à ce stade, ne pas rappeler les mots de Pierre

Bourdieu: «*Une des propriétés des sondages consiste à poser aux gens des problèmes qu'ils ne se posent pas, à faire glisser des réponses à des problèmes qu'ils n'ont pas posés, donc à imposer des réponses*»<sup>5</sup> ?

Un constat que l'on applique bien volontiers aux pratiques des journalistes eux-mêmes: à force de sélectionner à sens unique problématiques et interlocuteurs, ils parviennent à construire et à imposer dans le débat public des personnalités jusque-là marginales – pour s'abasourdir ensuite de leur «succès populaire» – et ce au nom de leurs propres obsessions personnelles! Le rédacteur en chef adjoint du *Parisien* Henri Vernet excelle en la matière qui, depuis 2018, bâtit dans les colonnes du quotidien un nid fort douillet pour celui qu'il nomme «*le militaire le plus populaire de France*». Henri Vernet qui fait précisément du général une affaire personnelle: ce dernier apparaît en effet sous des traits déguisés comme le personnage central de son «roman-fiction» (genre dont raffolent les journalistes politiques), intitulé *Article 36*<sup>6</sup>.

Mieux: dans un entretien au *Point* (28 oct.), le réd' chef de Bernard Arnault se vit à ce propos comme un lanceur d'alerte:

*La réalité aujourd'hui va presque plus loin que mon roman. [...] En France, on aime bien le culte du chef, de l'homme providentiel. Ça reste prégnant. Le roman est aussi une façon de donner l'alerte. Attention, il ne faut pas trop jouer avec la démocratie. Les démocraties sont fragilisées, et le césarisme n'est jamais loin.*

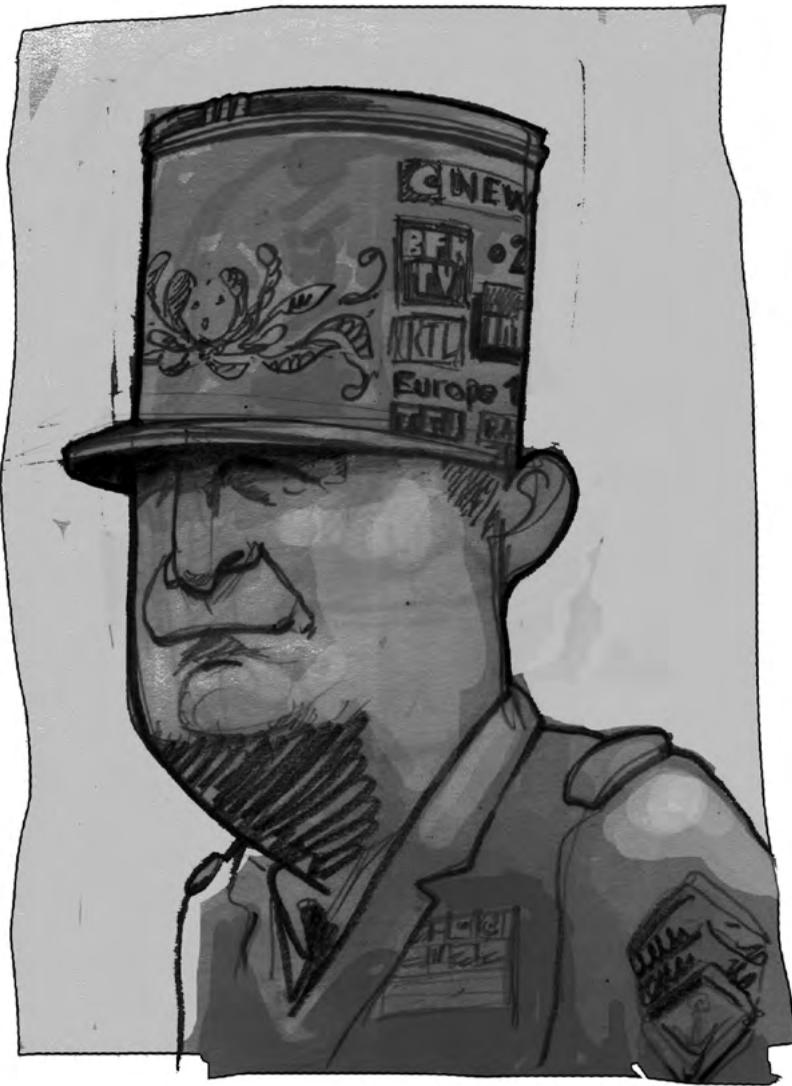
Quatre entretiens/articles plus tard dans *Le Parisien*, d'une complaisance sans nom, il est clair que «l'alerte» est sévèrement donnée...

## QUAND L'ORDRE ET LA RÉACTION FONT LA UNE

Si l'incurie journalistique a de quoi faire sourire, et s'il est salutaire d'en faire la satire aussi souvent que possible, il faut tout de même prendre la mesure de ce que véhiculent les grands médias en invitant quotidiennement, au lendemain d'un attentat, un ex chef d'état-major des armées, et en plébiscitant, pour certains d'entre eux, sa candidature à l'élection présidentielle de 2022. Prendre la mesure de ce que signifie ce défilé militaire sur les écrans de télé et dans les studios de radio jour après jour, parade de journalistes passe-plats incluse. Une telle présence conduit en effet à faire tenir, aux idées réactionnaires et à leurs promoteurs, le haut du pavé<sup>7</sup>.

Au programme: propositions de Marine Le Pen, immigration, droit d'asile, lois d'exception, service militaire, «*bon sens paysan*», mise en cause d'un «*phénomène de repentance et de dépression collective [...] extrêmement dangereux*», mais aussi quelques fulgurances pro-patronales: «*On est un pays génial! On a des chefs d'entreprises incroyables! Quand même, avec 50% de charges obligatoires, voire un peu plus, ils arrivent à tenir et à être compétitifs!*»<sup>8</sup> Tout y passe. Les mêmes cadrages viennent également ponctuer les entretiens de la presse écrite: «*Le service militaire jouait ce rôle de lieu de mixité sociale, géographique...*»; «*Vous dites qu'il faut aussi limiter les flux migratoires?*» sont par exemple deux questions posées à Pierre de Villiers par Pascal Jalabert dans les *Dernières nouvelles d'Alsace*. Ou serait-ce dans *Le Progrès*? Ou dans *Le Dauphiné Libéré*?

En réalité partout à la fois, puisque la concentration de la PQR a ses vertus que Pascal Jalabert n'ignore pas en tant que rédacteur en chef du bureau d'informations générales des journaux du groupe EBRA<sup>9</sup>: une position qui, en l'occurrence, lui permet de faire d'une pierre neuf journaux avec la crème de son interview, ventilée dans 22 départements de l'est français, en direction (entre autres) des lecteurs strasbourgeois, messins, barisiens, spinaliens, mul-



housiens, dijonnais, châlonnais, lyonnais, et valenciens (voir p. 30).

Par esprit de salubrité publique, nous ne détaillerons pas les positions du général. Une seule, toutefois, a de quoi interroger dans la période, et ce d'autant qu'elle ne fait jamais « tilt » chez les intervieweurs... Dans la totalité des entretiens audiovisuels en effet, Pierre de Villiers parle de l'engagement des jeunes dans l'armée comme d'un « signe d'espérance », qualifiant la mort pour la patrie de « sacrifice suprême ». Exemple, sur « C à vous » (20 oct.) : « Dans l'armée, on donne [aux jeunes] [...] ce souffle avec l'amour de la France qui va parfois jusqu'au sacrifice suprême. » Ou encore sur BFM-TV (24 oct.) :

– Pierre de Villiers: [...] Dans cette jeunesse que je côtoie, dans les cités, aux Mureaux ou ailleurs, ils ont ce besoin d'appartenance. [...] – Ruth Elkrief: À l'armée ils le trouvent.

– Pierre de Villiers: [...] On reçoit 25 000 jeunes par an [...] et on en fait une unité capable d'aller au combat et de mourir si nécessaire pour la France. C'est quand même magnifique, c'est un signe d'espérance. Ça prouve que c'est possible. Encore faut-il prendre de la hauteur, donner une âme, des valeurs, de la passion, du cœur, des tripes, ce qui manque. Il y a trop d'intelligence aujourd'hui, et il n'y a pas assez de passion.

– Ruth Elkrief: Donc il faudrait plus de modèles, plus de héros, plus de gens qui soient respectés? Plus que les professeurs, les policiers, les militaires: les hussards de la République en quelque sorte?

Point « trop d'intelligence » donc<sup>10</sup>, surtout pour certains jeunes des quartiers populaires qui ne perdraient pas à apprendre la discipline dans les rangs de la Grande Muette. Ni à devenir « la paille de la misère pourrissant dans l'acier des canons »<sup>11</sup>, pour la gloire de la patrie. Un « sacrifice suprême » pour la Nation donc, opposé au « sacrifice suprême » prôné par le fondamentalisme religieux... Telle est la perspective alléchante offerte à la jeunesse, avec la complaisance de ses intervieweurs, qui s'indignent (à raison) du second, pour, en revanche, ne rien trouver à redire du premier...

## PEOPOLISATION D'UN CHEF MILITAIRE: MODE D'EMPLOI

Lors des entretiens, les journalistes ne se contentent pas de mettre Pierre de Villiers en position de « légitimité » pour donner son avis sur la guerre, l'écologie ou la crise sanitaire... Ils se livrent en même temps à un exercice de dépolitisation qu'ils affectionnent particulièrement: montrer « l'humain » qui se cache derrière l'ancien général.

« C'est une émission de fin de semaine, donc on a envie de savoir comment vous déconnectez lorsque vous n'écrivez pas, lorsque vous ne faites pas vos conférences » demande tout sourire Ruth Elkrief. À cette dernière, qui le questionne encore sur ses relations avec son frère (« Il y a de la compétition entre vous? »), il embraye tout à son aise en parlant de Philippe de Villiers comme d'un footballeur hors pair et de sa famille comme

d'un « contre-pouvoir » : « C'est important de s'entendre dire qu'on est très important, qu'on est très brillant, mais qu'on peut aussi aller vider le lave-vaisselle. » Ruth Elkrief a beaucoup ri.

« Rêve d'intégrité, désir de probité, un homme qui paierait son électricité s'il était le locataire de l'Élysée, [...] dégagé des vanités humaines, débranché des gloires passagères, Pierre de Villiers est un fantasme pour certains » philosophe de son côté Pascal Praud. « Vous habitez tou-

« Il y a trop d'intelligence aujourd'hui, et il n'y a pas assez de passion. »

Pierre de Villiers

10. Pensons aux enseignants, dont les médiocrates ont fait les éloges dans les jours qui ont suivi l'assassinat de Samuel Paty (après les avoir qualifiés de « tire-au-flanc »). De cette posture réversible, le personnel soignant a fait les frais également: lire, sur le site d'Accrimed « Grève nationale de la santé: inexistante sur BFM-TV », 15 oct.

11. Réécoutons le « Pater Noster » de Jacques Prévert, lu par Serge Reggiani.

## À FRANCE INTER: RADIO PUBLIQUE ET COPINAGES PRIVÉS

D'après *Le Canard enchaîné* (14 oct.), la présidence de Radio France a exigé, contre l'avis des programmateurs, l'intégration d'une chanson du dernier album de Carla Bruni dans la playlist de France Inter, «*exceptionnellement portée à 41 titres*» (contre 40 d'ordinaire). Mieux: la direction a aussi imposé que Carla Bruni soit invitée. Résultat: «*Le 6 octobre, elle était la vedette surprise de l'entretien de 7h50 de Léa Salamé*» et le 12, «*Carlita était de retour dans La Bande originale*», l'émission de Nagui. Quelques jours plus tard, ce dernier a «*invité sa femme, la comédienne Mélanie Page, [...] pour y assurer la promo de sa pièce de théâtre, qui reprend "après s'être arrêtée en plein succès" à cause du covid, comme l'a glissé le prévenant animateur et époux.*» De quoi occuper le délégué aux relations extérieures de France Inter, Gaël Hamayon (un proche de Sibyle Veil), chargé d'«*anticiper toutes les crises qui pourraient entamer la réputation de France Inter et celle des personnalités de l'antenne, et, de ce fait, affaiblir la chaîne et délégitimer son rôle de radio de service public.*»

## À EUROPE 1, LA FILLE DE BRIGITTE MACRON EST ÉDITORIALISTE POLITIQUE

Europe 1 n'arrête pas le progrès: après le recrutement de Louis de Ragueneil (*Valeurs actuelles*) à la direction (adjointe) du service politique, voici que Tiphaine Auzière se voit accorder plusieurs «*cartes blanches*» sur la radio Lagardère. «*L'effrontée*» qui faisait la Une de *Paris Match* le 7 octobre en compagnie de sa mère, Brigitte Macron, commentait le 15 octobre sur Europe 1... les annonces d'Emmanuel Macron! En toute indépendance, bien sûr.

## L'OPINION ENCORE RÉDUIT À QUÉMANDER DE L'ARGENT AUX MILLIARDAIRES

*L'Opinion*, quotidien néolibéral fondé par le néolibéral Nicolas Beytout (ex des *Échos* et du *Figaro*), est encore dans le rouge. D'après *La Lettre A*, «*Bey Medias, la holding de tête du quotidien libéral, devrait afficher un déficit autour d'un million d'euros cette année. [...]* Conséquence: son président et fondateur Nicolas Beytout est à la recherche de cash.» Ce n'est pas la première fois que le brillant entrepreneur tend la sébile à ses amis milliardaires pour sauver son journal de sa mauvaise gestion. Comme le rappelle *La lettre A*, le journaliste a déjà obtenu des subsides de la part de «*la famille Bettencourt via sa structure Thétys, le groupe de luxe LVMH ou encore l'éditeur américain Dow Jones.*»

## LA CGT SERAIT TROP CITÉE PAR «CASH INVESTIGATION»

France télévisions se soucie enfin du pluralisme. Mais dans un sens particulier: il y aurait trop d'arguments de la CGT sur ses antennes! C'est en tout cas ce qui est reproché à l'émission «*Cash investigation*». Ainsi, selon *Challenges*, le «*Comité relatif à l'honnêteté, l'indépendance, le pluralisme de l'information et des programmes de France Télévisions a rendu le 23 septembre un avis à propos de l'émission intitulée "Égalité hommes-femmes: balance ton salaire".*» Ce comité a ainsi considéré «*que la présentation des faits par Cash Investigation correspond pour l'essentiel aux arguments de la CGT*». Un syndicat de salariés abondamment cité à France Télévisions, il y a de quoi lever un sourcil, en effet!

## BERNARD ARNAULT PLACE SES PIONS

Déjà propriétaire du quotidien économique *Les Échos* via son groupe LVMH, le milliardaire Bernard Arnault lorgne désormais l'hebdomadaire économique *Challenges*. Son propriétaire Claude Perdriol a en effet vendu 40% du groupe Challenges, avec un droit de priorité pour le rachat du solde si Perdriol décidait de céder le contrôle. Une hypothèse qui inquiète les salariés de *Challenges*, peu pressés de travailler pour le numéro 1 de leur propre classement annuel des grandes fortunes. Dans une autre affaire, Bernard Arnault a consolidé sa mainmise dans le groupe de son ami Arnaud Lagardère, en grande difficulté. Déjà propriétaire de 27% de la holding personnelle d'Arnaud Lagardère, Bernard Arnault vient de prendre 6,7% du groupe Lagardère SCA.

## AU PARISIEN, LES OBLIGÉS D'ARNAULT MÈNENT LA PURGE

La direction du journal a décidé de remplacer Stéphane Albouy, le directeur de la rédaction du quotidien, par Jean-Michel Salvator, un ancien du *Figaro* et de BFM-Business. Sa mission: «*Mener à bien un plan de restructuration*» qui inclut notamment des «*mesures d'économies d'une dizaine de millions d'euros par an*», ainsi que le «*départ "non-contraint" d'une trentaine de journalistes sur les 435 cartes de presse que compte la rédaction actuellement*» (Pure Médias, 27 sept.). Il est secondé par Rémy Dessarts, ancien rédacteur en chef économie et business au JDD et désormais directeur délégué des rédactions au *Parisien*. Une nomination-récompense: «*Ces derniers mois, le JDD a publié quantité de papiers à la gloire de la famille Arnault. Tous l'œuvre de Dessarts.*» (*Libération*, 8 déc.) ■



jours la Vendée?» s'inquiète-il encore auprès de son invité, qui sait évidemment lui renvoyer la balle: «Je suis comme vous un supporter acharné du Football Club de Nantes Atlantique!» «Vous parlez beaucoup de pardon dans votre livre. Est-ce qu'aujourd'hui vous lui avez pardonné [à Emmanuel Macron]?» s'inquiète encore Cécile de Ménibus. Sur RMC, enfin, Pierre de Villiers rappelle avoir reçu naguère «le trophée Grandes gueules», «fier» de «ce lien direct avec les Françaises et les Français». Presque à la table des chaumières.

Coiffant sa casquette de reporter de terrain, Henri Vernet l'y installe d'ailleurs pour *Le Parisien*: «Je sens que ça [une candidature à l'Élysée, NDLR] pourrait bien lui trotter dans la tête», dit un artisan de Boulogne, le village où a grandi la fratrie de Villiers et où le général a sa ferme retapée, la Borderie. [...] Parmi le millier d'habitants du bourg, chacun appelle l'ex-chef d'état-major par son prénom; les anciens qui ont joué au foot, gamins, avec «Pierre» et ses frères dans des champs de choux, apprécient qu'il soit resté «si simple et proche des gens».

Mais il n'y a pas à dire: rien de tel que *Paris Match* pour incarner l'exercice. Dans le numéro du 15 octobre, on contemple la larme à l'œil le vaillant général s'essayer à quelques dribbles en compagnie de jeunes hommes noirs, avec ce commentaire de compétition: «Aux Mureaux, le foot efface les divisions.» Une propagande qui se poursuit en légende:

*Allons enfants de la patrie... Le général 5 étoiles aurait pu se contenter du souvenir de ses faits d'armes, du succès de ses livres et de ses activités de conseil. Mais il s'est trouvé un engagement auprès des jeunes en difficulté. Sans paternalisme: «J'apprends toujours des autres.»*

Amen.

Ou encore cet autre article de *Paris Match* (toujours), daté cette fois-ci du 24 octobre, nouvel exemple exemplaire de portrait complaisant:

*Le col de chemise entrouvert, la gabardine pliée sur le dos d'une chaise, le général Pierre de Villiers avale sa portion de poulet à la crème servie dans une barquette d'aluminium. Autour de la table, dressée dans les locaux de l'association Vivre les Mureaux, une dizaine de gaillards sous masques et capuches.*

Bien qu'en définitive, on ne saurait quel passage choisir, tant l'article manie la brosse à reluire à la perfection:

*[...] Il en a connu des milliers, des bataillons de troupes que l'armée, cette moulinette*

*à diversité, métamorphose en héros. Niaki, Roger, Ousmane, Rodrigue, Siham opinent. Le général poursuit. Il faut y croire: dans la prairie de la vie, ils constituent la bonne herbe, et pour que celle-ci ne se laisse pas étouffer par la mauvaise, il n'y a pas à tortiller, il faut tondre ras. Ras et souvent. Le général demande du pain. Personne ne l'entend, il attrape une tranche. Étonnant combien ce militaire parle doux. Donnait-il ainsi ses ordres quand, à la tête du bataillon d'infanterie mécanisée de la brigade Leclerc, il entra le premier au Kosovo? Commandait-il gentiment ses 2 500 hommes dans les champs de bataille d'Afghanistan?*

**“On a envie de savoir comment vous déconnectez lorsque vous n'écrivez pas.”**

Ruth Elkrief  
et la dépolitisation.

12. Lire «L'extrême droite en croisière», *Médiacritique* n°36, oct.-déc. 2020, p.27.

13. Voir, sur le site d'Acrimed, la rubrique «Les médias et les quartiers populaires».

\*\*\*

Cette séquence, dans laquelle un képi étoilé est porté au pinacle, s'inscrit dans la lente et sûre dérive réactionnaire de l'espace médiatique<sup>12</sup>. À la faveur d'obsessions sécuritaires et de pratiques jour-

nalistiques en vogue depuis des décennies, et dans un contexte où la droite et l'extrême droite accaparent l'intégralité des micros, la présence quotidienne d'un chef militaire semble bien devoir désormais relever de la « normalité médiatique ».

Face à aux désordres multiples, et en manque de sauveur à poigne, certains chiens de garde de la profession semblent ainsi jeter leur dévolu sur un ex chef d'état-major. Ordre, autorité, nationalisme: un triptyque qui n'a rien pour leur déplaire. Pas plus que ne les contrarient les discours paternalistes et va-t-en-guerre d'un militaire à destination des jeunes des quartiers populaires, cadrant à merveille avec le traitement sécuritaire que le journalisme dominant ne cesse d'appliquer à ces derniers depuis des décennies<sup>43</sup>. Inquiétant épisode, entretien après entretien, portrait après portrait.

Dans sa chanson « Pourquoi ont-ils tué Jaurès ? », Jacques Brel rendait hommage au socialiste et à ses positions antimilitaristes, actuellement

**Ordre, autorité,  
nationalisme,  
discours  
paternalistes et  
va-t-en-guerre:  
rien pour déplaire  
aux chiens de garde.**

moins prisées par les éditocrates que sa *Lettre aux instituteurs et institutrices* – par ailleurs revue et corrigée par le ministère de l'Éducation. Une fois n'est pas coutume, nous concluons par ses mots :

*Si par malheur ils survivaient  
C'était pour partir à la guerre  
C'était pour finir à la guerre  
Aux ordres de quelque sabreur  
Qui exigeait du bout des lèvres  
Qu'ils aillent ouvrir au champ d'horreur  
Leurs vingt ans qui n'avaient pu naître  
Et ils mouraient à pleine peur  
Tout miséreux oui notre bon Maître  
Couverts de préles oui notre Monsieur  
Demandez-vous belle jeunesse  
Le temps de l'ombre d'un souvenir  
Le temps de souffler d'un soupir  
Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?  
Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?* ■



Allois enfant de la patrie... Il se pensait conquérant sur un terrain de son choix, du succès de ses livres et de ses activités de conseil. Mais il s'est trouvé un engagement, auprès de jeunes en difficulté. Sans paternalisme. « J'apprends toujours des autres. » Dans « L'équilibre est un courage » (éd. Fayard), il tresse sa plume dans l'esprit de l'épique : la France, il y croit. Contre la zizanie et le récrimination. Pierre de Villiers nous propose sa stratégie.

**LANCIEN CHEF D'ÉTAT MAJOR DES ARMÉES EST DEVENU POPULAIRE GRÂCE À SON RÊVE D'UNE FRANCE SOUDEE**

**AUX MUREAUX,  
LE FOOT EFFACE LES DIVISIONS**  
Avec (et/ou) de Jean-Vincent  
Fallo et Christophe. Dans le quartier de la  
Vigne-Bleue de Nanterre.

Pierre de Villiers  
**LE GÉNÉRAL  
CHANGE  
DE TERRAIN**

Photo **Alvaro Canovas**  
Portrait **Emilie Lanes**



ciao  
pernaut

# HOMMAGE À JEAN-PIERRE PERNAUT

Difficile de laisser Jean-Pierre Pernaut (alias «*JPP d'amour*» pour Gilles Bouleau) quitter son journal télévisé sans adresser un hommage mérité à ce personnage qui fut, durant les 32 années d'animation de la grand-messe de TF1, une cible toujours généreusement offerte à la critique des médias.

**T**out au long de sa carrière rectiligne, il fut l'objet d'une douzaine d'articles, à peu près un par an, entre 2002 et 2014. En les parcourant avec nostalgie à l'occasion de son départ, on relève un certain nombre des caractéristiques du «*style Pernaut*», qui expliquent en partie sa longévité. Peut-être, dans les temps futurs, regardera-t-on les JT de JPP comme un vestige d'une époque révolue, d'un artisanat de l'information télévisée, avec petites fiches et informations franchouillardes, ton patelin et sourire attendri. Un peu comme Pernaut lui-même évoque un monde disparaissant.

## À PROPOS D'UNE CLOCHE

Le JT de JPP est né bien avant Acrimed (1996), en 1988, au lendemain de la privatisation de TF1. Nouveau propriétaire, le bétonneur Francis Bouygues écarte Yves Mourousi et Marie-Laure Augry, qui présentaient en binôme le «*13 heures*» et dont l'indépendance et l'hostilité à la privatisation de la chaîne étaient notoires. Il choisit Jean-Pierre Pernaut pour leur succéder. Ce dernier justifie ce choix en des termes à peine flatteurs (*Le Parisien*, 25 sept. 2020): *[...] Francis Bouygues, qui a eu l'intelligence, en rachetant TF1, d'expliquer qu'il n'y avait pas de grande chaîne de télévision dans le monde sans information forte. Que pour avoir une info forte, il*

*fallait qu'elle soit crédible. Et que pour qu'elle soit crédible, il fallait qu'elle soit indépendante. Il a décidé de mettre une sorte de cloche à fromage sur l'info de TF1 pour la protéger de toute pression extérieure. En trente-trois ans, je n'ai jamais eu une intervention politique ou économique. C'est une liberté inouïe, grâce à Francis Bouygues, puis à son fils Martin Bouygues. J'ai fait mon métier en totale liberté.*

Merci patron! On ne s'attardera pas trop sur la nature de cette «*cloche à fromage*», mais on ne niera pas que l'info de TF1, du moins son JT de 13h, est bien sous cloche depuis 32 ans, c'est-à-dire sous le contrôle de Jean-Pierre Pernaut, «*en toute liberté*». La liberté chez Bouygues, d'autres en ont fait une expérience plus amère<sup>1</sup>; gageons que l'exercice par JPP de cette «*liberté inouïe*» n'a pas dû trop effaroucher sa hiérarchie.

## «LA FRANCE DES SABOTS ET DES FORGERONS»

C'est ainsi qu'en début 2018, la journaliste Mémona Hinterman, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), avait qualifié le JT de JPP<sup>2</sup>. Ce dernier l'avait très mal pris et de façon assez peu diplomatique en tweetant: «*Concernant le JT de 13h, qui peut dire ou écrire des conneries pareilles?*» Et pourtant, le culte des métiers résiduels de l'ère préindus-

1. Yves Mourousi et Michel Polac, pour ne citer qu'eux.

2. La phrase exacte est la suivante: «*Cette télé est ultra-déformante. On critique beaucoup le journal de Pernaut. Bien sûr, c'est un peu la France des sabots et des forgerons, mais il faut aussi qu'elle soit vue.*»

truelle est bien une partie de la marque de fabrique<sup>3</sup> du JT de la mi-journée de TF1.

Si l'on y ajoute d'autres marronniers, comme les recettes de soupes régionales, le charme des marchés de province, la haine de l'administration aveugle, les faits divers et l'insécurité, l'argent, le paysage dessiné par ce JT évoque une version folklorisée de la France des campagnes et des villages où la « tradition », le « vrai » et l'« authentique » résistent à l'urbanisation et à la modernité. Nous n'avons évidemment rien contre les métiers d'antan, les marchés de province ou les traditions locales. Ce que nous critiquons, c'est leur mise en scène au service d'une vision du monde construite inlassablement par un journal télévisé conçu comme une image d'Épinal de la France éternelle. Et qui lui valut d'être régulièrement qualifié de conservateur, réactionnaire, poujadiste, voire pétainiste par de nombreux observateurs. Sans doute un peu de tout cela.

### LA FRANCE DU MARKETING TÉLÉVISUEL

Dans le livre qu'ils ont consacré à JPP en 2006, *La bonne soupe, comment le « 13heures » de TF1 contamine l'info*<sup>4</sup>, Isabelle Roberts et Raphaël Garrigos rapportent comment « TF1 inventa Jean-Pierre Pernaut ». Ils exposent que l'équipe Bouygues a commandé diverses études marketing qui ont permis de définir quelle devait être la cible du JT de 13 heures, soit, pour l'essentiel, « des provinciaux qui rentrent chez eux pour déjeuner », et de quoi il convenait de leur parler, eh bien, « de leur région ».

Et qui pour ce faire ? Jean-Claude Paris, qui dirige alors l'information de TF1 pense à quelqu'un : Jean-Pierre Pernaut. Entre autres qualités (rapidité, organisation, sens du reportage), il note que « Pernaut est comme Poivre, ce sont des présentateurs très présents, mais qui savent très bien passer les plats. » On peut donc dire que JPP, qui personnifie ce JT depuis 32 ans, n'est pas pour grand-chose dans sa conception, qu'il est un élément parmi d'autres du projet marketing de la chaîne. D'où l'observation de Michel Le Guenic, qui s'est penché sur cette question<sup>5</sup> : « La seule idéologie qu'on peut trouver, c'est celle du marché. L'image des régions est construite en fonction du public qui regarde le journal. Un public de retraités provinciaux. Ils veulent de la nostalgie, on leur en donne. Ils veulent des traditions, on leur en donne. Ils veulent du positif : on leur en donne aussi. » (*Le Télégramme*, 21 févr. 2004).

**“Ce sont des présentateurs très présents, mais qui savent très bien passer les plats.”**

Jean-Claude Paris

3. Dans la foulée, JPP produira même deux gros tomes sur la question : *Les magnifiques métiers de l'artisanat* (Michel Lafon, 2004 et 2005).

4. Voir p.44.

5. Auteur d'un ouvrage intitulé « Nos régions selon Jean-Pierre Pernaut, pétainisme ou pittoresque ? » (France Europe Éditions, 2004).

### LIBAN : SAMIR KASSIR, ASSASSINÉ, AU CŒUR D'UN DOCU AL JAZEERA

Al Jazeera a récemment consacré sa case documentaire (*Al Jazeera World*, 18 nov.) à l'assassinat de Samir Kassir dans un attentat à la voiture piégée le 2 juin 2005, aujourd'hui encore non élucidé en dépit d'années d'enquêtes, notamment menées par un tribunal international chapeauté par l'Onu. Intitulé « Samir Kassir : meurtre d'un journaliste », le documentaire revient sur l'engagement de ce militant proche des communistes en faveur de la défense de la souveraineté du Liban et la fin de la tutelle syrienne (présence militaire dans le pays depuis 1975, intervention sur la politique du pays via le Hezbollah – le « parti de Dieu »). Le reportage rappelle notamment les prises de positions du journaliste dans *An Nahar* (« Le Jour », premier quotidien arabophone) suite à la « Révolution du Cèdre » en 2005 (puissant mouvement de contestation, dont l'étincelle fut un autre assassinat : celui du Premier ministre d'alors, Rafiq Hariri). Au moment de commémorer sa mort le 3 juin dernier, *L'Orient-le Jour* (principal quotidien francophone) soulignait le poids de son héritage politique dans le mouvement de contestation débuté le 17 octobre à la suite, notamment, de la double explosion dans le port de Beyrouth (4 août).

### MEXIQUE : LE PAYS LE PLUS DANGEREUX DU MONDE POUR LES JOURNALISTES

Un long article du *Guardian* (6 déc.), fruit d'une collaboration réunissant 25 médias internationaux dénommée The Cartel Project (coordonné par *ForbiddenStories.org*, « histoires interdites »), revient sur l'histoire de Regina Martínez, journaliste mexicaine pour le magazine d'investigation *Proceso* assassinée le 28 avril 2012. La tâche fut double : d'une part, prolonger ses enquêtes, qui, dans la lignée de son travail dans l'état du Veracruz sur la « narco-politique » (collusions entre les autorités locales et fédérales, et les cartels de la drogue), portaient au moment de sa mort sur les disparitions forcées. D'autre part, enquêter sur son assassinat, et mettre à jour les mensonges, les manipulations des administrations locales, forces de police et autorités judiciaires

► dans la « version officielle », qualifiée de « *délibérément bâclée* » : selon cette dernière, Regina Martínez aurait été la simple victime d'un cambriolage... En plus des attaques « *incessantes* » dont il a lui-même fait l'objet, le consortium alerte sur un climat de terreur contre les journalistes. Depuis 2000, le Comité pour la protection des journalistes dénombre au moins 119 professionnels assassinés au Mexique, plus de 90 % de ces meurtres restant à ce jour... sans coupable.

## DARIUS ROCHEBIN : ENFANT CHÉRI DE LA RTS, DÉBOULONNÉ PAR LE TEMPS

Le transfert de Darius Rochebin, homme-tronc de la RTS (Radio Télévision Suisse, francophone publique) pendant plus de vingt ans, était passé assez inaperçu de ce côté-ci des Alpes. Il faut dire que sa case éponyme (« Le 20H de Darius Rochebin »), obtenue à la rentrée sur LCI, brillait par la médiocrité de ses audiences – et ce en dépit d'une interview remarquée (et remarquable de complaisance) sur France Inter dans « l'Instant M ». Son départ a vraisemblablement encouragé les journalistes suisses à témoigner à son sujet. *Le Temps* (quotidien francophone, 31 oct.-1<sup>er</sup> nov.) publie une enquête basée sur plus de 30 témoignages de victimes faisant état d'agressions sexuelles, de « *conversations banales qui dérapent subitement sur le terrain sexuel ou intime* » et de phénomènes de manipulation opérés via de « *fausses identités sur les réseaux sociaux* ». Portant sur deux autres cadres, l'enquête pointe les ressorts d'une omerta, ou « *comment un département de la RTS a laissé pendant des années s'installer une culture du silence* ». Depuis, Darius Rochebin, qui dément en bloc les accusations via son avocat, s'est retiré de l'antenne de LCI, avant de porter plainte en diffamation contre *Le Temps* (*Le Monde*, 8 nov.). Interrogé par *Le Parisien* (12 déc.) sur un potentiel retour à l'antenne, le patron de l'info de TF1 Thierry Thuillier dit « *souhaite[r] encore prendre du temps pour y voir clair, d'autant qu'à ce stade, [Darius Rochebin] ne fait l'objet d'aucune plainte.* » En Suisse, ses anciens patrons se sont vu convoquer devant la commission « Transports et Télécommunications » du Conseil National, la chambre basse du parlement confédéral à Berne (*Le Point*, 14 nov.). ■

“Voilà, plus de places pour les sans-abri, mais en même temps les centres pour migrants continuent à ouvrir partout en France.”

JPP

Jean-Pierre Pernaut a appliqué cette approche marketing tout en apportant sa touche, avec une grande efficacité puisqu'il est resté en tête des JT de la mi-journée tout au long de sa longue carrière. Notons tout de même que le projet initial du JT de 13h contenait également une composante éditoriale plus ambitieuse, avec notamment la fondation par Christian Dauriac<sup>6</sup> (faussement attribuée, en général, à JPP) du réseau de correspondants régionaux en liaison avec la PQR: une agence d'images (12 bureaux en fin 1987, 19 en 2020) qui devait permettre de fournir une information non-institutionnelle et réactive (selon son créateur), désenclaver l'information de la capitale et donner la parole à celles et ceux qui ne l'avaient pas, au lieu de la confier au personnel politique et aux notables locaux; faire une télévision plus proche des citoyens, généralement négligés, de la province. Mais qui a fini par servir à fournir les ingrédients régionaux de la « bonne soupe ». « L'audience », paraît-il, était là.

## DÉPOLITISATION À OULTRANCE

C'est donc en interprète zélé de la stratégie axée sur la vie régionale qu'a officié le présentateur préféré de la France rurale. Une polarisation éditoriale qui implique de sérieux angles morts.

Pour commencer, JPP fait l'impasse totale sur l'information internationale, sauf évidemment, évidemment majeur, incontournable (Tsunami, Twin towers). Là-dessus, il a une théorie: « *Si j'ai envie d'avoir des nouvelles sur Israël, je me branche sur une chaîne israélienne. Si je veux des infos pointues sur les élections américaines, je me branche sur CNN. Et si les Japonais et les Américains veulent avoir des informations sur les vendanges, ils viennent voir le journal de TF1* » (cité par Michel Le Guénic). Et si on veut des informations sur le Japon, on se branche sur 日本放送協会<sup>7</sup>. Une telle vision journalistique laisse pantois.

Quant à l'information politique nationale, si elle n'est pas expédiée en début de journal en quelques secondes sur un ton maussade, elle n'est envisagée en général que sous l'aspect de ses conséquences régionales consignées en « reportages » sous forme de micro-trottoirs, dont sont la plupart du temps exclus les représentants politiques, même locaux. Plus largement, comme nous disions dans un article analysant les sujets du JT de JPP<sup>8</sup>, « *cette "politique de*

6. Évoquée par Isabelle Roberts et Raphaël Garrigos dans leur ouvrage.

7. NHK en japonais, le service public audiovisuel japonais. Selon la théorie de Pernaut, mieux vaut parler japonais pour avoir des nouvelles sur le Japon!

8. Lire, sur le site d'Acrimed, « La tambouille de Jean-Pierre Pernaut sur TF1 (20 et 21 mars 2006) », mars 2006.

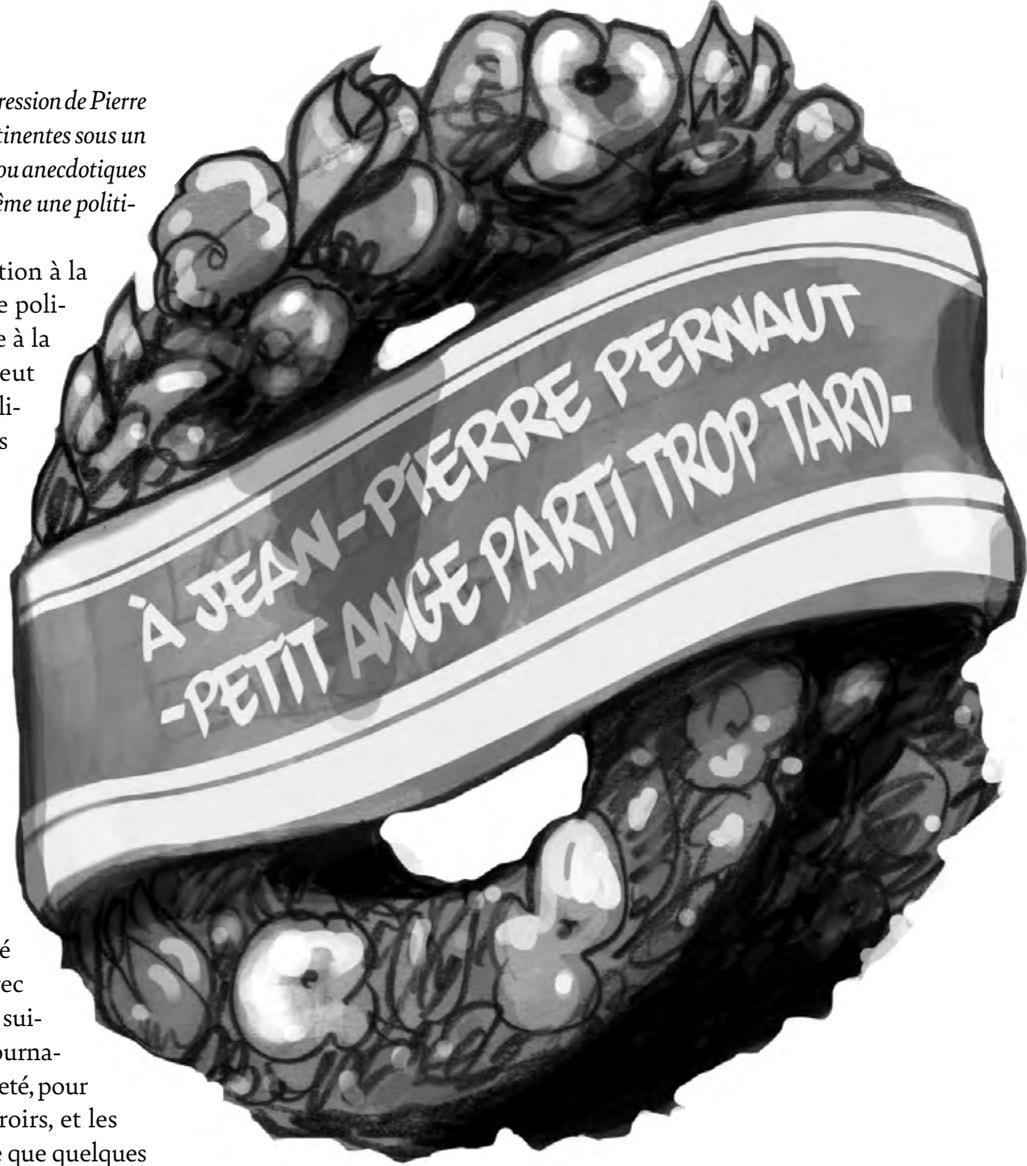
9. Lire, sur le site d'Acrimed, « Journalisme politique? Le questionnaire de Jean-Pierre Pernaut aux candidats », avril 2007.

la dépolitisation” – pour reprendre une expression de Pierre Bourdieu –, qui noie les informations pertinentes sous un amoncellement de reportages secondaires ou anecdotiques et de “sujets de proximité”, est par elle-même une politisation droitnière de l’information.»

La dépolitisation de l’information à la sauce JPP ne se limite pas à noyer le politique dans le régional, elle s’applique à la politique elle-même. Lorsqu’il ne peut pas faire autrement que parler de politique, il la dépolitise. Ce fut le cas lors de l’élection présidentielle de 2007<sup>9</sup>. Les questions qu’il pose aux différents candidats et candidates sont censées éclairer les électeurs sur leur personnalité profonde, leurs racines, leurs goûts culinaires, leurs chanteurs préférés, leurs loisirs... tout sauf leur projet politique. Avec, entre autres, cette phrase conclusive d’un entretien avec Dominique Voynet, qui mériterait à elle seule, tout un article: «*Donc, en dépit de la politique, vous restez une femme normale*». En d’autres termes: l’intérêt pour la politique ne fait pas partie de la normalité des «*femmes normales*»! Rebelote avec les élections européennes de 2014<sup>10</sup>, suivies sur le JT de JPP par un de nos journalistes: même mépris, frisant la grossièreté, pour ces élections si éloignées de nos terroirs, et les petits candidats auxquels il n’accorde que quelques secondes d’expression.

### AU CHEVET DES «USAGERS VICTIMES»: LE MICRO-TROTTOIR TOUT PUISSANT

Le JT de Jean-Pierre Pernaut a un côté kafkaïen. Comme le soulignent Isabelle Roberts et Raphaël Garrigos: «*Comme jamais les journalistes de Pernaut n’interviewent d’officiels, de directeurs de maisons de retraite, d’hôpitaux ou de préfets, seule la parole des usagers, autant dire des victimes, est recueillie.*» Si bien que le téléspectateur n’a aucun moyen de connaître les raisons officielles de la fermeture de telle maison de retraite, hôpital, bureau de poste, etc. Seule est recueillie, en micro-trottoir, la parole des usagers, évidemment déçus, qui n’en savent pas davantage. Ce qui donne à penser que c’est la main invisible d’une administration arbitraire (et non pas, par exemple, une exigence de rentabilité des services publics portée par une direction d’entreprise) qui est la seule cause des



malheurs de la population. C’est là, évidemment, un autre (puissant) versant de la dépolitisation.

Même positionnement lors des mouvements sociaux, où ce sont les grévistes qui tiennent le rôle de responsable arbitraire des malheurs des usagers. Le JT de 13 heures promène son micro toujours du côté des usagers des transports «pris en otages», lycéens «privés de bac», etc. Et, parallèlement, oublie systématiquement les revendications des manifestants. Les exemples ne manquent pas, depuis les grèves des cheminots de 2003<sup>11</sup>, lors du mouvement contre le CPE en 2005-2006, ou encore de la journée de grève nationale du 29 janvier 2009<sup>12</sup>. Il est bien évident que si l’on ne mentionne pas les revendications ni leurs raisons, les grèves semblent ne jamais exister, et les grévistes n’agir que pour nuire à l’usager «innocent».

En tout état de cause, comme nous le disions à propos du traitement d’une grève à EDF en 2009<sup>13</sup>, «*parmi les traditions françaises, toujours très chères à*

10. Lire, sur le site d’Acrimed, «Élections européennes: le calvaire de Jean-Pierre Pernaut», mai 2014.

11. Lire, sur le site d’Acrimed, «10 juin 2003, 13 heures: le Journal de TF1 pris en otage par les usagers», 16 juin 2003.

12. Lire, sur le site d’Acrimed, «La journée du 29 janvier (3): Et, bien sûr, Jean-Pierre Pernaut...», février 2009.

13. Lire sur le site d’Acrimed, «Des journaux télévisés face aux «violences» des salariés», mai 2009.

---

## Parmi les traditions françaises, celle de la révolte ne semble pas être celle que JPP affectionne le plus.

---

Pernaut, celle de la révolte ne semble pas être celle qu'il affectionne le plus...» !

En témoigne, entre autres, son attaque contre les grévistes de la SNCF, au cours du JT du 8 mars

2016, où il déclarait que les cheminots avaient « 60 jours de congés par an », et « un salaire de 2409 euros brut par mois ». Ce qui lui valut une pétition signée par 20 000 personnes qui le contraignit à un rectificatif: « Les congés payés des cheminots, et c'est le chiffre à retenir, c'est 28 jours, plus le reste, jours fériés et RTT, comme toutes les autres entreprises. » Un épisode dans la lignée d'une tradition de désinformation chez JPP: cinq ans plus tôt, en 2011, le 13h s'illustrait par

un nouveau bidonnage<sup>14</sup> lors d'un sujet consacré au contrat de responsabilité parentale:

*Le reportage [...] montrait une mère de famille éplorée, qui racontait qu'elle ne savait plus comment s'occuper de son enfant qui n'allait plus à l'école. Le tout ponctuant un vibrant hommage à Éric Ciotti. Problème, la mère en question est en fait célibataire et sans enfant, mais surtout c'est l'attachée presse du Conseil Général des Alpes-Maritimes [Éric Ciotti]<sup>15</sup>.*

À l'époque, JPP battait sa coulpe en direct le lendemain: « Nous sommes sincèrement désolés de ce manquement inadmissible au sérieux, à l'éthique et à la déontologie de l'information. C'est la première fois dans l'histoire de nos journaux. » Ce n'était pourtant pas la première... ni malheureusement la dernière!

### ZEMMOUR SUCESSEUR DE PERNAUT?

Divers commentateurs ont salué, dans les grands médias, le départ de JPP du 13 heures. La plupart élogieux, de la part de confrères attendris (Gilles Bouleau: « Mon JPP d'amour ») ou de politiques quelque peu droitiers (Éric Ciotti: « Merci Jean-Pierre Pernaut, 32 ans de passion de l'information », Christian Estrosi: « Cet infatigable défenseur et promoteur des territoires qui font la richesse et l'identité de la France »).

Sans oublier Marine Le Pen:

*Jean-Pierre Pernaut est un peu une exception culturelle dans le journalisme français actuel. Qui, mieux que lui, a donné une visibilité à une certaine France, celle des terroirs, celle qui fait encore rêver le monde? Félicitations et merci à lui!*

Et pour finir, l'admiration sans réserve d'Éric Zemmour (CNews, 16 sept. 2020):

*Pernaut, c'est la France profonde, c'est presque un gilet jaune [...]. C'est pour ça qu'il était méprisé, brocardé, vilipendé, c'est parce que on voyait bien que son journal incarnait une ligne idéologique, et qu'il y en avait qui détestaient cette ligne. Et qu'est-ce que c'est cette ligne? C'est la France qui parle aux Français, c'est la France qui aime la France, c'est la France qui aime les paysages de la France, la France qui aime les traditions, qui aime les mœurs, les couleurs, tout l'esprit français...»*

Daniel Schneidermann, dans une de ses chroniques pour *Libération* (20 sept. 2020), « De Jean-Pierre Pernaut à Éric Zemmour », souligne d'ailleurs la proximité d'inspiration des deux hommes et leur commune idéologie, à la différence près, selon lui, qu'elle est implicite chez JPP et explicite chez Zemmour: *Pourtant, Pernaut et Zemmour ne se confondent pas. Entre les deux icônes tricolores s'ouvre le grand fossé qui sépare l'implicite de l'explicite.* « On voyait bien que son journal incarnait une ligne idéologique, et qu'il y en avait qui détestaient cette ligne », analyse Zemmour. *Toute la définition de Pernaut est dans ce « on voyait bien ». On le « voyait bien », oui, car cette ligne idéologique n'était jamais énoncée, jamais revendiquée, jamais dévoilée.*

Ou presque... Rappelons-nous tout de même cette formidable transition signée JPP entre deux reportages d'un 13h de novembre 2016:

*Voilà, plus de places pour les sans-abri, mais en même temps les centres pour migrants continuent à ouvrir partout en France.*

Ou encore cette consigne divulguée par *Le Canard enchaîné* du 21 février 2019:

*Pour son Jité de TF1 du 12 février, Jean-Pierre Pernaut constate qu'un sujet est consacré au projet de loi rendant obligatoire la présence des drapeaux français et européen, ainsi que du refrain de « La Marseillaise » dans les salles de classe. En passant une tête en salle de visionnage, JPP s'aperçoit que le micro-trottoir réalisé donne notamment la parole à une maman d'élèves portant un foulard [...]. Pernaut arrête tout: « Il n'y aura pas de femmes voilées dans mon journal! » Et de couper court à toute protestation: « C'est mon journal, je fais ce que je veux! »*

Mais il est vrai que JPP ne s'affiche pas, tel un Zemmour, comme un zélateur des idées d'extrême droite. Si Zemmour se réclame de lui, lui ne se réclame pas de Zemmour.

Cela dit, au vu de l'emprise croissante de l'expression de cette extrême droite sur les écrans, on peut augurer qu'avec le départ de Jean-Pierre Pernaut, « le grand fossé qui sépare l'implicite de l'explicite » se réduira probablement encore au bénéfice de l'explicite zemmourien... ■

14. À ce sujet, voir « Pernaut: des excuses faibles et trop rares », *L'Humanité*, 28 juin 2011.

15. Cette mise en scène était censée illustrer l'incapacité éducative de certains parents et justifier ainsi le Contrat d'éducation parentale, promu par... Éric Ciotti, et qui pouvait aller jusqu'à la suspension des allocations familiales de ces parents.

■ **CNews**, 29 septembre: « Ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs, c'est tout ce qu'ils sont. [...] Il faut les renvoyer. » Éric Zemmour, chouchou du patron, n'est pas près d'être renvoyé de CNews... malgré une nouvelle enquête ouverte suite à ces propos, et déjà trois condamnations pénales au compteur pour provocation à la haine.

■ **France 5**, 6 octobre: « Marlène Schiappa à la rencontre des femmes qui réussissent ». Les autres n'ont qu'à faire des efforts!

■ **Franceinfo**, 11 octobre: « Le Pape et le Prince William réunis dans la lutte pour le climat ». Le changement climatique n'a qu'à bien se tenir.

■ **CNews**, 11 octobre: « Sainte Geneviève: une femme d'espérance » titre dans un bandeau blanc l'émission catholique « En quête d'esprit ». Plus bas, un bandeau noir « Séparatisme », et une citation de Brice Hortefeux: « Le problème n'est pas l'islam, qui est une foi, mais l'islamisme qui est une idéologie. » Une chaîne, deux ambiances...

■ **France 5**, 14 octobre: « C'est un féminisme de combat qui pense qu'il n'y a pas de conciliation possible entre les hommes et les femmes: [...] soit la guerre, soit la séparation. Et qu'au fond, les hommes et les femmes sont comme deux tribus de part et d'autre d'un fleuve qui ne peuvent communiquer que par l'intermédiaire de leurs avocats. » Après Greta Thunberg, Pascal Bruckner a trouvé un nouvel objet de détestation: le séparatisme « néo-féministe ».

■ **Compte Twitter de Christophe Barbier**, 21 octobre: « Un rayon hallal ou un rayon casher dans un supermarché, c'est le début du communautarisme. [...] Alors certains rétorquent qu'il y a bien des rayons mexicains ou des rayons bretons, mais ça n'a rien à voir [...]! Quand on voit quelqu'un aller dans le rayon mexicain ou breton, on ne se dit pas "tiens, c'est un Mexicain, tiens c'est un Breton!" Tandis que quand l'on voit quelqu'un aller dans un rayon hallal ou casher, on se dit "tiens, c'est un musulman, c'est un juif." » Par contre, lorsqu'on visionne un édito de Christophe Barbier, peu de chance qu'on se dise: « Tiens, c'est un journaliste ».

■ **Arte**, 21 octobre: « Votre statut de femme, musulmane et noire, vous rend privilégiée, ça vous permet de dire un certain nombre de choses qui, si moi je les avais dites... » On ne peut plus rien dire, à moins d'être femme, musulmane et noire! C'est là le nouveau credo de Pascal Bruckner, rabâché à longueur de plateau lors de sa tournée médiatique.

■ **Ouest-France**, 25 octobre: « Des patrons de plus en plus accessibles » s'enthousiasme le quotidien. Les dizaines de milliers de salariés dont les emplois sont condamnés ou menacés en France peuvent confirmer (Source: Mediapart, à la date du 7 décembre 2020.)

■ **M6**, 8 novembre: « Pour éclaircir les circonstances de l'accident et le déclenchement des émeutes, je suis allé rencontrer le directeur de la sécurité publique du Val d'Oise. » Bernard de la Villardière, journaliste (non militant) aux sources sûres.

■ **Canal +**, 11 novembre: « Les confinés du télétravail »: l'ode de l'émission « L'Info du vrai », animée par Yves Calvi. « Le télétravail rassemble », « les espaces de coworking sont géniaux », « le télétravail améliore la productivité »... Présidé par la vice-présidente du Medef, le chœur des « experts » Canal est bien réglé: aucune fausse note!

■ **BFM-TV**, 24 novembre: « Est-ce qu'il n'y avait pas un piège tendu aux forces de l'ordre? » le limier Olivier Truchot mène l'enquête à propos de l'évacuation violente du campement de migrants par la police, place de la République à Paris. Une « embuscade » d'un genre nouveau, à base de tentes Quechua.

■ **Canal +**, 25 novembre: « Ce virus est très vicelard, il attaque au moment où on ne s'y attend pas ». Ghislaine Ottenheimer (Challenges), à la pointe de l'enquête, souligne la totale absence de fair-play du Covid.

■ **LCI**, 29 novembre: « Est-ce que ce n'est pas une provocation? » On dirait que Guillaume Roquette (Le Figaro) a eu vent de l'enquête d'Olivier Truchot à propos de l'évacuation de la place de la République...

■ **France 5**, 4 décembre: « Il a toujours recherché l'amour du peuple ». Jean-Pierre Elkabbach, pas avare d'hommages à Valéry Giscard d'Estaing. « Dieu sait qu'il allait voir les éboueurs » embraye Michèle Cotta. Les éditocrates: jamais à court de cirage. ■

# CÂLINS POUR BRUNO LE MAIRE

France Inter: la première matinale radio au chevet du ministre.

**D**u journalisme rebelle, comme on l'aime sur le service public. Le 29 septembre 2020, Bruno Le Maire patauge dans la contradiction. Le ministre affirme-t-il que le gouvernement continuera « à protéger les salariés » ? En chœur, Nicolas Demorand et Léa Salamé font silence. Que « la priorité c'est l'emploi [et] des usines qui ouvrent » ? Une relance (complaisante) sur les licenciements<sup>1</sup>, mais pas d'exemple, alors que les plans dits « sociaux » se multiplient<sup>2</sup>. Le ministre lance-t-il que « la réforme des retraites est nécessaire pour garantir aux jeunes générations une retraite, plus juste et plus lisible » ? Le duo ne rebondit pas. Bruno Le Maire, toujours : « Quand nous versons un prêt garanti par l'État, la contrepartie essentielle, c'est de dire à l'entreprise : "Vous ne versez aucun dividende et vous n'avez pas le droit d'avoir une filiale ou un siège dans un paradis fiscal" » ? Ça passe. Le barrage aux éléments de langage est héroïque.

Un combat si rude méritait un atterrissage en douceur... En fin d'entretien, Nicolas Demorand lit l'intervention d'un auditeur – discutable au demeurant – au sujet du coronavirus : « [...] La vie c'est le sport,

les sorties, la culture, tout ce qu'on nous empêche de faire sans une quelconque étude scientifique valable ? » L'animateur lui demande comment il reçoit cette déclaration ; Bruno Le Maire se lance<sup>3</sup> :

*Je reçois [cette déclaration] comme quelqu'un qui a été confiné [pendant] huit jours, qui a été confronté à cette maladie. Ce n'est qu'un témoignage personnel, qui vaut ce que vaut un témoignage*

*personnel, ni plus ni moins que celui d'un autre [...]. Si vous allez dans un hôpital et que vous voyez les personnels soignants, leur dévouement, leur sens humain, et que vous voyez le déchirement que ça peut être pour un chef de service de se dire : « Voilà, j'ai 12 lits de réanimation, mais je suis obligé de dire à quelqu'un qui doit être opéré du cancer que ça ne sera pas demain parce qu'il faut que je garde des lits pour des patients Covid », je pense que ça incitera chacun à faire preuve de*

*plus de sens des responsabilités. Arrêtons avec l'égoïsme ! Ayons juste un peu de cœur, c'est tout ce que je demande, de cœur, et de sens des responsabilités.*

C'en est trop pour Léa Salamé. Furibonde, la journaliste ne laisse pas passer : « Vous ne livrez pas vraiment un témoignage "comme les autres" Bruno Le Maire... Vous êtes ministre, dans un gouvernement aux manettes depuis trois ans, et depuis six mois, aux commandes de

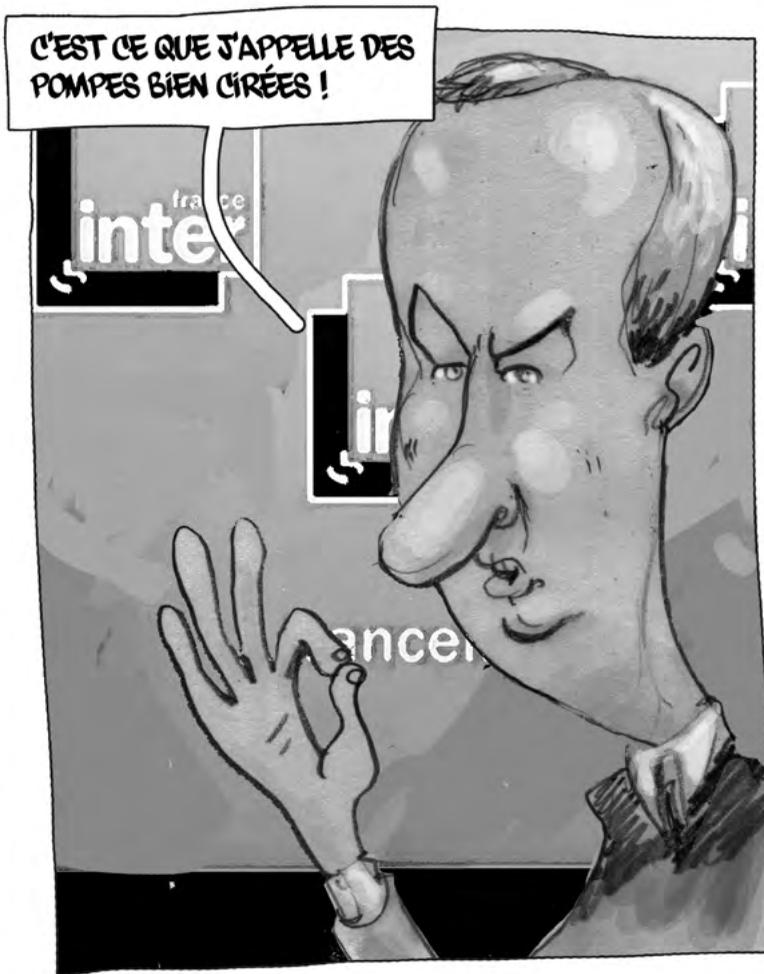
**“Comment vous allez aujourd'hui ? Vous avez encore des séquelles ?”**

Léa Salamé

1. Léa Salamé : « Est-ce que vous ne craignez pas, pour poser la question de manière un peu franche, de faire trop confiance aux entreprises, de leur donner beaucoup d'argent, beaucoup de baisses d'impôts et qu'à la fin, elles licencient quand même ? »

2. À ce sujet, voir « Crise sanitaire, la carte des plans sociaux », Mediapart, 27 sept. 2020.

3. Le verbatim complet est disponible sur le site d'Acrimed.



## LE RAVI TAGLE VAR-MATIN

Le journal satirique publie une enquête qui démêle les liens troubles entre Philippe Courtois et Hubert Falco, respectivement ex-directeur départemental de *Var-Matin* et président de la métropole Toulon-Provence-Méditerranée. « *Philippe Courtois* vient d'établir un nouveau record en démissionnant de son poste fin juillet, pour se retrouver quatre semaines plus tard... embauché au cabinet d'Hubert Falco », ironise le canard marseillais. Selon *Le Ravi*, Philippe Courtois (époque *Var-Matin*) aurait œuvré via des articles anonymes à atténuer la mise en cause de son nouveau patron dans diverses affaires judiciaires. Tout ça sur fond de rachat du groupe Nice-Matin par Xaviel Niel: bingo!

## L'EMPAILLÉ ATTAQUE LE MONOPOLE DE LA DÉPÊCHE

En situation de quasi-monopole en Occitanie, le groupe *La Dépêche*, dirigé par l'ancien ministre Jean-Michel Baylet, doit faire face à une concurrence nouvelle et déterminée! Les journalistes de *L'Empaillé*, jusque-là cantonnés à une publication trimestrielle distribuée en Aveyron et alentour, cherchent à étendre leur diffusion à l'ensemble de la région. Indépendant et ancré sur son territoire, *L'Empaillé* veut offrir une alternative au journalisme de préfecture de *La Dépêche*, dont le « niveau d'investigation [est] proche de zéro ». « *La Dépêche aux ordres, L'Empaillé aux barricades* », promettent les Aveyronnais dans leur campagne de don en ligne, à soutenir via le site HelloAsso.

## LE POING ÉPINGLE UN JOURNALISTE

En 2017 déjà, *Le Poing* (« journal d'informations sur les luttes sociales à Montpellier et aux alentours ») s'intéressait au journaliste Jean-Marc Aubert... Ce dernier publiait des articles à charge contre les jeunes sans-papier et les associations qui leur venaient en aide. Pas lassé de tirer sur les plus faibles, le journaliste du *Métropolitain* (site d'information de la galaxie Actu.fr) vient d'être condamné en justice pour avoir accédé frauduleusement à un système d'informations confidentielles, lequel lui permettait d'être informé en temps réel des interventions de pompiers dans la région. Habile, mais totalement illégal! L'occasion pour *Le Poing* de raviver sa critique des pratiques du bonhomme, qui encore récemment promouvait des actions du groupuscule d'extrême droite Génération identitaire. ■

ce qu'Emmanuel Macron a appelé la "guerre" à la crise sanitaire...»

Avant d'exploser pour de bon contre une telle prise à témoin des personnels soignants: « *Mais quand même... votre gouvernement n'a pas accédé à leurs revendications Bruno Le Maire. Les créations de postes, de lits par exemple, et ils continuent de s'en indigner aujourd'hui, y compris à ce micro, à votre place, pas plus tard que jeudi dernier. Autre chose encore, l'AFP signalait hier que sur la seule année 2019, "3 400 lits ont été supprimés". Et nos valeureux confrères du Monde, en juin, montraient – je lis leur titre! – comment "la doctrine de la fermeture des lits à l'hôpital est venue se fracasser sur l'épidémie". Alors se faire le porte-parole des personnels soignants, franchement Bruno Le Maire, quelle indignité!* » Diantre!... Mais on se réveille. Ce n'était qu'un rêve. Et le couperet tombe... pour de vrai:

Léa Salamé: *Comment vous allez aujourd'hui? Vous avez encore des séquelles?*

Au journalisme, un prompt rétablissement. ■

# QUE GAGNENT LES JOURNALISTES?

## Entre précarisation et salaires faramineux.

1. À propos de ce quiproquo, voir la chronique de Daniel Schneidermann: «Salaires, manips: précisions, précisions...». Arrêt sur images, 17 décembre 2018.

2. «Natacha Polony contre Europe 1: les prud'hommes bottent en touche», *L'Express*, 19 janvier 2018.

3. «Maïtena Biraben réclame 4 millions d'euros à Canal +», *L'Express*, 25 juin 2018.

4. Cette grille indique en réalité les minimas issus de la négociation de branche.

5. À ce sujet, lire «Arnaquer les journalistes pigistes, mode(s) d'emploi», Arrêt sur images, 28 juillet 2019.

6. Lire, sur le site d'Acrimed, «Lire: "Journaliste: auteur ou fournisseur de contenus?"», août 2019.

Lors des mobilisations des gilets jaunes, les journalistes n'ont pas manqué de s'interroger sur la «défiance» exprimée par les manifestants à l'égard des médias. Pour certains, leur profession serait victime d'un mythe, selon lequel les journalistes seraient membres d'une élite parisienne, fortunée, proche du pouvoir. En particulier, la question du salaire des journalistes a pris une dimension importante: dans quelle mesure son montant révèle-t-il une éventuelle déconnexion à l'égard du reste de la population? Dans cet article, nous proposons un ensemble de chiffres qui livrent, en réalité, une situation très contrastée. Il n'en reste pas moins qu'au sein de la profession, les éditocrates et autres présentateurs stars – qui font l'agenda médiatique – bénéficient de rémunérations très supérieures à celles de la grande majorité de la population française – et en particulier des autres journalistes.

Dans une émission d'Arrêt sur images (14 déc. 2018), l'historienne Ludvine Bantigny expliquait la déconnexion des présentateurs stars des chaînes d'information vis-à-vis du mouvement des gilets jaunes par leurs salaires très élevés. «J'ai vérifié les salaires des journalistes, ce sont des gens qui sont payés entre 15 000 et pour certains 50 000, 60 000 euros mensuels» avan-

çait-elle, à la suite de la diffusion d'un extrait d'une émission de Bruce Toussaint.

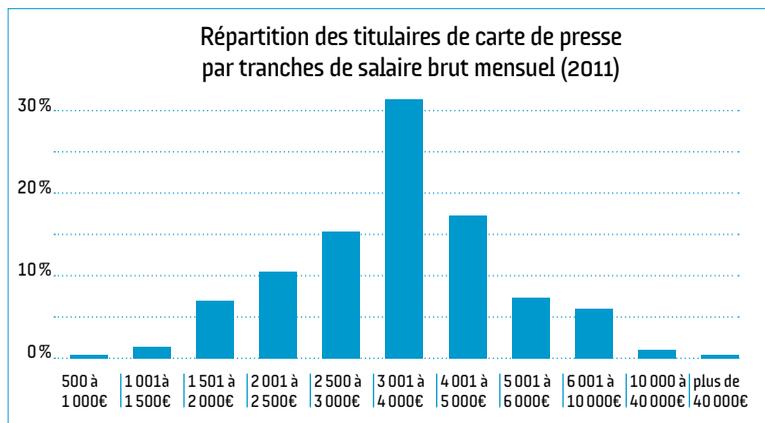
Souvent prise au pied de la lettre – comme si l'historienne évoquait le cas de l'ensemble des journalistes – la citation a suscité de nombreuses réactions dans les médias<sup>4</sup>. Selon *L'Express* (18 déc. 2018), les salaires faramineux des journalistes seraient «un mythe»; un «fantasme» selon *Challenges* (20 déc. 2018); *Le Parisien* (17 déc. 2018) y va également de son article de «fact-checking».

Autant de mises en perspective qui ont au moins l'intérêt de rappeler la grande hétérogénéité des situations parmi les journalistes. Ainsi, comme le rappelle l'article de *L'Express*, les titulaires d'une carte de presse ne disposent pas tous de revenus comparables à ceux de Natacha Polony, qui touchait 27 400 euros mensuels (l'article ne précise pas s'il s'agit du montant net ou brut<sup>5</sup>) pour sa revue de presse sur Europe 1 jusqu'en 2017, ou de Maïtena Biraben (55 944 euros brut par mois<sup>6</sup> comme présentatrice du «Grand journal», avant son licenciement en 2016).

Selon les chiffres de l'Observatoire des métiers de la presse, le salaire médian des journalistes en CDI est, en 2017, de 3 591 euros brut par mois (plus de 2 700€ net), celui des pigistes et des CDD de

2 000 euros environ (soit plus de 1 500€ net). À cela s'ajoute un abattement fiscal de 7 650 euros sur leurs revenus imposables. Pour rappel, selon l'Insee le salaire médian mensuel net s'élevait à 1 789€ en 2016 en France dans le secteur privé (soit un peu plus de 2 300€ brut).

*Challenges* reprend quant à lui les chiffres de 2011, avancés par Éric Marquis (membre de la Commission de la carte de 1994 à 2018), pour étudier la répartition des salaires des détenteurs de la carte de presse embauchés en CDI. Nous les avons représentés sous forme de graphique :



Enfin, *Le Parisien* apporte également d'autres éléments en évoquant la grille de salaires établie par le Syndicat national des journalistes (SNJ)<sup>4</sup>. En 2017, dans la presse quotidienne nationale, les salaires varient entre 2 162 euros brut à la sortie d'une école de journaliste (près de 1 600€ net) à 5 430 euros pour un rédacteur en chef (près de 4 200€ net). Pour la presse quotidienne régionale, les salaires sont légèrement inférieurs, de 1 833 à 5 138 euros brut.

Dans *Challenges*, le sociologue Jean-Marie Charon note « un phénomène de précarisation de la profession, mais qui n'est pas très nouveau », avec notamment le nombre croissant de pigistes dans les statistiques de la commission de la carte. Pigistes qui sont confrontés à des difficultés croissantes<sup>5</sup> et rémunérés à des tarifs bas et qui n'ont pas été revalorisés depuis parfois quinze ou vingt ans (comme le souligne le dernier rapport de la Scam<sup>6</sup>). Et qui sont fortement pénalisés par la réforme de l'assurance chômage.<sup>7</sup>

Le rapport de la Scam revient par ailleurs de manière détaillée sur le « grand écart » des rémunérations parmi les journalistes. Une enquête réalisée auprès de 4 000 journalistes pointe notamment les inégalités importantes entre permanents et pigistes, mais également parmi les permanents (avec des salaires nets mensuels allant de 1 150 à 10 000 euros).

Les inégalités se distribuent selon les types de médias (télévision, presse écrite, radio ou web), l'âge (les plus jeunes étant embauchés à des salaires moindres), mais également le genre (les femmes étant moins bien payées, moins souvent embauchées en CDI ou à des postes d'encadrement).

## DES « JOURNALISTES STARS » AUX SALAIRES FARAMINEUX

Ces considérations importantes sur les fortes inégalités qui traversent le milieu – et la précarisation qui touche la profession – ne remettent nullement en question le fond du problème posé par Ludivine Bantigny. Car si la plupart des journalistes sont loin de rouler sur l'or, ce sont les rédacteurs en chef et autres animateurs ou journalistes stars – aux salaires parfois faramineux – qui sont en position de fixer les orientations éditoriales. Et dont la déconnexion avec la réalité de la plupart des salariés (y compris des « simples journalistes ») pose question. Outre les cas de Maïtena Biraben et de Natacha Polony, les exemples ne manquent pas.

Ainsi Mediapart évoque-t-il, dans une enquête publiée en avril 2019<sup>8</sup>, les contradictions de la politique salariale d'Europe 1 : d'un côté, des réductions budgétaires pour les salariés et pigistes ; et de l'autre, des contrats aux montants mirobolants pour ses animateurs (avec des salaires moyens de 15 513 euros en 2015) et les « têtes d'affiche » telles que Nicolas Canteloup (qui bénéficie d'un contrat prévoyant une enveloppe « d'un montant mensuel forfaitaire et définitif de 150 755 euros HT »<sup>9</sup>) :

*Il est vrai qu'Arnaud Lagardère peut se montrer généreux et que sa radio n'a jamais prétendu mettre au régime sec ses intervenants les plus prestigieux. Dans les fiches de salaire que nous avons pu consulter, on trouve d'anciennes gloires du petit écran payées 3 000 euros la chronique, des matinaliers flirtant avec les 30 000 euros de salaire.*

*Cyril Hanouna aussi a eu la promesse de voir son très confortable salaire augmenter régulièrement. S'il n'avait pas quitté la station après des scores d'audience décevants, sa société H2O aurait dû recevoir 750 000 euros pour la saison 2016-2017, 800 000 euros l'année suivante.*

Le *Dauphiné libéré* a également publié une enquête en avril 2018<sup>10</sup> sur les salaires des journalistes. Le quotidien régional évoque notamment des ordres de grandeur pour les salaires des présentateurs de TF1 (Gilles Bouleau, Anne-Claire Coudray et Jean-Pierre Pernaut), estimés entre 30 000 et 45 000 euros par mois<sup>11</sup>, de Ruth Elkrief sur BFM-TV (10 000 euros par mois) ainsi que pour le service public : 15 000 euros net par mois pour Laurent

7. Certaines dispositions sont en application depuis novembre 2019 et d'autres rentreront progressivement en vigueur d'ici à janvier 2021.

8. « A Europe 1, la crise, la précarité... et des salaires en or », Mediapart, 11 avril 2019.

9. Selon les propos de l'agent de l'animateur, rapportés par Mediapart, cette enveloppe « permet de rémunérer deux ou trois coauteurs des sketches », mais l'agent « n'apporte aucun élément, nom ou montant qui permettrait de vérifier ou de préciser ses dires. »

10. « Les salaires – indécents ? – des animateurs du petit écran », *Le Dauphiné libéré*, 17 avril 2018.

11. Sauf indication contraire, le montant indiqué dans la suite est le salaire net.

	Salaire brut annuel*	Salaire net mensuel moyen (estimation)
Groupe TF1	77 715€	4 592€
France Télévisions	71 100€	4 211€
Groupe M6 (chiffres 2013)	69 800€	4 134€
Radio France	64 000€	3 791€
Lagardère (Europe 1, Paris Match...)	63 744€	3 775€
NextRadioTV (BFM, RMC)	63 623€	3 768€

\* Salaires 2014 des permanents sur 13 mois hors cotisations patronales.

Delahousse (France 2) et 6 000 euros net par mois pour les présentatrices et présentateurs de France 3. Les matinales radio ne sont pas en reste: le prédécesseur de Patrick Cohen au «7-9» d'Europe 1, Thomas Sotto, touchait un salaire de 37 938 euros net par mois selon le *Canard enchaîné* (7 juin 2017). Des ordres de grandeur qui demeurent inférieurs au salaire de Claire Chazal, présentatrice de TF1 sur le départ, révélé par *Challenges* en 2015: près de 120 000 euros brut par mois.

Une enquête de BFM-Business<sup>12</sup> évoquait déjà les salaires des journalistes en CDI au sein des groupes audiovisuels français pour l'année 2014 (voir tableau ci-dessus).

À noter que ces moyennes de salaires sont des indicateurs qui peuvent être trompeurs, car très sensibles aux importantes inégalités de salaires. En l'occurrence, les salaires considérables des «journalistes stars», dont les ordres de grandeurs ont été évoqués précédemment, contribuent à tirer vers le haut ces moyennes.

Il n'empêche que le niveau de ces moyennes place les journalistes permanents dans les groupes d'audiovisuel parmi les salariés les mieux lotis de la population française. Selon les données 2016 de l'Observatoire des inégalités, la moyenne de ces salaires correspond aux 10% des salariés les mieux payés en France. Le pourcentage des salariés français touchant un salaire mensuel net au moins aussi élevé que les moyennes indiquées varie de 9% (pour ce qui est du montant le plus «faible», celui de NextRadioTV) à 6% (pour ce qui est de TF1).

Pour compléter ces informations, nous proposons, sur la base d'éléments fournis par différentes sources, plusieurs fourchettes de salaires pour l'année 2016 qui recoupent les informations déjà rendues publiques (voir tableau ci-dessous).

Ainsi, au sein même du groupe privilégié des présentateurs ou animateurs «en vue» sur les chaînes de TV et radio, les différences de salaires restent importantes. Et si François Gapihan (BFM-TV) peut se prévaloir publiquement d'un salaire très confortable mais pas extravagant (3 600€ net par mois), il est loin des montants touchés par les «stars» de sa propre chaîne, des présentateurs des JT de France 2 et TF1 ou des animateurs matinaliers des stations de radio privées. Ces derniers s'inscrivent tous largement, selon les chiffres de l'Observatoire des inégalités, dans les 1% des salariés les mieux rémunérés.

Un autre cas de figure intéressant à étudier est celui des éditocrates multiscartes qui multiplient les sources de revenus en se déployant sur différents médias: presse, radio, télévision. Les cas sont nombreux, si l'on se réfère encore une fois à l'année 2016: ainsi Christophe Barbier était directeur de rédaction de *L'Express* (jusqu'en octobre 2016) et chroniqueur pour BFM-TV, il était rémunéré par le groupe Altice Média (devenu SFR Presse en juillet 2016); Franz-Olivier Giesbert était rémunéré par *Le Point* et RTL

	Estimation salaire annuel brut versé par l'employeur	Estimation salaire net mensuel sur 13 mois
Présentateurs TF1 (13h, 20h, Weekend)	400 000 à 800 000 €	23 700 à 47 400€
Présentateurs France 2 (20h, Weekend)	200 000 à 250 000€	11 900 à 14 800€
Présentateurs matinales radio privées (RTL, RMC, Europe 1)	520 000 à 600 000€	30 800 à 35 539€
Présentateurs matinales radios publiques (France Inter, France Culture, France Info)	80 000 à 140 000€	4 738 à 8 292€
Présentateurs chaînes d'information en continu (LCI, BFM-TV*)	60 000 à 200 000€	3 600 à 11 900€

\*Montant difficilement estimable pour L-télé du fait de la grève et de ses suites

# Les animateurs-producteurs de la télévision

Les animateurs-producteurs de la télévision ne sont généralement pas journalistes. Mais leur cas n'en reste pas moins intéressant. Dans un article du *Dauphiné libéré* précédemment cité, le quotidien s'intéresse aux salaires des animateurs de télévision. Cette enquête fait suite à la publication d'une interview de **Thierry Ardisson** dans le *JDD* (14 avr. 2018) où il affirmait gagner entre 15 000 et 20 000 euros par mois. Elle reprend en grande partie les éléments d'un dossier publié par le magazine *Capital* en mars 2017. L'article du *Dauphiné* évoque notamment le cas de

**Cyril Hanouna**, dont la société (H2O) affichait un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros pour la saison 2016-2017, sur la base d'un contrat de 250 millions d'euros sur cinq ans signé avec Vincent Bolloré et le groupe Canal+. Le cas de **Nagui** est également cité: «France Télévisions commanderait pour 30 à 32 millions d'euros d'émissions à la société qu'il a créée, Aic Productions ("Tout le monde veut prendre sa place", "Taratata", "N'oubliez pas les paroles"...). Pour les présenter, il toucherait un total de cachets estimé entre 750 000 et un

million d'euros. Il percevrait par ailleurs entre 120 000 et 150 000 euros de salaire annuel pour animer quotidiennement "La Bande originale" sur France Inter. Mais c'est en tant qu'actionnaire que l'animateur gagnerait énormément d'argent: ses parts (5,3%) dans la société Banijay, qui lui a racheté Aic Productions en octobre 2008 mais où il reste décisionnaire, pèseraient 20 millions d'euros aujourd'hui.» Ainsi que les cas de **Yann Barthès**, **Arthur** et **Michel Drucker**: «Le troisième animateur-producteur qui

transforme ce qu'il touche en or? Le Savoyard **Yann Barthès**, co-actionnaire majoritaire de **Bangumi** ("Quotidien" sur TMC, "Stupéfiant" sur France 2), qui aurait engrangé 27 millions d'euros de chiffre d'affaires sur l'exercice 2016-2017. **Arthur** arriverait quatrième avec 14 millions d'euros de chiffre d'affaires pour sa société **Satisfaction** ("Vendredi tout est permis"), devant **Michel Drucker** et ses 9 millions d'euros avec **Production DMD** ("Vivement dimanche").» ■

(«Les grosses têtes»); **Hervé Gattegno** par le *JDD*, *RMC* et *BFM-TV* où il donnait son «parti-pris»; **Nicolas Domenach** était chroniqueur à *Challenges*, «La nouvelle édition» (Canal +) et débattait avec **Éric Zemmour** tous les matins sur *RTL* à partir du mois d'août; **Thomas Legrand** intervenait comme éditorialiste politique dans la matinale de *France Inter* et chroniqueur dans «28 minutes»; **Dominique Seux** était également éditorialiste dans la matinale de la radio publique, et directeur des *Échos*; **Nicolas Beytout** était rémunéré par *L'Opinion* dont il est le fondateur et par *France Inter*, où il donnait son éditorial le samedi matin; **Jean-Michel Apathie** cumulait les revenus de ses activités sur *Europe 1*, sur *France Info* et dans «C l'hebdo» (*France 5*). Enfin **Yves Calvi** intervenait sur *RTL* (animateur de la matinale), sur *LCI* et dans «C dans l'air» (*France 5*). Là encore, au sein même de cet échantillon du petit groupe privilégié des éditocrates multicartes, les écarts de revenus cumulés sont importants puisqu'ils varient de 100 000 euros brut annuel à près d'un million d'euros<sup>13</sup>. Tous figurent (au moins) dans les 2% des salariés français les mieux rémunérés.

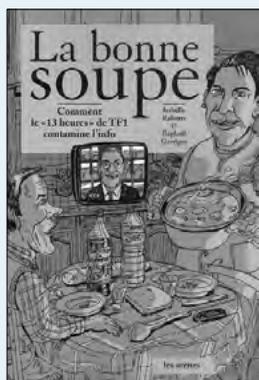
\*\*\*

Que gagnent les journalistes? Le rapide panorama que nous avons tenté de dresser fait état d'une situation très inégale au sein de la profession. Non,

tous les journalistes ne roulent pas sur l'or – et certains s'emploient à faire un travail exigeant dans des conditions de précarité accrue, en particulier parmi les pigistes de plus en plus nombreux. Les journalistes en CDI bénéficient en majorité de bons salaires (avec un salaire médian de 2 700€ net par mois en 2017). Enfin, une minorité de journalistes, présentateurs stars ou éditocrates multicartes – souvent dans des positions décisionnaires dans les rédactions – bénéficient quant à eux de salaires considérables. Et **Ludvine Bantigny** n'a sans doute pas tort de pointer que cela les place, à tout le moins s'agissant des conditions matérielles d'existence, bien plus près du grand patronat que des gilets jaunes... ■

12. «Quelle chaîne de télévision paye le mieux ses journalistes?», *BFM-Business*, 14 septembre 2015.

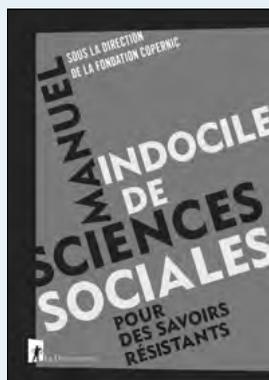
13. Contactés par nos soins pour commenter ces informations, la plupart des intéressés n'ont pas répondu. **Thomas Legrand** nous a cependant indiqué que ses revenus cumulés étaient inférieurs à 120 000 euros brut annuel. **Christophe Barbier** nous indique que «seul l'employeur est habilité à communiquer, s'il le souhaite, sur sa politique salariale. En l'occurrence, mon unique employeur est *L'Express*».



### La Bonne soupe. Comment le « 13 heures » de TF1 contamine l'info

Isabelle Roberts et Raphaël Garrigos,  
Les Arènes, 2006

Publié en 2006, soit 18 ans après l'arrivée de Jean-Pierre Pernaut aux fourneaux du JT de TF1, cet ouvrage n'a rien perdu de sa pertinence après 15 années supplémentaires. C'est dire que la recette de « la bonne soupe » du marmiton de Bouygues a traversé le temps sans grande modification, et toujours avec le même succès d'audience, critère central du bétonneur. Pourquoi, dès lors, eût-il fallu la changer ? La voici donc, avec tous ses ingrédients détaillés en analyses précises et assassines, par les journalistes Isabelle Roberts et Raphaël Garrigos, qui officiaient alors à *Libération*, qu'ils ont quitté en 2015 pour fonder le site Les Jours. À l'heure où JPP quitte son « 13 heures », il n'est pas inutile de lire ou relire ce livre éclairant désormais 32 années de conservatisme télévisé, alors que les grands médias réunis célèbrent celui qui fut, selon son patron, « un exemple pour tous les journalistes ». ■



### « Comment se fabrique (mal) l'information ? »

Érik Neveu, dans *Manuel indocile de sciences sociales*, La Découverte, 2019

Dans l'ouvrage collectif publié sous la direction de la fondation Copernic, dont l'objectif est de questionner les « vérités toutes faites » au prisme des sciences sociales, c'est le politiste Érik Neveu qui se charge de la question médiatique (p. 450-460). Il décrit en particulier comment « le monde du journalisme est [...] fait de conditions pratiques de travail, de rapports de force avec des sources puissantes, et de conceptions de ce qui est important ou pertinent à "couvrir", qui finissent par constituer une idéologie, un biais professionnel. » On notera aussi un chapitre consacré aux sondages, signé du politiste Daniel Gaxie (« Les sondages, c'est scientifique ? », p. 418-428). « Les sondages, dans nombre de cas, créent une "opinion publique" artificielle, qui n'est pas prédictive des opinions des Français » : il faut donc, conclue-t-il, « examiner leurs résultats avec un recul critique. » ■



### « Justice et médias : cuisines et dépendances »

Délibérée n°9,  
La découverte, mars 2020

En mars sortait le neuvième numéro de la revue animée par le Syndicat de la magistrature ; un numéro particulier puisque réalisé en partenariat avec Acrimed. « *Soumission à des impératifs budgétaires ou économiques, tentatives d'instrumentalisation politique récurrentes, perte de confiance grandissante – si ce n'est défiance – de la part des citoyen-nes. Mêmes cuisines et mêmes dépendances* » : dans son édito, la rédaction de *Délibérée* trace les similitudes entre « Justice et Médias ». Et d'ajouter : « *Leurs faiblesses respectives et leur incompréhension mutuelle n'arrangent sans doute rien.* » Au sommaire : « ce que les médias font à la justice », les expressions favorites des journalistes (« présomption d'innocence », « sources proches de l'enquête », « drame familial », « expert »), le journalisme d'investigation, le droit de la presse, le respect du droit du travail par les médias... Et plus encore ! ■

# LE PALMARÈS 2020 DES ÉDITOCRATES !

## PALME DU FLAIR SANITAIRE

Michel Cymes au commencement de l'épidémie

QUOTIDIEN



ÇA N'EST PAS UNE GRIPPETTE, C'EST PAS UN RHUME. C'EST UNE FORME DE GRIPPE QUI EST UN PEU PLUS COGNÉE QUE LA GRIPPE...

...MAIS ÇA RESTE UNE MALADIE VIRALE COMME ON EN A TOUS LES ANS.

JE LE DIS, ÇA PEUT CHOQUER, IL FAUT RÉTABLIR LE BAGNE.

IL Y A LES ÎLES KERGUELEN...

## PALME DU "C'ÉTAIT MIEUX AVANT"

Guillaume Bigot après l'assassinat de Samuel Paty

C NEWS



ELLES SONT À UNE LATITUDE TELLE QUE LES GENS PEUVENT SURVIVRE !

## PALME DE L'INVESTIGATION

Léa Salamé interviewe Carlos Ghosn, millionnaire en cavale



POUR BEAUCOUP D'ENFANTS, VOUS ÊTES L'HOMME QUI A VOYAGÉ DANS LA MALLE...

IL FAUT QUE CES JEUNES, COMME LE RESTE DE L'IMMIGRATION, NE VIENNENT PLUS...

TOUS ! TOUS CHRISTINE !

LA MALLE, PAS LA MALLE ?? ALLEZ UN PETIT INDICE !

TOUT LE MONDE RÊVE DE SAVOIR ÇA !

## PALME DU RACISME ORDINAIRE

Éric Zemmour au sujet des mineurs isolés

C NEWS



ILS SONT VOLEURS, ILS SONT ASSASSINS, ILS SONT VOLEURS, C'EST TOUT CE QU'ILS SONT.

## PALME DE LA CRITIQUE SOCIALE

Olivier Truchot défend le patronat



LES GÉNÉRALISTES GUEULES

CE QUE VOUS N'ENTENDEZ PAS C'EST QUE, EN FRANCE, ON TRAVAILLE MOINS QU'AILLEURS.

ET ÇA, C'EST UNE RÉALITÉ D'AVANT LE VIRUS.

JE PENSE QUE LES PATRONS DU CAC 40 BOSSENT PLUS QUE LA PLUPART D'ENTRE NOUS !

## PALME DE L'HUMOUR

Alain Finkielkraut ne peut plus rien dire (à cause des féministes...)



LCI

VIOLEZ, VIOLEZ, VIOLEZ !

D'AILLEURS JE VIOLE LA MIENNE TOUS LES SOIRS.

JE DIS AUX HOMMES : VIOLEZ LES FEMMES !

# MÉDIACRITIQUES

N°37

REVUE TRIMESTRIELLE  
D'ACRIMED

## MÉDIAS: RIEN NE VA PLUS

04 MISÈRE DE  
L'INFORMATION  
MÉDICALE EN TEMPS  
DE CRISE

08 MATINALES RADIO:  
À LA RECHERCHE  
DU PLURALISME

14 «ISLAMO-  
GAUCHISTES»:  
UNE CHASSE  
AUX SORCIÈRES  
MÉDIATIQUE

22 2020: CHRONIQUE D'UN  
POUVOIR AUTORITAIRE

25 "GÉNÉRAL,  
NOUS VOILÀ!"

32 HOMMAGE À  
JEAN-PIERRE PERNAUT

38 FRANCE INTER: CÂLINS  
POUR BRUNO LE MAIRE

40 QUE GAGNENT  
LES JOURNALISTES?

## ET DANS LES RUBRIQUES...

03 ILS NOUS MANQUENT  
DÉJÀ...

13 «INCONTURNABLE»

45 LE PALMARÈS 2020  
DES ÉDITOCRATES